Courant Communiste International

Revue Internationale

Octobre 2026

**Face à l'horreur du capitalisme,
une seule alternative : la révolution communiste**

Mouvement des lycéens et des étudiants en France
Une boussole pour la lutte de classe

Le grand bouleversement impérialiste
Le crépuscule du leadership américain

Tract internationnal
Guerre et massacres en Iran et au Liban
**Solidarité de toute la classe ouvrière,
contre la barbarie du capitalisme mondial**

Déstabilisation de l'économie mondiale
Vers une crise majeure et sans précédent

Des leçons importantes pour la classe ouvrière
**Il y a 20 ans, la lutte des étudiants
contre le « Contrat Première Embauche »**

**Une riche expérience pour les luttes futures
(Tract septembre 2026)**

50 ans du Courant communiste international
**Comment contribuer à la formation
du parti des révoluitionnaires**

Tirer les leçons du passé (I)

175

3,00 euros - 5 FS - 6 $Can
Parait tous les 6 mois

sommaire

1 Face à l'horreur du capitalisme, une seule alternative : la révolution communiste

Mouvement des lycéens et des étudiants en France

4 Une boussole pour la lutte de classe

États-Unis, Europe, Russie, Chine : le grand bouleversement impérialiste

7 Le crépuscule du leadership américain

Tract international (Guerre et massacres en Iran et au Liban)

11 Solidarité de toute la classe ouvrière contre la barbarie du capitalisme mondial

Déstabilisation de l'économie mondiale

13 Vers une crise majeure et sans précédent

- L'impact conjugué de la surproduction et de la décomposition
- Une crise financière se profile, d'une ampleur bien supérieure à celle de 2008
- Au bord du précipice économique, les conséquences pour la classe ouvrière

Il y a 20 ans, la lutte des étudiants contre le « Contrat Première Embauche » en France

20 Des leçons importantes pour le combat de la classe ouvrière

Tract du CCI sur la lutte contre le CPE (septembre 2026)

22 Une riche expérience pour les luttes futures

50 ans du Courant Communiste International

24 Comment contribuer à la formation du futur parti des révolutionnaires ?

27 Tirer les leçons des expériences du passé (I)

Face à l'horreur du capitalisme, une seule alternative : la révolution communiste

De l'Ukraine à l'Iran, du Soudan à Gaza, en passant par le Yémen, où les Houthis, qui bloquent désormais le détroit de Bab el-Mandeb, s'opposent à l'Arabie saoudite, c'est bien aux quatre coins du monde que les conflits sans issue se multiplient, s'enlisent dans des bourbiers et s'étendent inexorablement, plongeant les populations dans la désolation et l'horreur la plus totale. En Ukraine, voilà presque cinq ans (plus que la Première Guerre mondiale !) que les bombes pleuvent sans discontinuer, ciblant indistinctement immeubles, hôpitaux, écoles, infrastructures énergétiques. À ce jour, deux millions de personnes, civils et militaires, ont péri ou ont été blessées. Et c'est loin d'être terminé tant les deux camps sont bien décidés à ne rien céder en s'engageant dans une surenchère meurtrière irrationnelle ! Les drones et les missiles ukrainiens frappent, en plein cœur de la Russie, les sites logistiques du e-commerce et les raffineries. Sous la pression de ces affronts et des sanctions qui saignent son économie, l'impérialisme russe multiplie les provocations envers les puissances de l'OTAN.[1] L'emploi de plus en plus massif de drones, de missiles dernier cri, de satellites, de l'intelligence artificielle et des robots annonce toujours plus d'atrocités. Et comme cette guerre 2.0 ne peut pas se passer de chair à canon, des deux côtés on tente d'enrôler par centaines de milliers les civils et on mène une chasse impitoyable aux déserteurs !

À quelques centaines de kilomètres à l'Est, au Proche-Orient, en Iran, après les milliers de victimes de la répression du soulèvement encouragé par Trump contre le régime, le déluge de bombes d'Epic Fury déclenché par les États-Unis, censé mettre à genoux le régime des mollahs, est d'une violence telle qu'il conduit à l'épuisement des stocks de munitions de la première puissance militaire mondiale. Ce fiasco sans issue prévisible ne génère que des destructions massives, un chaos inouï et sème la mort dans les populations civiles.

Et la « fury » démente et sanguinaire de l'Oncle Sam ne s'arrête pas là, puisque ce sont désormais les populations du Yémen et de Syrie qui subissent sa puissance de feu. De son côté, son compagnon d'armes, Israël, rejette catégoriquement le « plan de paix » proposé par Trump et sa clique, poursuivant implacablement sa croisade : incursions au Liban et en Syrie, sinistres exactions dans la bande de Gaza, opérations commandos de ses colons contre les civils palestiniens de Cisjordanie. Simultanément, de nouvelles lignes de fracture apparaissent entre la Turquie, Israël, l'Arabie et les Émirats, embryons de futurs affrontements.

Mais ces derniers mois n'ont pas seulement été marqués par l'aggravation du chaos guerrier. Partout dans le monde, les populations ont dû faire face à l'amplification du dérèglement climatique et environnemental : des vagues de chaleur sans précédent rendant la vie insupportable pour plus d'un milliard de personnes, des feux de forêts gigantesques aux portes de grandes villes comme Bordeaux ou Madrid, des effondrements de montagne, des inondations, des coulées de boue emportant tout sur leur passage comme au Népal et au Tibet à la fin du mois d'août. L'intensification du phénomène El Niño pourrait provoquer des effets dévastateurs et inédits dans les mois à venir tout particulièrement en Amérique latine et en Asie du Sud-Est. S'il ne s'agit là que d'un premier aperçu de ce que sera la vie sur Terre à une température avoisinant les 50 °C, les conséquences sur la vie humaine sont d'ores et déjà dramatiques. Ces quatre dernières années, rien qu'en Europe, près de 200 000 personnes auraient succombé aux températures extrêmes ! L'assèchement des fleuves et des nappes phréatiques provoque la désorganisation des chaînes d'approvisionnement[1], la chute de la production agricole et altère même la production d'énergie nucléaire. Les risques de pénuries alimentaires planent sur des régions comme l'Inde, l'Asie centrale et même l'Europe. La Tunisie est, quant à elle, carrément touchée par une pénurie d'eau potable assoiffant une partie de la population !

Ces effets conjugués de la spirale guerrière et du désastre climatique constituent évidemment un facteur majeur de l'aggravation de la situation économique déjà fortement dégradée. Les fermetures ou la désorganisation des principales artères du commerce mondial telles qu'Ormuz ou Bab el-Mandeb ont non seulement provoqué la plus grave crise pétrolière de l'histoire mais également un ralentissement considérable des échanges commerciaux. Ces nouveaux chocs, en désorganisant la production mondiale, en faisant même craindre la survenue de pénuries, ainsi qu'en faisant exploser l'inflation (au plus haut en Europe depuis trois ans), aggravent encore la crise économique du système capitaliste déjà bien fragilisé.

Cette situation réduit encore davantage les marges de manœuvre budgétaires des États des principales puissances économiques mondiales déjà étranglées par le niveau abyssal de leur endettement. Ceci, alors même que le G20 alerte sur les risques de survenue de défauts de paiement sur la dette qui pourraient conduire à une crise financière de forte magnitude. Ainsi, l'Allemagne, considérée il y a encore peu de temps comme « la vitrine de l'économie occidentale », profondément déstabilisée par les chocs successifs impactant son modèle, voit ses principaux fleurons industriels, comme le secteur automobile, subir un véritable séisme : Volkswagen

1.Au cours du mois d'août, la baisse du niveau du Rhin a rendu la navigation impraticable par endroits ce qui a occasionné la coupure du réseau de transport fluvial. La navigation sur le Canal de Panama a dû être ralentie pour les mêmes raisons.

prévoit la suppression de 100 000 emplois, Mercedes envisage d'augmenter le temps de travail de 30 % à 40 %, alors même que Berlin s'engage dans un vaste programme de réarmement, les vannes de l'endettement grandes ouvertes. Aux États-Unis, en Chine, en Europe, le chômage augmente dès à présent partout ! Et comme d'habitude, tous les États et les gouvernements sont bien décidés à faire payer leur crise à la classe ouvrière par des attaques massives sur les systèmes de santé, de retraites, d'éducation et ce, alors que les prix des biens de première nécessité ne cessent d'exploser, plongeant toujours davantage les travailleurs exploités dans la précarité et la paupérisation.

Une étape dans la spirale mortifère du capitalisme

Toutes ces convulsions qui ébranlent l'ensemble du monde constituent une accélération brutale de la spirale mortifère dans laquelle le capitalisme est engagé. Ainsi, le conflit en Iran n'est pas une simple guerre de plus, mais une puissante exacerbation des rivalités impérialistes où le chacun pour soi, le chaos et l'incertitude sont désormais la norme. Non seulement l'enlisement américain rebat les cartes de la compétition entre puissances locales pour l'hégémonie régionale entre l'Arabie, les Émirats arabes unis, la Turquie et Israël (avec des prolongements de leur affrontement dans la Corne de l'Afrique et au Soudan), mais plus largement, c'est l'ensemble de « l'ordre international » mis en place au lendemain du second conflit mondial en 1945 qui vole en éclats, annonçant même de possibles affrontements directs entre exalliés. Les États-Unis, à l'image de leur coup de force au Venezuela, de leurs velléités affichées d'annexer le Groenland ou de faire du Canada le 51e État de l'Union alimentent au premier chef cette fragmentation du monde où tous les États concurrents rivalisent dans la surenchère militariste et la course aux armements.

S'il y a quarante ans, après l'effondrement du bloc de l'Est et la campagne assourdissante sur « la mort du communisme », la bourgeoisie pouvait encore nous faire croire que la démocratie et l'économie de marché allaient mener l'humanité à la paix et au bonheur universel, désormais, la réalité d'un monde sans le moindre avenir, autre que l'enfoncement dans la barbarie, devient trop évidente pour être niée. Au début de la décennie, le CCI affirmait que « *les années 20 du XXIe siècle s'annoncent comme une des périodes parmi les plus convulsives de l'histoire et accumulent déjà des catastrophes et des souffrances indescriptibles. Elles ont commencé par la pandémie du Covid-19* […] *et une guerre au cœur de l'Europe, qui dure déjà depuis plus de neuf mois et dont personne ne peut prévoir l'issue. Le capitalisme est entré dans une phase de graves troubles sur tous les plans. Derrière cette accumulation et imbrication de convulsions se profile la menace de destruction de l'humanité.* »

Si la présence au pouvoir (ou la menace d'arrivée au pouvoir) de cliques bourgeoises populistes, leurs conceptions politiques aberrantes comme leur programme inadapté à la défense des intérêts réels du capital national, associés à leur complète incompétence, constituent en soi un facteur supplémentaire d'aggravation du chaos, il s'agit de ne pas perdre de vue que tous les États et tous les gouvernements de toutes tendances contribuent également délibérément à cette fabrique du chaos et des catastrophes :

– par l'exacerbation des rivalités, de la concurrence et de la tendance à ce que chaque État joue sa propre carte pour la préservation de ses seuls intérêts, à l'image de la bataille sur les droits de douane initiée par les États-Unis à laquelle la Chine, l'Union européenne ou encore le Canada participent ;

– par l'incurie totale concernant la prétendue « lutte contre le réchauffement climatique ». Alors que les États se donnaient jusqu'à présent au moins la peine de faire semblant de prendre la question climatique au sérieux, désormais, les plus grandes puissances mondiales (États-Unis, Union européenne) détricotent et abandonnent carrément les maigres mesures de « protection environnementale » sur l'autel de la concurrence, de l'exploitation sans fin des ressources naturelles et des rivalités impérialistes entre les nations ;

– mais surtout, par l'amplification et la multiplication des guerres engendrées délibérément et volontairement par les États et les gouvernements. Qu'elles se drapent du manteau de la démocratie et des droits de l'homme, du « Make America Great Again », du messianique « Grand Israël » ou encore du rêve chinois de revanche sur « le siècle d'humiliation », toutes les nations, toutes les fractions de la bourgeoisie cautionnent et préparent la guerre, à l'image des programmes d'armement colossaux qui ne cessent de grimper en flèche dans le monde entier.

Mais loin d'être séparés les uns des autres, les effets conjugués de la crise économique, de la guerre, de la perte de contrôle de la bourgeoisie sur son propre système et de la crise climatique interagissent et démultiplient leur impact. Alors que chacun des facteurs représente par lui-même et à lui seul un sérieux risque d'effondrement, leurs effets combinés dépassent sans commune mesure la simple somme des effets de chacun d'entre eux pris isolément. Les conséquences de toute cette chaîne de destruction sur la classe exploitée dans le monde entier sont incommensurables. Envolée des prix, baisse des salaires, augmentation de la durée du travail, licenciements, chômage… Partout les dépenses colossales d'armement qui asphyxient les économies nationales frappent et entraînent toujours plus les prolétaires vers la paupérisation absolue. Travailler plus dur, plus longtemps dans la semaine et dans la vie, tout en voyant réduit l'accès à la santé, à l'éducation, à la retraite… Tels sont les sacrifices imposés par tous les gouvernements au nom de l'intérêt supérieur de la nation !

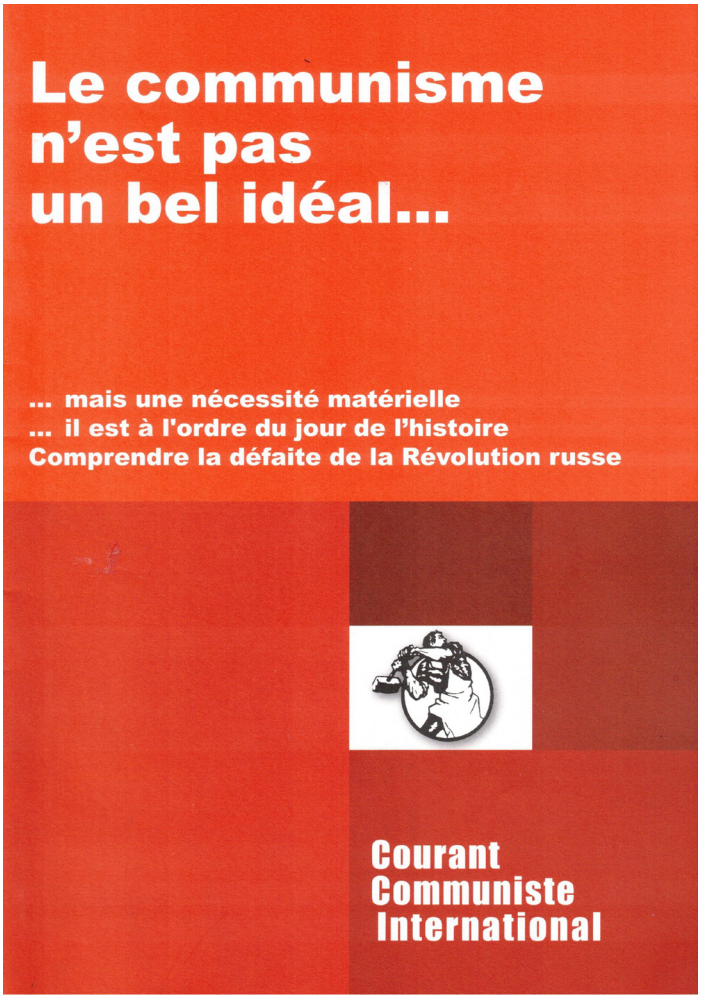
La nécessité absolue de la révolution prolétarienne

Mais depuis plusieurs années, loin de courber l'échine et de subir sans rien dire, le prolétariat relève la tête à l'échelle internationale. Après l'été de la colère au Royaume-Uni en 2022, le mouvement contre la réforme des retraites en France à l'hiver 2023, les grèves aux États-Unis, notamment dans l'automobile, à la fin de l'été 2023, les luttes contre la politique d'austérité du gouvernement en Belgique au printemps 2025, plus récemment, les travailleurs d'Airbus en Espagne ont montré le chemin en tentant de s'organiser de manière autonome par la tenue d'assemblées générales où les ouvriers décident eux-mêmes de leur lutte. Aujourd'hui, comme produit et expression de ce combat international, c'est au tour des lycéens, des étudiants en France de prendre en

main leur luttes, eux aussi dans des AG autonomes et souveraines, avec le mot d'ordre d'extension à tous les travailleurs. Il s'agit là d'une avancée significative qui témoigne d'une réelle prise de conscience, chez ces jeunes qui sont majoritairement des fils d'ouvriers et de futurs prolétaires, concernant ce qui constitue une véritable clé politique pour tenter d'unifier les luttes présentes et celles du futur. Et surtout, cette jeunesse refuse de manière consciente la précarité et l'absence de perspective du système capitaliste. De même, face à la répression brutale, toute une réflexion commence aussi à émerger, portant sur le vrai visage de garant de l'exploitation qu'est l'État démocratique. Une colère et une réflexion profondes animent l'ensemble de la jeunesse prolétarienne. Elle s'exprime ouvertement, de façon déterminée au sein des cortèges dans bon nombre de métropoles européennes et également dans d'autres parties du monde. Un tel changement d'état d'esprit au niveau international signifie que cette lutte annonce inévitablement d'autres combats à venir, probablement plus massifs et plus étendus, et qui s'accompagneront d'un approfondissement de la conscience dans la classe ouvrière de ses responsabilités historiques. Cette dynamique mondiale, aussi embryonnaire soit elle pour l'instant, démontre une chose : loin d'être reléguée dans les poubelles de l'histoire, la classe ouvrière est la seule force sociale capable de s'unir par-delà les frontières pour renverser cette société agonisante et semer les graines de l'avenir en politisant son combat.

Pour cela, le prolétariat devra lutter de la manière la plus consciente sur son propre terrain, c'est-à-dire en tant que classe autonome, afin de défendre ses conditions de vie attaquées, et par là même retrouver le chemin de son expérience historique oubliée, retrouver ce qui constitue son identité de classe perdue et aller bien au-delà d'une simple résistance aux attaques de la bourgeoisie. La classe ouvrière devra mener une lutte intense et massive, poursuivre sa réflexion critique en profondeur afin de déjouer les obstacles, notamment ceux qui obscurcissent et entravent les conditions de son combat ; elle devra renouer avec toute l'expérience du passé, pour retrouver sa capacité d'initiative et toute la mémoire du meilleur de l'expérience et de la tradition du mouvement ouvrier. Ce n'est que comme cela qu'elle sera en mesure de prendre conscience que, elle seule, détient les clés de l'avenir de la société communiste. Une société débarrassée de l'exploitation et du profit, capable de construire un ordre social fondé sur la conscience éclairée par les connaissances scientifiques et de mettre en œuvre les avancées techniques non pas au service de la destruction mais de la satisfaction des besoins humains.

CCI, 28 octobre 2026



Brochure du CCI

Mouvement des lycéens et des étudiants en France

Une boussole pour la lutte de classe!

La jeune génération ouvrière entre en lutte massivement!

En Belgique, étudiants et professeurs manifestent. En Allemagne, les jeunes s'opposent au projet de conscription et prévoient des mobilisations massives dans de nombreuses villes. La même colère s'exprime dans les rues de plusieurs métropoles, en Italie, en Espagne et au Portugal. Ces mouvements prolongent une série de protestations de la jeunesse depuis l'an dernier, en Asie (Bangladesh, Sri Lanka…), en Amérique latine (Pérou, Mexique…) ou en Afrique (Maroc). Et au-delà de la jeunesse, des travailleurs aussi se mobilisent : grève et manifestations massives en Colombie, grève du métro de Buenos Aires, arrêts de travail en Indonésie ou en Chine contre les salaires impayés, les fermetures d'usines et les restructurations.

Ce changement profond d'état d'esprit s'était déjà manifesté en Grande-Bretagne en 2022, lors de «l'été de la colère», qui proclamait « Enough is enough! » (« trop c'est trop! »). Toute une série de luttes ouvrières massives ont alors suivi confirmant la nouvelle dynamique de la lutte de classe : en France contre la réforme des retraites, aux États-Unis dans l'automobile et la santé, en Suède et ailleurs, et tout récemment en Espagne chez Airbus. La situation en France s'inscrit ainsi dans un cadre international plus large. Mais la lutte des lycéens et étudiants dans ce pays prend une signification particulière bien plus profonde sur le plan historique.

Le mouvement en France couvait donc lui aussi depuis longtemps tant la situation dans le secteur de l'enseignement, comme partout ailleurs, s'était fortement dégradée. Du fait de l'accélération et de l'approfondissement de la crise économique, de la détérioration des conditions de travail et des restrictions qui se sont accumulées depuis des décennies, un immense ras-le-bol, une volonté de ne plus se laisser faire s'est généralisée, notamment dans cette jeunesse largement précarisée et de plus en plus inquiète pour son avenir.

Si les revendications initiales portaient sur le manque de moyens et de professeurs, sur la sélection opaque de « Parcoursup », elles expriment plus fondamentalement le refus de la précarité et de la guerre. Comme l'affirmait la pancarte d'une lycéenne à Créteil: « *Ils donnent six milliards pour les militaires, pas un centime pour les lycées* ». Bref, les lycéens et les étudiants ont exprimé, dès le départ, des préoccupations qui sont en fin de compte celles de toute la classe ouvrière: le manque de moyens, la dégradation des conditions de vie et de travail, le refus de la crise et de la misère, le rejet de la guerre, de la destruction de l'environnement. En somme, une inquiétude profonde face à l'absence de perspective et de futur du système capitaliste!

Une prise en main et une volonté d'extension de la lutte

En France, le mouvement lycéen a spontanément démarré le 21 septembre dernier à Créteil au lycée Saint-Exupéry. Les images du blocage et des barricades ont immédiatement circulé sur les réseaux sociaux favorisant une contagion dans toute l'Île-de-France puis sur l'ensemble du territoire. Ailleurs, comme en Allemagne ou en Italie, les jeunes scandaient « *on veut faire comme en France!* ». Au moment de la grève et des manifestations du mardi 29 septembre dans le secteur public, où des enseignants défilaient dans les cortèges, les lycéens étaient déjà visibles, très présents et de nombreux établissements étaient bloqués.

Dès le début, afin de tenter de tuer dans l'œuf ce mouvement de colère, l'État procédait à une répression inouïe contre des jeunes de parfois 14 ou 15 ans, blessant et mutilant, multipliant les interpellations, les gardes à vue et des poursuites judiciaires à gogo sans discernement. Mais cette politique d'intimidation sauvage avec la volonté d'instaurer un climat de terreur pour dissuader les lycéens de lutter a, au contraire, suscité une large indignation et galvanisé ces derniers. Des jeunes de banlieue, de centre-ville, de petites villes de campagne, tous les enfants d'ouvriers luttaient désormais ensemble. Les parents, les professeurs, ont également témoigné leur solidarité et soutien aux jeunes, tout autant indignés et opposés à la violence et à la terreur de l'État démocratique.

Et surtout, cette politique brutale a suscité le soutien et la solidarité des étudiants, faisant grossir les rangs et basculer le mouvement dans une nouvelle dimension. Le 1er octobre, de nombreuses universités étaient mobilisées et des AG ouvertes tentaient de s'organiser et de se structurer. Signe de la nature prolétarienne du mouvement, les lycéens et étudiants se présentaient eux-mêmes comme des travailleurs ou de futurs travailleurs (nombre d'entre eux sont d'ailleurs déjà salariés et exercent des jobs pénibles, mal payés et précaires). Une force qui permettait d'évoquer l'expérience de Mai 68, celle plus récente du CPE en 2006; mais aussi d'entrevoir, de manière encore plus ou moins confuse, une remise en cause du système capitaliste avec l'idée qu'une « révolution est nécessaire ». Des affiches, des tracts étaient confectionnés et diffusés dans les gares, vers des lieux de travail, appelant ouvertement les travailleurs à rejoindre la lutte : « on a besoin d'un mouvement massif r*ejoint par tous les étudiant.es et par les travailleur.euses, car il n'y a que cela qui pourra réellement nous faire gagner* » (tract du 12 octobre appelant à une AG à Jussieu).

Un tel niveau de réflexion témoigne d'une réelle maturation politique, un clair pas en avant permettant de dépasser par la pratique les impasses de l'enfermement corporatiste et syndical des décennies passées, l'isolement des grèves secteur par secteur, entreprise par entreprise.

Afin de casser le mouvement et de tenter de couper cette réflexion, comptant aussi sur les vacances scolaires, le ministre de l'Éducation, Édouard Geffray, ordonnait la fermeture adminis-

trative des établissements et des facs, instaurait les cours à distance en vue de disperser et démobiliser les jeunes. Parallèlement, les AG autonomes étaient entravées par les forces de l'ordre, privant les lycéens et étudiants de locaux, conduisant à l'improvisation hors des murs des établissements, obligeant souvent à se tenir dans la rue ou sur des places (comme ce fut le cas à Paris au Panthéon ou devant les grilles de la Sorbonne). Les interpellations et les tensions avec les forces de l'ordre se multipliaient, sans décourager pour autant les participants, rejoints plus massivement par les enseignants en soutien. Ainsi, au lycée Paul Éluard de Saint-Denis, des professeurs formaient une chaîne destinée à protéger les lycéens face à la police. Mais les syndicats profitaient également de la situation pour proposer, eux aussi, de les protéger: c'était en réalité un moyen de tenter de reprendre discrètement le contrôle en coulisses, alors que beaucoup d'étudiants et de lycéens rejetaient toute « récupération » et les tentatives de prendre le contrôle de la lutte.

Le mouvement, qui tendait à s'essouffler, attendait bien la journée du 17 octobre pour se renforcer en comptant sur la présence des travailleurs. Mais leur présence massive n'a pas été au rendez-vous et celle des gilets jaunes, sans aucun poids, n'exprimait nullement un renfort dans le sens où aucune grève ni AG ne se tenait sur les lieux de travail. La violence planifiée des forces de répression pouvait alors se déchaîner contre des manifestants plus vulnérables, nassés et gazés, sous le feu des LBD et des grenades de desencerclement, soumis à une exposition brutale qui contrastait scandaleusement avec la passivité de la police face aux « casseurs » et aux « pillards ».

Une manœuvre infâme destinée à pourrir le mouvement

Même dans l'hypothèse où le gouvernement aurait sous-estimé la taille de la manifestation du 17 octobre, le fait est que sa police et ses CRS ont délibérément et visiblement laissé s'infiltrer les casseurs (qui rappelons le, sont une petite minorité: 2% des participants, souvent aidés de policiers déguisés en manifestants) afin de permettre ensuite l'exploitation de scènes de chaos visant à discréditer le mouvement et apeurer les manifestants. Ce fait, intentionnel, est indéniable et la thèse d'un véritable «débordement» des forces de l'ordre face aux pillards très peu crédible (même s'il est vrai que des tensions et confrontations ont été intenses et soutenues). D'ailleurs, le soir même, les chaînes de télévision faisaient tourner en boucle les images de chaos, d'incendies, des destructions de lieux symboliques (comme la mairie de Limoges en flammes), les magasins saccagés, les vitrines brisées et les pillages… saturant ainsi l'espace sans la moindre information sur la réalité du mouvement lui-même.

Les AG, les 800 000 manifestants, les décisions des jeunes et leurs revendications, rien ne pouvait transparaître ni filtrer. Au point que ceux des spectateurs les moins éclairés et qui n'avaient pas participé à la manifestation pouvaient penser que, ce jour-là, seules ces scènes de chaos avaient eu lieu et que les jeunes lycéens et les étudiants ne sont, sinon des «racailles» et des «casseurs», que des irresponsables qui n'encouragent rien d'autre que ces violences…. C'est d'ailleurs l'image d'un mouvement stérile et destructeur qu'ont pu véhiculer les médias à l'étranger, occultant la masse des manifestants, leurs revendications ainsi que toute référence à sa réalité porteuse d'espoir.

Cette campagne permettait alors à la bourgeoisie et aux défenseurs de l'ordre existant :

– de justifier la brutalité du maintien de l'ordre et de la terreur, la répression et les mutilations.

– d'imposer le couvre-feu et les interdictions de manifs.

– d'occulter totalement les revendications sans avoir à y répondre.

– de dissuader et de dégoûter les participants, de les diviser, d'empêcher le développement de la mobilisation…

Le risque de l'isolement

Mais une telle propagande et de telles manœuvres de la part de la classe dominante n'auraient pu se déployer aussi facilement si le mouvement lui-même n'avait pas présenté un certain nombre de faiblesses qu'il faut avoir la lucidité de critiquer.

Si, dans les AG, il existait une tendance en faveur de la réflexion, du renforcement du débat en vue de l'extension du mouvement vers les ouvriers, il en existait une autre privilégiant l'action immédiate et spectaculaire, avec des propositions qui eurent un certain écho, comme celle d'une «marche sur Matignon» le 13 octobre. Lancer ce type d'action minoritaire est pourtant un véritable piège. Une telle démarche ne s'attaque qu'à des symboles de manière plus ou moins aveugle, pensant mettre à bas le système, s'attaquer à l'État, alors qu'en réalité elle permet à ce dernier d'instrumentaliser et de détourner la réflexion des manifestants de la seule force capable de le faire reculer : l'extension de la lutte, l'implication massive des travailleurs ! S'attaquer à vandaliser un bâtiment public, comme une mairie ou une école, un abri bus, ne permet en rien de faire reculer l'État, ni de donner de la force au mouvement et aux manifestants. C'est tout le contraire, car cela s'oppose à la solidarité, au besoin de réflexion collective sur les vrais moyens utiles à la lutte lutte : sa prise en main en toute autonomie, son auto-organisation et son extension. Les aventures totalement aveugles visant à vandaliser, détruire et piller ne font donc qu'exposer et condamner inutilement à la répression, isoler et diviser davantage les manifestants sans permettre de renforcer leur conscience de classe, ce que seuls le débat et les décisions collectives en faveur de l'élargissement de la lutte peuvent réaliser.

Bien que de nombreux étudiants aient déployé un maximum d'énergie pour rejoindre les travailleurs, le mouvement a rencontré de grandes difficultés à étendre la lutte. Même si différentes générations sont descendues dans la rue par solidarité, les travailleurs n'ont pas été en mesure de se mobiliser massivement. Une vague de sympathie existait bel et bien de la part des ouvriers, mais cette dernière est restée platonique et ne s'est pas véritablement traduite en acte par une entrée en lutte massive et solidaire, par des grèves ou en rejoignant les AG, seules possibilités pour renforcer davantage le combat. Comme nous l'avons répété dans nos tracts : un mouvement qui ne parvient pas à s'étendre finit toujours par décliner et par mourir.

Dès le début du mouvement, les syndicats ont, d'ailleurs, tout fait pour empêcher cette unification en annonçant une mobilisation pour le… 5 novembre! La blague des étudiants, qui n'étaient pas dupes, était alors de

demander : « le 5 novembre de quelle année ? ». Profitant de la faiblesse des travailleurs pour enfoncer le clou, en prenant soin de différer au maximum la possibilité de lutter ensemble, les syndicats et le gouvernement misaient sur les vacances et le pourrissement.

Face à l'absence de réponse du gouvernement aux aspirations des jeunes en lutte, les syndicats ne pouvaient que surenchérir afin d'épouser la colère et d'y coller au mieux. Ainsi, la CGT, par la voix de Sophie Binet, après l'échec de la réunion du 21 octobre à Matignon, annonçait de nouveau que « l'intersyndicale appelait à une grève générale et interprofessionnelle le 5 novembre ».

Faut-il pour autant tourner le dos au 5 novembre ? Non ! Là où des travailleurs se mobiliseront, les futurs prolétaires ont tout intérêt à être présents et à aller à leur rencontre. Mais il serait illusoire d'attendre de cette journée l'extension de la lutte. D'autant que l'État ne cesse de vouloir la pourrir de l'intérieur, favorisant notamment la présence d'organisations d'extrême droite, comme l'Uni ou la Cocarde étudiante, tant sur les lieux de blocages que dans les cortèges (ex: Nice, Rouen, Montpellier etc.), pour intimider et même s'affronter physiquement a des manifestants. L'extension de la lutte ne sera donc pas facile, ne viendra pas d'une simple date fixée par les syndicats, des semaines à l'avance. Elle viendra de la capacité des jeunes et des travailleurs à tenir leurs propres assemblées générales, sur les lieux d'études comme sur les lieux de travail, et à les ouvrir les unes aux autres.

Quelles perspectives?

À l'heure où nous écrivons ces lignes, malgré le matraquage policier et médiatique, la mobilisation du 24 octobre s'est révélée massive. Des centaines de milliers de personnes ont battu le pavé avec détermination et l'envie de se rassembler. Dans la semaine précédant cette journée de mobilisation, des AG de plusieurs centaines de personnes se sont tenues dans les facs, démontrant que la tendance du mouvement à réfléchir ensemble aux moyens de la lutte et à la manière de l'étendre est encore vive. Face à la crise de surproduction chronique et à la faillite historique du système capitaliste, les choix sont donc clairs : les prolétaires doivent riposter! La dégradation brutale frappe tout le monde du travail de manière simultanée à l'échelle internationale et le développement généralisé des guerres ne cesse de s'amplifier et de s'intensifier.

Le mouvement en France est, aujourd'hui, l'épicentre des luttes du prolétariat mondial. Non pas du seul fait qu'il constitue une source d'inspiration puissante, mais dans le sens où les leçons pratiques qu'il permet et le niveau de conscience qu'il atteint le placent à l'avant-garde du combat par ses méthodes de lutte: la prise en main dans les assemblées générales souveraines et ouvertes à tous et la tentative d'extension vers les autres travailleurs. Il s'agit là d'un pas important dans le processus de maturation et de politisation de la classe ouvrière mondiale. Il n'est que le début d'un processus ouvert sur le long terme qui contient en germe les conditions de la grève de masse révolutionnaire.

Certes, l'extension aux travailleurs ne s'est, pour le moment, pas réalisée, et c'est la limite principale de ce mouvement. Mais ce qui le place à l'avant-garde n'est pas son résultat immédiat. C'est que la nécessité de l'extension ait été comprise, débattue et votée dans des assemblées ouvertes, et que des tentatives concrètes aient été faites pour aller vers les travailleurs. Les lycéens et les étudiants ouvrent la voie à de futurs combats plus larges, plus nombreux et étendus, vers la prise de conscience que la classe ouvrière continue de constituer une force sociale, en cours de récupération de son identité de classe. Même si le chemin sera encore très long et difficile, une telle avancée montre que la lutte de classe est toujours à l'ordre du jour. Ce formidable mouvement n'est qu'un début. Il fournit une clé précieuse, ouvrant la voie du futur. En cela, il ne fait que poser un problème global, qui ne pourra être résolu en France, mais seulement par l'ensemble de la classe ouvrière internationale.

WH, 24 octobre 2026

États-Unis, Europe, Russie, Chine : le grand bouleversement impérialiste

Le crépuscule du leadership américain

« *Et ainsi, au cours de l'histoire, tout ce qui précédemment était réel devient irréel, perd sa nécessité, son droit à l'existence, son caractère rationnel*. »

Engels, *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*

Sous les ors du château de Versailles, Donald Trump, dans la posture clinquante de la télé-réalité, a signé « en ligne » un protocole d'accord avec le gouvernement iranien. Cet accord devait imposer un cessez-le-feu immédiat, ouvrir des négociations durant soixante jours et rouvrir du même coup le détroit d'Ormuz à la marine marchande. C'était le 17 juin 2026, mais la guerre dure toujours, et va probablement durer encore et toujours dans un Moyen-Orient devenu encore plus explosif depuis l'attaque israélo-américaine. Le ministre d'extrême droite israélien, Itamar Ben Gvir, menace déjà de « *brûler tout le Liban* ». Les accrochages entre l'Iran et les États-Unis se multiplient et Trump lui-même a contribué à une reprise des hostilités avec la participation de l'Arabie Saoudite. Les attaques des Houtis s'intensifient, les bases américaines au Moyen-Orient sont toujours plus menacées et Trump a clairement prévenu que les bombardements américains sur l'Iran reprendront après les élections de mi-mandat du 3 novembre.

La spirale infernale des guerres impérialistes régionales

L'attaque déclenchée le 28 février 2026 par les armées israélienne et américaine contre l'Iran a fini par embraser tout le Moyen-Orient. De Chypre à la Jordanie, du Liban au Yémen, toute la région a été touchée à différents degrés, sans oublier les pétromonarchies qui sont au centre géographique du conflit. La population iranienne a payé le prix fort. La répression des manifestations de janvier a provoqué la mort d'innombrables personnes. Dès le début de la guerre, Trump faisait déjà preuve d'irresponsabilité, de légèreté et de cynisme, promettant de l'aide aux manifestants, une aide qui n'est jamais venue, et il signe la levée des sanctions, ce qui va permettre au régime des mollahs de reconstituer aussi ses forces policières et militaires. La répression, bien entendu, n'est jamais retombée avec 749 pendaisons depuis le début de l'année tandis que les données sur les « *victimes collatérales* » des bombardements massifs israélo-américains sont soigneusement dissimulées. L'argument selon lequel les systèmes de guidage, les logiciels d'évaluation des dégâts collatéraux et surtout l'arrivée plus récente de l'intelligence artificielle permettraient de ne viser que des « *cibles combattantes* » en limitant les victimes civiles est une mystification grossière, une vaste foutaise destinée à masquer les intentions meurtrières. Ce sont ces mêmes systèmes qu'Israël a utilisés à Gaza avec comme conséquence un véritable massacre de masse !

La population libanaise a été, elle aussi, au cœur du cyclone avec 3 800 morts civils depuis l'offensive israélienne du 2 mars, avec des déplacements de population et la menace constante de nouveaux bombardements, même sur les écoles et les hôpitaux. Fin mars, le ministre de la Défense, Israel Katz, avouait que l'objectif était de « *détruire toutes les habitations de la zone* [au Sud-Liban]*, comme à Rafah et Beit Hanoun dans la banlieue de Gaza* ». Mais l'État hébreu ne s'arrête pas là. Il répand du phosphore blanc qui rend inutilisables les terres agricoles. Cette politique de la terre brûlée est une caractéristique générale des guerres de la décomposition capitaliste.

Le cessez-le-feu du 8 avril signé avec l'Iran n'a jamais été réellement appliqué : il était avant tout un moyen de chantage pour les États-Unis essayant d'instrumentaliser l'ouverture de négociations et la menace d'un anéantissement de la Perse. Aujourd'hui, la région est toujours en proie au meurtre de masse.

Si les objectifs de guerre sont cyniquement évidents du côté israélien (il s'agissait de mettre à genoux le principal concurrent impérialiste d'Israël pour le contrôle du Moyen-Orient, l'Iran et ses milices du Hamas, du Hezbollah et des Houthis), ils traduisent la réalité d'un « cavalier seul », du chacun pour soi, marqués du sceau de l'absurdité et de l'irrationalité. C'est ce qu'illustre la fuite en avant de Netanyahou, visant non seulement à éviter des poursuites judiciaires contre sa personne et à satisfaire ses alliés politiques d'extrême droite ultranationaliste, mais exprimant surtout la logique implacable de l'impérialisme déchaîné où les guerres s'enlisent toujours plus, ne laissant que des ruines fumantes et aucun vainqueur. La terreur militaire et le jusqu'au-boutisme génocidaire qui en résultent font du Moyen-Orient plus que jamais un foyer de guerre permanent.

Du côté américain, c'est pire encore. Depuis la disparition des blocs impérialistes au début des années 1990, les États-Unis ont vu leur leadership international s'affaiblir progressivement. Pour tenter d'enrayer cette tendance irréversible à travers laquelle leurs anciens alliés lui tournent le dos, ils ont régulièrement montré leurs muscles en espérant convaincre de leur vertu pacificatrice et protectrice. La guerre contre l'Iran était le dernier épisode de la série. Galvanisé par l'enlèvement spectaculaire de Maduro au Venezuela, Trump a éructé les propos les plus prétentieux dont il est capable et, sans prendre la peine de consulter le Congrès américain ou l'ONU, a lancé sa marine de guerre dans le golfe d'Oman. Le résultat a été catastrophique. Les objectifs et la

stratégie militaires ont révélé d'emblée leur flou le plus total tandis que la démonstration de force américaine offrait une image totalement opposée au but recherché : elle n'était ni plus ni moins qu'un facteur de l'accroissement de chaos, de destruction, d'instabilité, de mise en danger des alliés. Les pays européens, qui n'ont d'ailleurs pas été consultés, refusent l'offre de s'associer à l'opération, et dénoncent la guerre, y compris l'Italie de Giorgia Meloni, l'un des gouvernements d'extrême droite qui n'avait pourtant pas été insensible au retour de Trump. Mise à part l'Arabie Saoudite, les monarchies du Golfe préfèrent ne pas riposter aux attaques iraniennes, car elles n'accordent qu'une confiance limitée à la protection américaine. Et c'est maintenant l'alliance entre Israël et les États-Unis qui semble compromise.

Alors que le centre de gravité des tensions impérialistes mondiales s'est déplacé vers l'Asie avec la montée en puissance de la Chine, les États-Unis se retrouvent bloqués dans une guerre qui s'éternise. Malgré les frictions avec son compère israélien, malgré les avances pitoyables au guide suprême iranien dont il a massacré la famille, Trump a eu toutes les peines du monde à obtenir la signature d'un « accord-cadre » avec l'Iran. C'était devenu une urgence pour lui avec la chute spectaculaire de sa popularité aux États-Unis et la hausse des prix du pétrole dont il est le principal responsable. Trump a annoncé triomphalement la réouverture du détroit d'Ormuz. « *Que le pétrole coule à flot !* », s'est-il exclamé. Mais de nombreux désaccords persistent entre les deux parties de sorte que le détroit est loin d'être débloqué. L'Iran entend bien garder le contrôle de ce détroit, sa principale arme de guerre, et imposer un droit de passage pour « services maritimes ».

Pour Israël, la guerre n'a pas permis de se débarrasser du Hamas à Gaza, ni du Hezbollah au Liban, ni des Houthis au Yémen, ni du régime des mollahs en Iran. Mais le coût de cet échec est encore plus élevé pour les États-Unis qui ne peuvent plus dissimuler leur échec cuisant sur le plan politique et diplomatique. Malgré leur supériorité militaire écrasante, aucun objectif n'est atteint, ni la chute du régime des mollahs, ni la destruction des sites balistiques, ni l'arrêt du programme nucléaire. L'Iran ne va pas manquer de se présenter en vainqueur et, en effet, sa « non-défaite » est une victoire. Quant à la Chine, elle profite de la situation pour se présenter comme un acteur pondéré et pacifique à la hauteur de son statut de puissance internationale.

Face à cette opération néfaste pour l'image des États-Unis et coûteuse pour son économie, la Chambre des représentants a osé s'opposer à Trump. Elle a voté, par 215 voix contre 208, le retrait des forces armées et la fin des bombardements. Certains Républicains se sont joints à ce vote de protestation et le camp de Trump est de plus en plus divisé, y compris au sein du mouvement MAGA. L'arsenal américain est en train de baisser dangereusement ; il faudra plusieurs années pour le reconstituer. Trump a dû trouver une rallonge pour le financement du stock de munitions, qui s'élèvera à 53 milliards de dollars pour 2027. Plus de 1 000 missiles Tomahawk ont été tirés sur l'Iran depuis février alors que 207 seulement ont été livrés en 2026. C'est un véritable gouffre pour l'économie américaine sachant qu'un seul missile Tomahawk coûte 2,6 millions de dollars, un missile Patriot 3,9 millions et on monte jusqu'à 28,7 millions pour un SM-6. Marjorie Taylor Greene, égérie du courant ultra-trumpiste MAGA, n'a pas pu s'empêcher de dire, avec une belle ironie : « *Voilà donc à quoi ressemble la victoire !* »

Enfermés dans leurs contradictions, les États-Unis sont contraints de poursuivre la guerre au Moyen-Orient. Et ils se comportent avec la même irrationalité en Ukraine avec les derniers « accords » proposés à la Russie. Celle-ci va pouvoir dégager des capitaux pour poursuivre la guerre alors qu'elle était en difficulté. C'est une nouvelle confirmation de notre analyse de la situation historique. Dans la période de décadence, la guerre est devenue le mode de vie du capitalisme et les objectifs économiques et géostratégiques passent au second plan. La phase de décomposition porte en elle une exaspération des caractéristiques de la décadence. C'est ce que nous montrent les guerres interminables au Moyen-Orient, en Ukraine et en Afrique. L'irrationalité et la destruction atteignent des sommets et tous les pays sont obligés de se réarmer en urgence, non pas parce que nous allons vers un conflit mondial généralisé entre blocs impérialistes, mais parce que les confrontations entre nations s'exacerbent et débouchent sur des guerres régionales toujours plus nombreuses, toujours plus longues et coûteuses. Tel est l'exutoire addictif qui s'empare du système capitaliste en décomposition.

La transformation de la quantité en qualité

On sait que la constitution des blocs impérialistes dans la période de décadence du capitalisme se réalise par la contrainte. Si les alliés se partagent les tâches et les bénéfices selon leurs compétences, il s'agit avant tout pour le chef du bloc d'imposer la discipline à des alliés qui sont, entre eux, dans une situation de concurrence en tant que capitaux nationaux. Pour cette raison, les pays leaders des deux blocs se devaient d'afficher un avantage militaire décisif sur leurs alliés. C'était le cas des États-Unis comme de la Russie après la Seconde Guerre mondiale, tous deux dotés d'un puissant arsenal nucléaire et conventionnel.

Avec la dissolution des deux blocs entamée en 1989, était ouverte la voie de la contestation des alliés contre le chef de file qui auparavant dominait largement du fait de sa puissance militaire et économique. Tandis que le bloc russe a carrément implosé en 1989, le leadership américain pour sa part est entré en crise et sa position n'a cessé de se dégrader depuis. Certes, Washington a réagi pour essayer de contrer ce déclin. Ainsi, le président Bush père a tendu un piège à Saddam Hussein, en 1991, en lui laissant croire que les États-Unis ne s'opposaient pas à son invasion du Koweït, puis en faisant approuver par le Conseil de sécurité de l'ONU, à une large majorité (y compris l'URSS), une résolution exigeant le retrait des troupes irakiennes et en donnant un mandat aux États-Unis pour la faire respecter. La première guerre du Golfe est un succès pour les États-Unis puisqu'ils réussissent à mobiliser l'ensemble des nations du monde derrière eux, et particulièrement les alliés européens qui s'alignent unanimement derrière Washington.

Toutefois, peu après, lors des guerres civiles découlant de l'explosion de la Yougoslavie dans les années 1990, le front uni se fissure. Les États-Unis et les Européens interviennent sous l'égide de l'ONU, mais chaque contingent national des casques bleus poursuit ses propres objectifs. La France

et la Grande-Bretagne soutiennent la Serbie, l'Allemagne la Croatie et les États-Unis la Bosnie.

Et lorsque Bush junior tente une nouvelle fois de mobiliser le monde derrière les États-Unis pour une guerre contre « l'État voyou » de Saddam Hussein dans la seconde guerre d'Irak en 2003, justifiée par le grossier mensonge des stocks irakiens d'« armes de destruction massive », la déchirure entre Washington et ses « alliés » va s'élargir. Le Français Dominique de Villepin, ministre des Affaires étrangères sous la présidence de Jacques Chirac, monte au créneau pour dénoncer la guerre au Conseil de sécurité de l'ONU. L'Allemagne rejoint la France dans un vote contre une nouvelle invasion de l'Irak. Les États-Unis perdent leurs alliés les uns après les autres et s'enlisent dans une guerre longue d'abord en Afghanistan, puis en Irak. Ils sortent à grand-peine du bourbier irakien en laissant derrière eux un pays dévasté et des organisations terroristes qui ont surgi sur les ruines de l'armée de Saddam Hussein en déroute. Ils quittent de même l'Afghanistan sans consulter leurs alliés européens en 2021 et sont obligés d'accepter le retour des Talibans au pouvoir.

Trump va lui-même entériner le déclin de l'hégémonie américaine en portant le coup de grâce à la structure phare de cette dernière, l'alliance atlantique. Cela commence en février 2025 par une proposition adressée à Poutine pour l'ouverture de négociations de paix en Ukraine sans la participation des Européens ni de l'Ukraine. Puis cela continue avec plusieurs personnalités américaines dénonçant la vieille démocratie européenne tandis que Trump apporte son soutien à tous les mouvements populistes du continent. Le 28 février, Zelensky est humilié en direct à la télévision américaine. Face à la résistance de Zelensky et à son refus d'accepter le diktat américain à propos des terres rares ukrainiennes, Trump prend une série de décisions pour faire plier l'Ukraine et faire pression sur les pays européens, notamment la suspension du soutien militaire à l'armée ukrainienne (à la fois en armement et en renseignement), ce qui oblige les pays européens à accroître leur soutien financier et en armements. Il recommence en octobre dernier en proposant un accord à Poutine. Le but est de lever une partie des sanctions contre la Russie de manière à ce qu'elle puisse vendre son gazole sur le marché mondial, y compris aux États-Unis. Il décrète le 11 octobre un cessez-le-feu en Ukraine. Mais la Russie continue de bombarder l'Ukraine et Trump en est réduit à houspiller Zelensky en lui imposant l'arrêt des bombardements sur les infrastructures énergétiques russes. Le but est moins de faire baisser le prix du carburant dans la perspective des Midterms que d'affaiblir une nouvelle fois l'Europe en poursuivant le démantèlement des derniers liens atlantistes. Il s'agit de sanctionner les pays européens qui sont à l'avant-garde de la contestation antiaméricaine depuis la guerre en Yougoslavie. Tel était le sens de la menace que Trump avait proféré, avec le vocabulaire chatoyant habituel de son masculinisme, contre l'Union européenne dont la création n'aurait d'autre vocation que de « baiser les USA ». Après les intérêts économiques, ce sont maintenant les intérêts géostratégiques qui passent au second plan. L'irrationalité d'un capitalisme en décomposition éclate au grand jour.

D'autre part, Trump augmente les droits de douane pour sanctionner ses rivaux et répète ses ambitions sur le canal de Panama, le Canada et le Groenland. Cette dynamique centrifuge, exacerbée par les États-Unis, s'impose à l'ensemble des pays, car elle est le produit de la concurrence économique et militaire qui les détermine tous et de l'absence d'une perspective commune que l'explosion tous azimuts du chacun pour soi rend illusoire. Les mésaventures des relations entre la France et l'Allemagne sont caractéristiques d'une situation où la voie de la reconstitution des blocs impérialistes est pour le moment barrée. Nous avons eu l'échec du projet d'avion de combat européen du futur, le SCAF, et les deux pays ne trouvent toujours pas de terrain d'entente pour mettre au point le char d'assaut prévu. Les deux candidats au leadership européen sont contraints à l'impuissance et restent dépendants à 60 % des armements américains.

La remise en question du pacte transatlantique engloutit les derniers vestiges de l'ancien bloc américain. Les pays européens s'affolent, votent des budgets militaires pharaoniques, l'Allemagne songe à modifier sa constitution pour supprimer l'interdiction des déficits publics en raison de l'augmentation des dépenses militaires. Sous la pression de la crise économique et des obstacles qui entravent de plus en plus l'économie globalisée, la concurrence entre les capitaux nationaux s'exacerbe encore, tandis que les organismes de régulation internationale hérités des anciens blocs sont dissous, que l'ONU devient un luxe inutile, que l'OTAN bat de l'aile, et que les courants populistes s'affirment. Pour sanctionner le tout, Trump soutient les populistes européens et ne manque pas de souligner les insuffisances de la vieille démocratie libérale. Aux États-Unis, les suprémacistes blancs et les néonazis paradent ouvertement.

La guerre avec l'Iran englobe l'ensemble des éléments de cette dynamique de 35 années de déclin du leadership américain sur le monde et la porte à un niveau qualitatif supérieur.

Le crépuscule du leadership américain

Avec la guerre en Iran, le monde vient de passer un cran considérable au-dessus dans le chaos et l'irrationalité. Jamais les raisons de ce conflit n'avaient été aussi confuses, et les objectifs d'une guerre aussi mal préparés et définis. Malgré la superpuissance écrasante des armées américaine et israélienne, la guerre constitue, en fin de compte, un échec militaire et stratégique énorme pour les États-Unis et ceux-ci se retrouvent isolés comme jamais sur la scène mondiale.

Certes, la guerre du Vietnam au début des années 1970 avait déjà marqué une défaite militaire pour les États-Unis, avec la chute de Saïgon et la réunification du Vietnam sous l'égide du Nord « communiste ». Cependant, elle s'était accompagnée, à l'échelle mondiale, d'un renforcement considérable de l'hégémonie américaine grâce aux accords diplomatiques conclus entre Nixon et Mao, qui avaient conduit à l'inclusion de la Chine dans le bloc américain. Ce fut un moment clé dans l'encerclement du bloc soviétique par les États-Unis et leurs alliés, un processus essentiel à la désintégration de ce dernier. À l'inverse, la guerre en Iran s'est soldée par une débâcle pour les Américains sans aucun avantage compensatoire pour eux :

– Malgré le pilonnage des villes et des infrastructures iraniennes, les révoltes sociales contre le régime islamique, que Trump et Netanyahou encourageaient depuis un certain temps,

n'ont pas éclaté. Au contraire, la violence et la destruction qui s'abattent sur la population iranienne n'ont fait qu'accroître la peur et la démoralisation, la maintenant plus divisée que jamais depuis la terrible répression et les massacres perpétrés en réponse aux manifestations anti-régime qui ont éclaté en décembre 2025 et janvier 2026. L'idée d'un changement de régime était fréquemment invoquée comme objectif de guerre au début de l'offensive américano-israélienne. Aujourd'hui, Trump évoque la possibilité de discussions directes avec le guide suprême, Mojtaba Khamenei, et spécule sur la possibilité d'une « très bonne entente » entre eux.

– Malgré son incapacité à contrer directement les frappes des avions et des missiles américains et israéliens, le régime islamique a réagi intelligemment, si l'on peut dire, en ciblant les régimes arabes à portée de ses propres missiles et drones (qui, contrairement aux vantardises de Trump, n'ont pas été détruits), les amenant à douter de la réelle protection que leur accordent les forces militaires américaines dans la région. Surtout, en fermant le détroit d'Ormuz, l'Iran a considérablement alourdi le coût économique de la guerre et les dommages causés aux régimes arabes du Golfe, au commerce mondial et aux réseaux d'approvisionnement. Les pertes économiques sont une réalité que Trump comprend, et l'incapacité des États-Unis à lever le blocus iranien est probablement l'une des principales raisons pour lesquelles Trump cherche désespérément à se désengager de ce bourbier.

– Naturellement, Trump tente de présenter le mémorandum d'entente entre Iraniens et Américains comme une victoire, mais non seulement ses détracteurs habituels, mais aussi nombre de ses anciens partisans soulignent que l'accord conclu par Obama avec Téhéran en 2015, autorisant l'inspection internationale du programme nucléaire iranien, était plus avantageux pour les États-Unis que ce nouvel « accord », dans lequel la question du programme nucléaire iranien n'a même pas été abordée, et encore moins résolue. De plus, ce « grand accord » de Trump prévoit le déblocage de milliards de dollars d'avoirs iraniens détenus par les États-Unis et la suspension du régime de sanctions qui a considérablement affaibli l'économie iranienne pendant des années. Sur le papier du moins, l'administration Trump s'est engagée à fournir les fonds nécessaires pour « rendre sa grandeur à l'Iran ». Il n'est donc pas surprenant que des termes comme « humiliation », « apaisement » et « défaite » soient largement utilisés dans les médias pour qualifier l'accord du côté américain. De plus, comme il est loin d'être évident qu'Israël accepte de respecter durablement l'accord et de cesser ses actions militaires au Liban, voire en Iran même, l'effondrement du cessez-le-feu a eu lieu à plusieurs reprises. Et de fait, les échauffourées se multiplient depuis la signature de l'accord, un « chiffon de papier » de plus.

– Alors que la plupart des factions de la classe dirigeante américaine s'accordent à dire que la Chine est devenue le principal rival impérialiste des États-Unis et insistent sur la nécessité de concentrer leurs ressources militaires sur l'Extrême-Orient et l'endiguement de la Chine, la guerre contre l'Iran a détourné des ressources militaires considérables nécessaires à l'encerclement de la Chine, tout en réduisant fortement les stocks de missiles et d'armements américains. À la suite des sommets entre Trump et Xi à Pékin et Washington, Trump s'est vanté du « succès » des discussions avec le dirigeant chinois, mais, en réalité, il s'agissait surtout pour Xi de renforcer sa position de puissance mondiale avec laquelle il est possible de faire des affaires, et très peu des « accords commerciaux fantastiques » évoqués par Trump se sont concrétisés. La question cruciale des droits de douane n'a pas non plus été abordée, alors que la Chine a déjà démontré sa capacité à tenir tête aux États-Unis, notamment grâce à son quasi-monopole sur le traitement des terres rares, dont les États-Unis ne peuvent se passer.

Cependant, ces gains de crédibilité à court terme pour Pékin ne changent rien au fait que, dans les guerres du capitalisme décadent, tous les États du monde ont tendance à être perdants. L'aggravation du chaos militaire au Moyen-Orient constitue un obstacle majeur aux efforts de la Chine pour étendre les Nouvelles Routes de la Soie dans cette région d'une importance stratégique vitale. En outre, les rencontres récurrentes avec Poutine ne signifient certainement pas la formation d'un bloc russo-chinois, car aucune des deux puissances n'est disposée à se soumettre à l'autre. Même l'accord sur le gazoduc prévu pour relier la Russie et la Chine via la Mongolie semble être au point mort, et la Chine reste très prudente quant à l'idée de fournir directement du matériel à l'effort de guerre russe en Ukraine.

– Concernant la capacité de Trump et de son entourage à se maintenir au pouvoir aux États-Unis, la guerre a porté un coup dur au président. Un récent vote au Congrès a vu une majorité de représentants adopter une motion exigeant que Trump obtienne l'approbation du Congrès ou retire les forces militaires américaines du conflit iranien. Même si ce vote reste largement symbolique, puisqu'il n'a pas encore été validé par un Sénat à majorité républicaine, et que sa validité juridique reste douteuse, il n'en demeure pas moins significatif : plusieurs représentants républicains se sont rebellés contre le président et ont soutenu la motion initiée par les démocrates. Plus significative encore est peut-être la colère que l'aventure iranienne a suscitée au sein d'une partie importante du mouvement MAGA, des figures de proue comme Marjorie Taylor Greene et Tucker Carlson dénonçant Trump pour avoir renié sa promesse de mettre fin à toutes les « guerres étrangères ». Sans surprise, cela a conduit Trump à attaquer ses anciens alliés, les qualifiant de traîtres à la cause MAGA. Le conflit devient de plus en plus virulent entre la droite et la gauche de l'échiquier politique américain et il a encore été renforcé par les divisions au sein de la droite même conduisant à accélérer un processus de fragmentation. La popularité de Trump s'effondre dans les sondages ! La dégradation des conditions de vie des classes populaires est un symptôme accablant. En septembre l'inflation annuelle s'élève à 3,7%, l'essence a augmenté de 20% en un an, celui du fioul de 74%.

Dans la guerre en Iran, la superpuissance américaine a, en réalité, révélé son impuissance ! La démonstration de force militaire qui devait établir la capacité des États-Unis à imposer leur paix et la stabilité par les muscles a provoqué tout le contraire : le chaos et la destruction. Le fait que ce sont les États-Unis, c'est-à-dire la puissance qui domine largement

(Suite page 35)

Solidarité de toute la classe ouvrière, contre la barbarie du capitalisme mondial

Avec le déchaînement de la guerre en Iran, une fois encore, le Moyen-Orient est mis à feu et à sang. Une fois encore, la puissance américaine a déployé une gigantesque armada dans la région.

Et maintenant, un déluge de bombes et de missiles s'abat sur les populations civiles, prises en otage par les rivalités impérialistes de tous les États belligérants.

Des écoles, des hôpitaux, des quartiers ouvriers sont détruits quotidiennement ! Femmes, enfants, vieillards tentent désespérément d'échapper au bain de sang, errant dans les décombres et les ruines, enjambant les cadavres qui jonchent les rues de Téhéran, de Beyrouth et bien d'autres villes encore.

La paix dans le capitalisme, c'est la paix des tombes !

Pour justifier cette nouvelle boucherie impérialiste, les ennemis de l'État iranien, Trump et Netanyahou en tête, appellent les prolétaires à continuer à descendre dans la rue contre le régime sanguinaire des mollahs, au nom d'une cause prétendument « humanitaire ». Ils les appellent à se faire massacrer en les livrant encore pieds et poings liés à la répression sanguinaire du régime des mollahs.

Ces va-t-en-guerre prétendent ainsi défendre la cause du peuple iranien et de tous les opprimés.

Pure hypocrisie et mensonges éhontés !

Avec la riposte de l'État iranien, l'escalade guerrière ne fait qu'aggraver davantage la barbarie et le chaos dans cette région du monde.

Trump a mis sous les feux de la rampe la mort de Khamenei, et de certains dignitaires de sa garde rapprochée, pour nous démontrer que la première puissance « démocratique » mondiale peut sauver l'humanité des dictateurs.

Avec le déploiement de l'opération Epic Fury, Trump démontre que les États-Unis, qui étaient les « gendarmes du monde », sont devenus le premier vecteur de déstabilisation à travers le monde. On peut être sûrs que la *pax americana* va continuer à enfoncer le Moyen-Orient dans un chaos de plus en plus sanglant. Avec l'implication d'autres États et d'autres cliques bourgeoises (Arabie Saoudite, Hezbollah, milices pro-iraniennes en Irak).

Ne nous berçons pas d'illusions ! Ni les États-Unis, ni aucun autre État bourgeois ne peut apporter à l'humanité la paix, la prospérité, ni un quelconque nouvel « ordre mondial ». Bien au contraire. La « paix » dans le capitalisme a toujours été la paix des tombes ! L'Ukraine, Gaza, le Liban, l'Iran, l'Irak, l'Afghanistan, le Soudan, le Congo… toutes ces zones de conflits guerriers montrent ce qui attend toute l'humanité, sur toute la planète, si le capitalisme n'est pas renversé.

Les ouvriers ne doivent soutenir aucun camp impérialiste !

Ces champs de ruines sont couverts d'appels incessants au patriotisme, à l'Union Sacrée derrière les drapeaux nationaux, derrière le fanatisme des cliques religieuses dans les pays dominés par toute sorte d'intégrismes.

Même si le régime des mollahs s'effondre, aucun nouveau régime ne pourra apporter à la population iranienne une quelconque accalmie ni stabilité. Tant que le capitalisme dominera la planète, les guerres et le chaos ne pourront que continuer à s'intensifier.

Dans cette nième guerre impérialiste, comme dans toutes les autres auparavant, le prolétariat ne doit pas se laisser prendre en otage pour des intérêts qui ne sont pas les siens.

Il n'a rien à y gagner ! Car cette guerre n'est pas la leur ! Se laisser embrigader derrière telle ou telle clique bourgeoise, se ranger derrière un camp contre un autre, c'est défendre les intérêts de nos exploiteurs.

Nous sommes tous concernés par les massacres en Iran !

Ce qui a servi de prétexte à l'escalade guerrière, c'est la répression sanglante des manifestations massives en Iran, dues à l'aggravation de la crise économique et de la paupérisation non seulement des petits commerçants, mais surtout de la classe ouvrière.

Dans cette révolte du « peuple » iranien contre la dégradation vertigineuse de leurs conditions matérielles d'existence, les prolétaires étaient noyés au milieu des autres couches non-exploiteuses de la population. Dans cette révolte du désespoir, ils n'ont pas pu s'affirmer comme classe autonome.

Mais les ouvriers iraniens, qui ont une longue tradition de luttes militantes, n'auront d'autre choix que de se battre contre la hausse des prix des denrées alimentaires et des produits de première nécessité. Car ils ne peuvent plus aujourd'hui nourrir leurs enfants ! En Iran, comme dans les pays les plus développés : « trop, c'est trop ! »

Nous ne pouvons pas rester spectateurs des massacres en Iran ! Nous ne pouvons pas rester indifférents.

Cette guerre n'est pas un conflit lointain et « exotique ».

Nous, prolétaires du monde entier, nous sommes tous concernés par ce qui se passe là-bas !

Ce sont nos frères et sœurs de classe qui tombent au Moyen-Orient, chaque jour, par dizaine de milliers sous les bombes et la mitraille de nos exploiteurs et massacreurs.

C'est notre sang que tous ces charognards versent sur l'autel du capitalisme !

Les prolétaires de tous les pays peuvent et doivent exprimer leur solidarité envers la classe exploitée et massacrée en Iran.

Mais pas en se laissant endormir par les partis de gauche et d'extrême gauche du capital qui dénoncent uniquement les bombardements massifs

de l'impérialisme yankee en apportant leur soutien à l'État iranien. Quant à la dénonciation de la nature illégale de l'intervention, c'est pour mieux prôner la guerre « légale » des coalitions internationales. C'est le même piège que la défense de la guerre « humanitaire ». Toutes les guerres sont impérialistes ! Comme le disait Lénine au sujet de la Société des Nations : l'ONU, l'OTAN… sont tous des repaires de brigands.

La seule solidarité que les prolétaires de tous les pays doivent témoigner à leurs frères et sœurs de classe en Iran (et dans tous les États du Moyen-Orient), c'est la lutte massive contre « leur » propre bourgeoisie nationale, contre leurs exploiteurs et massacreurs, contre tous les États et leurs gouvernements de droite comme de gauche.

C'est la même classe dominante qui sème la terreur et la mort en Iran et qui nous impose ici les vagues de licenciements, la précarité et le chômage croissant.

C'est le même système d'exploitation, le capitalisme mondial, qui nous plonge dans la misère et déchaîne sa barbarie guerrière !

Le bain de sang qui inonde aujourd'hui l'Iran et le Liban constitue un appel à la responsabilité du prolétariat de tous les pays, particulièrement à ses bataillons les plus expérimentés d'Europe occidentale, des nations les plus « riches » et développées du capitalisme.

Ce n'est qu'en développant ses luttes autonomes sur son propre terrain de classe, contre l'exploitation capitaliste, que le prolétariat des pays situés dans le cœur historique du capitalisme pourra offrir un avenir à toute l'humanité, en entraînant avec lui les exploités du monde entier.

Le capitalisme est né en Europe dans la boue et le sang. C'est dans cette partie du monde que la classe ouvrière a déjà fait la cruelle expérience des deux guerres mondiales.

Souvenons-nous que c'est le développement de la vague révolutionnaire en Russie et en Allemagne qui a contraint la bourgeoisie des grandes puissances « démocratiques » à mettre fin au premier holocauste mondial de 1914-18.

La classe ouvrière des pays centraux du capitalisme a une longue expérience des affrontements de classe contre les croisades impérialistes de « leur » bourgeoisie nationale. Elle a une longue expérience des mystifications idéologiques qui n'étaient que des prétextes pour les enrôler sur les champs de bataille au nom de la défense de la « démocratie » contre les régimes dictatoriaux, de la civilisation contre la barbarie, etc.

Parce qu'elle a des intérêts antagoniques à ceux de ses exploiteurs, la classe ouvrière est la seule force de la société qui peut mettre un terme aux guerres, aux tueries et au chaos dans lequel le capitalisme plonge inexorablement toute l'espèce humaine !

Quelle réponse à la barbarie guerrière ?

Pour en finir avec la dictature de la bourgeoisie mondiale, pour édifier une nouvelle société sans guerre et sans exploitation, les prolétaires du monde entier doivent développer des luttes massives, unies et généralisées au-delà des frontières nationales. Car les prolétaires n'ont pas de patrie ! En Russie ou en Ukraine, à Gaza ou en Israël, partout, toujours, les ouvriers doivent refuser de tuer leurs frères et sœurs de classe, fraterniser, se retourner contre leurs exploiteurs.

Pour parvenir à développer la perspective révolutionnaire, la classe ouvrière doit d'abord refuser de se laisser embrigader derrière les drapeaux nationaux, refuser de servir de chair à canon, refuser tous les sacrifices imposés par la classe dominante pour la défense de l'État et de l'économie nationale !

Lutter massivement contre les effets dévastateurs de la crise économique mondiale, une crise permanente et sans issue, c'est commencer à aller à la racine du chaos sanglant et de la barbarie guerrière, c'est le début du chemin de la nécessaire politisation des luttes. Pour marcher vers la révolution les prolétaires doivent développer leur conscience de classe.

En développant nos combats contre les empiétements du capital, contre la barbarie guerrière, nous devons affirmer notre unité et notre solidarité de classe internationale, une classe qui n'a aucun intérêt particulier à défendre.

Face à la gravité des enjeux posés par la plongée du capitalisme dans sa décomposition, et face à ce nouveau carnage en Iran, un seul mot d'ordre :

À bas la guerre !
À bas le capitalisme !

Solidarité internationale de toute la classe ouvrière !

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Courant Communiste International (mars 2026)

Déstabilisation de l'économie mondiale

Vers une crise majeure et sans précédent

Depuis la fin de la première décennie du 21e siècle, le mode de production capitaliste est confronté à une situation économique qui le place une fois de plus devant les limites historiques de son développement. Cette situation d'impasse historique, généralement sous-estimée par les groupes du milieu révolutionnaire, est exacerbée ces dernières années par une succession d'événements - crise du Covid, guerres en Ukraine et au Moyen-Orient, hausse drastique des droits de douane par l'administration Trump, blocage de routes maritimes importantes, comme le détroit d'Ormuz - qui ont déstabilisé le commerce mondial et la production énergétique et plongé l'économie mondiale dans une situation chaotique.

Par ailleurs, l'évolution de la guerre au Moyen-Orient a, depuis deux mois, constitué un puissant facteur d'accélération du chacun pour soi à tous les niveaux de la société, handicapant considérablement toute velléité au sein de la bourgeoisie de coopération en vue de limiter les dégâts. La défaite de la grande machine militaire mondiale américaine face à une puissance militaire de troisième ordre renforce en effet la dynamique de fragmentation des alliances et amplifie fortement le chaos économique sur le marché mondial, de la rupture de chaînes de production de composants industriels vitaux à la déstabilisation des marchés financiers.

À cette situation déjà périlleuse vient se superposer une menace supplémentaire encore plus brutale qui pèse sur le système financier et qui fait songer à celle qui a mené aux crises des années 1930 et de 2008. En effet, tandis que le capitalisme se trouve confronté à une dette colossale non remboursable, il présente désormais une grande vulnérabilité face à des défauts de paiement en cascade, ce qui confirme fortement le risque d'une nouvelle dépression économique mondiale totalement inédite et « sans issue », exprimant ainsi clairement l'impasse historique du mode de production capitaliste décadent.

La déstabilisation et les destructions liées aux guerres ou le caractère incontrôlable de la dette ne constituent pas en soi des facteurs devant nécessairement mener à une crise majeure. Ce qui rend cette dernière inéluctable, c'est la profondeur de l'impasse de la surproduction qui paralyse de plus en plus l'économie mondiale et qui exprime les limites historiques du mode de production capitaliste : « *La crise qui a resurgi en 1967 et continue aujourd'hui de sévir est une crise de surproduction. À sa racine, il y a une cause fondamentale, la contradiction principale du capitalisme existant depuis ses premiers pas et qui est devenue une entrave définitive à partir d'un certain degré de développement des forces productives : la production capitaliste ne crée pas automatiquement et à volonté les marchés nécessaires à sa croissance. Le capital produit plus de marchandises que ne peuvent en absorber les rapports capitalistes de production : une partie de la réalisation de ses profits, celle qui est destinée à l'élargissement de la reproduction du capital, (c'est-à-dire ni consommée par la classe bourgeoise, ni par la classe prolétarienne) doit être réalisée à l'extérieur de ces rapports, sur les marchés extra-capitalistes. [...]* »[1].

Cette contradiction intrinsèque du mode de production capitaliste s'exprime de manière aiguë à travers la saturation croissante de ces marchés extra-capitalistes qui marque l'entrée du système dans sa phase de déclin historique. Dans ce cadre, « *le CCI retient trois critères pour attester la gravité de la crise : le développement du capitalisme d'État, l'impasse grandissante de la surproduction, la préparation de la guerre avec le développement de l'économie de guerre. [...]Dans la phase décadente de l'impérialisme, le capitalisme ne peut plus diriger les contrastes de son système que vers une seule issue : la guerre. L'Humanité ne peut échapper à une telle alternative que par la révolution prolétarienne. ("Crises et cycles dans l'économie du capitalisme agonisant - 1e partie, Bilan n° 10, (aout-septembre 1934), Revue internationale 103). En effet, au fur et à mesure que la crise économique se prolonge et s'amplifie, elle intensifie les antagonismes inter-impérialistes. Pour le capital, il n'y a qu'une "solution" à sa crise historique : la guerre impérialiste* »[2].

1. L'impact conjugué de la surproduction et la décomposition.

Avec l'implosion du bloc soviétique, le monde capitaliste, déjà profondément altéré par les effets de la décadence, entre dans le contexte chaotique d'une nouvelle période de celle-ci. L'implosion du bloc soviétique a initialement offert l'opportunité de maintenir la rentabilité du capital et de prolonger la survie du capitalisme en étendant le savoir technologique des puissances occidentales au-delà de leurs frontières et en optimisant l'exploitation capitaliste aux confins de la planète, jusqu'alors inaccessibles en raison de la confrontation entre blocs impérialistes. En réalité, la « mondialisation » n'a été qu'une parenthèse permettant au système capitaliste de préserver temporairement son économie des effets majeurs de la décomposition. Mais rapidement, la détérioration de la situation réelle de l'économie, l'affaiblissement de la dynamique de la mondialisation sous le poids de la tendance accrue au « chacun pour soi », qui freine la réalisation d'une accumulation généralisée, le poids des dépenses militaires et l'impasse de la surproduction ont fait s'effondrer l'édifice de la finance mondiale fondé sur un endettement abyssal ; la crise de 2008, la plus grave depuis 1929, marque un tournant de l'enfoncement du mode de production capitaliste dans sa crise historique.Elle a

1. Cette crise va devenir la plus grave de toute la période de décadence *; Revue Internationale* 172, 2024.

2. (Idem)

confirmé que le système capitaliste est aujourd'hui encore plus profondément enlisé dans une situation où, en raison de l'épuisement relatif des marchés extra-capitalistes, l'hégémonie universelle des rapports de classe capitalistes rend la réalisation d'une reproduction élargie de plus en plus difficile. Dans ces conditions d'impasse et de décomposition, les phénomènes déjà présents dans la décadence prennent une nouvelle dimension, du fait de l'incapacité de la bourgeoisie à proposer une perspective autre que celle de « résister pas à pas », mais sans véritable foi de succès, à la progression de la crise. Voilà pourquoi le resurgissement de la crise historique du système en 2008 se présente en des termes radicalement différents de la crise précédente de même type, celle des années 1930.

Après 2008, la fermeture des « opportunités » de la mondialisation et l'incapacité de plus en plus manifeste à surmonter la crise de surproduction ont conduit à une explosion du chacun pour soi dans les relations entre nations capitalistes, mais aussi au sein de la classe dirigeante de chaque nation. Dans ce cadre, les effets de la décomposition ont pris une ampleur nouvelle et puissamment destructrice pour l'économie capitaliste. Depuis le début des années 2020, ils s'accélèrent et frappent à nouveau le cœur du capitalisme : les effets conjugués de la crise économique, de la guerre, de la perte de contrôle de la bourgeoisie sur son appareil politique et de la crise climatique interagissent et démultiplient leur impact sur la plongée dans le chaos et la destruction du système : « *Alors que chacun des facteurs alimentant cet effet "tourbillon" de la décomposition représente par lui-même et à lui seul un sérieux facteur de risque d'effondrement pour les États, leurs effets combinés dépassent sans commune mesure la simple somme de chacun d'entre eux pris isolément* »[3].

1.1. L'influence croissante de la guerre sur l'économie mondiale

Les effets de la décomposition, menant à la fragilité et l'instabilité, avaient déjà aggravé la crise économique et la Covid-19 avait provoqué un choc dans la production mondiale, l'approvisionnement et les réseaux de production. Elle avait également révélé l'ampleur de la réticence de la bourgeoisie à coopérer à l'échelle internationale, même face à une pandémie. La guerre en Ukraine a accéléré le processus de désintégration des réseaux de production, d'approvisionnement et financiers, amorcé pendant la pandémie. L'inflation s'est envolée, impactant fortement la production céréalière et les approvisionnements en pétrole et en gaz. Elle a contraint les bourgeoisies d'Europe occidentale à accroître leurs dépenses d'armement et à accroître leurs attaques contre la classe ouvrière pour financer ces dépenses.

Le fiasco de l'impérialisme américain en Iran a fortement intensifié ce processus. L'une des plus importantes routes maritimes mondiales est paralysée depuis des mois, limitant fortement l'approvisionnement en pétrole, hélium, soufre, urée, aluminium et en de nombreuses autres matières premières. À l'heure actuelle, il est impossible de saisir pleinement les implications gravissimes pour la production, le transport, le transport maritime, l'agriculture et la finance.

1. Agriculture

Les prix des engrais ont augmenté de 80 %. La pénurie va intensifier la concurrence pour les engrais disponibles, ce qui augmentera encore les prix et aggravera les pénuries. On observe une baisse des semis cette année. La réduction de l'utilisation d'engrais pourrait entraîner une chute de 50 % des rendements. Les conséquences les plus graves se feront sentir dans les pays les plus pauvres, mais à l'échelle mondiale, la classe ouvrière et les plus démunis vont être confrontés à une flambée des prix alimentaires au cours de l'année à venir et à des pénuries potentielles, voire à des famines dans certaines régions du monde.

2. Transport maritime

90 % du commerce mondial en volume s'effectue par bateau. La fermeture du détroit d'Ormuz a interrompu le trafic maritime dans le Golfe et bloqué des centaines de navires. Les répercussions sont immenses sur le transport maritime international : retards de livraison, interruption de la production – principalement en Asie –, pénuries croissantes, hausse des coûts (entre 30 et 60 % pour le transport maritime). Il faudra des mois pour que le transport maritime revienne à la normale, si tant est qu'il y parvienne.

3. Énergie

L'approvisionnement en pétrole a été maintenu grâce à l'utilisation des réserves d'urgence des États et à l'épuisement des stocks des compagnies pétrolières. Cela ne peut pas durer indéfiniment et, « *Même si le détroit d'Ormuz rouvrait demain, le marché ne pourrait pas simplement revenir à la normale* ». La question énergétique à nouveau posée par la situation dans le détroit d'Ormuz est un défi prioritaire sur le plan stratégique et, surtout, un facteur de déstabilisation économique majeur. Ainsi, *« Les pétroliers détournés des routes du Golfe doivent se repositionner. Les navires envoyés ailleurs doivent revenir. Les calendriers de chargement doivent être réorganisés. Les producteurs qui ont réduit leur production parce que leurs stocks étaient pleins doivent encore redémarrer leurs opérations. Les systèmes physiques évoluent plus lentement que les marchés financiers. Beaucoup plus lentement. Un pétrolier faisant route vers les zones de chargement du Golfe peut passer des semaines à se repositionner avant même que le chargement ne commence. Ensuite, les cargaisons doivent encore être acheminées vers l'Asie ou l'Europe. Selon la destination, cela peut ajouter un mois supplémentaire* »[4]

Par ailleurs, les États-Unis ont épuisé tous les stocks de pétrole produits depuis le début de l'année et ont dû puiser massivement dans la Réserve stratégique de pétrole. L'économie américaine est déjà confrontée à une pénurie de produits pétroliers, tels que les lubrifiants industriels et l'huile moteur. Les États-Unis importent 44 % de leur huile de base du groupe III, indispensable aux moteurs modernes, du Golfe. « *La Corée du Sud, qui fournit normalement de l'huile du groupe III aux États-Unis, a vu sa production et ses exportations perturbées par la guerre. Et les raffineurs américains qui fabriquent de l'huile de base ont donné la priorité à la production de diesel, un autre carburant confronté à une pénurie, les stocks américains étant à leur plus bas niveau depuis*

3. Rapport sur la crise économique du 26e Congrès du CCI ; Revue internationale 174, 2025.

4.« *Why Oil's Supply Crunch Could Arrive Late* »

plus de 20 ans »[5]. Les prix du diesel pour leur part ont augmenté de 40 à 50 % aux États-Unis impactant ainsi les transports et la logistique : 85 % des produits agricoles sont transportés par camion. Le coût du transport s'ajoute à la hausse des coûts de carburant nécessaires au matériel agricole. Ces hausses sont aggravées par l'augmentation des coûts des engrais. De nombreux agriculteurs américains signalent des pénuries de carburant ou indiquent ne pas avoir les moyens de s'en procurer. Cela entraînera une réduction des semis et des rendements agricoles, ce qui se traduira par une hausse des coûts alimentaires et d'éventuelles pénuries plus tard dans l'année.

4. Industrie chimique

La hausse des prix du carburant a un impact dévastateur sur l'industrie chimique européenne. Les usines de BASF, INEOS, Covestro, Lanxess et Evonik affichent des taux d'utilisation de 62 à 68 %, soit un niveau inférieur au seuil de rentabilité de 80 %. En 2023, BASF avait déjà commencé à réduire de manière permanente la capacité de son complexe de Ludwigshafen, le plus grand site chimique intégré au monde, en raison de l'impact de la guerre en Ukraine. « La coupure du gaz russe en 2022 a été un choc surmontable car elle a été présentée comme une urgence temporaire. Bruxelles a mis en place des subventions énergétiques, les contribuables allemands ont absorbé 200 milliards d'euros de coûts liés au plafonnement des prix, et BASF, Covestro ont réduit leur production de manière marginale en attendant que les prix se normalisent. Ils ne se sont pas complètement normalisés. Les prix du gaz industriel en Europe restent environ 3 à 4 fois supérieurs au niveau américain et 2 fois supérieurs au niveau chinois […]. L'industrie chimique est le fournisseur en amont de tous les fabricants européens de plastiques, d'engrais, de peintures, d'adhésifs, d'intermédiaires pharmaceutiques, de semi-conducteurs et de matériaux pour batteries. […]. La guerre en Iran n'a pas ajouté un nouveau problème à l'industrie chimique ; elle a donné toute son ampleur à un problème que la guerre en Ukraine de 2022 avait déclenché »[6].

5. Production de microprocesseurs

Les principaux fabricants de microprocesseurs, TSMC, Nvidia, Foxconn et Infineon, ont tous mis en garde contre l'impact de la hausse des prix de l'énergie, des métaux précieux et du fret, ainsi que contre les pénuries. La production d'une puce qui se compose de 1 000 étapes de fabrication distinctes, implique le franchissement de 70 frontières internationales et prend 10 jours. « *Les plaquettes de silicium proviennent du Japon ou d'Allemagne. La conception des puces se fait aux États-Unis ou au Royaume-Uni. La fabrication proprement dite, pour les puces les plus avancées qui alimentent les charges de travail de l'IA, est réalisée presque entièrement à Taïwan (92 %) et en Corée du Sud (8 %). L'assemblage et les tests ont lieu en Malaisie, au Vietnam et aux Philippines. La puce finie est expédiée vers un centre de données américain ». Or, « Chaque étape de cette chaîne consomme de l'énergie. Chaque passage de frontière coûte de l'argent. Chaque nœud logistique, chaque transitaire, chaque assureur maritime, le carburant des porte-conteneurs, est désormais soumis à une pression plus forte que lors du 27 février ».*[7]

Cette instabilité menace aussi le boom de l'IA aux États-Unis et ailleurs : « *Les entreprises qui tirent de plus en plus les marchés boursiers, connues sous le nom d'hyperscalers, sont au cœur de la récente flambée des investissements dans l'IA et devraient représenter 70 % des dépenses d'investissement liées à l'IA, estimées à 3 400 milliards de dollars d'ici 2029. Un risque clé à court terme est que ces investissements puissent être plombés par les implications du conflit au Moyen-Orient et d'autres sources d'incertitude connexes. Si tel est le cas, l'ensemble de la chaîne de valeur de l'IA, y compris les entreprises de construction (« constructeurs »), les producteurs d'énergie (« dynamiseurs »), les développeurs de puces et de logiciels (« hyperscalers ») et les opérateurs en aval, pourrait connaître une baisse synchronisée de ses revenus et de sa valeur d'entreprise, compte tenu de sa dépendance vis-à-vis des investissements catalyseurs des hyperscalers* »[8]

6. Secteur financier

Une autre source d'incertitude réside dans l'impact de la guerre sur un système financier déjà fragile. Le rapport d'avril 2025 du Fonds Monétaire International sur la stabilité financière mondiale a mis en évidence de grosses incertitudes planant sur le commerce mondial : « *les risques pesant sur la stabilité financière mondiale se sont considérablement accrus à mesure que les conditions financières mondiales se sont resserrées et que l'incertitude entourant les politiques économiques et commerciales reste élevée. Cette évaluation est également étayée par trois vulnérabilités prospectives clés.*

Premièrement, malgré les récentes turbulences, les valorisations restent élevées dans certains segments clés, ce qui signifie que les ajustements de valorisation pourraient s'accentuer si les perspectives venaient à se détériorer. [...].

Deuxièmement, certaines institutions financières pourraient être mises à rude épreuve sur des marchés volatils, en particulier celles fortement endettées. À mesure que les secteurs des fonds spéculatifs et de la gestion d'actifs se sont développés, leurs niveaux d'endettement globaux et leurs liens avec le secteur bancaire se sont également accrus. [...].

Troisièmement, de nouvelles turbulences pourraient s'abattre sur les marchés des obligations souveraines, en particulier dans les pays où le niveau d'endettement public est élevé. [...]. Dans l'ensemble, les inquiétudes des investisseurs concernant la viabilité de la dette publique et d'autres fragilités du secteur financier peuvent s'aggraver de manière à se renforcer mutuellement »[9].

L'évaluation précise de l'ampleur de la déstabilisation générée par la guerre est difficile à opérer dans la mesure

5.« Iran War Is Going to Make Oil Changes More Expensive »

6. « *How the Iran War Just Broke European Chemical Industry* »

7. « Why-the-Iran-War-May-Have-Just-Killed-the-AI-Boom.html »

8. Rapport sur la stabilité financière dans le monde, avril 2025, « *Renforcer la résilience dans un climat d'incertitude* », FMI.

9. Idem

où les médias bourgeois dissimulent l'impact croissant des pénuries, des perturbations, de la désorganisation et de l'incertitude. Par ailleurs, personne ne sait quand la guerre prendra fin, quand le blocus sera levé, quelles restrictions seraient imposées au trafic dans le détroit, s'il était à nouveau bloqué, s'il y aura un péage. La classe dirigeante internationale a le sentiment d'être confrontée à un volcan qui entraîne de plus en plus le commerce mondial vers la catastrophe.

- Le poids croissant du militarisme et de l'économie de guerre

« *Toute la période de décadence montre que la crise de surproduction implique un déplacement de la production vers l'économie de guerre. Considérer cela comme "une solution économique" même momentanée, serait commettre une grave erreur, ayant à la racine justement l'incompréhension que la crise de surproduction est un procès d'autodestruction. C'est ce procès d'autodestruction issu de la révolte des forces productives contre les rapports de production, qui s'exprime dans le militarisme* »[10]. Ce processus d'autodestruction est bien plus profond aujourd'hui qu'au début des années 1980. L'ouverture des vannes de la dette par Reagan pour financer la Guerre des étoiles a permis aux États-Unis d'agir comme une locomotive mondiale. L'impact destructeur des dépenses militaires pouvait encore être répercuté sur le reste de l'économie mondiale et sur l'avenir. Ensuite, entre 1989 et 2009, l'impact des guerres du Golfe, d'Irak, d'Afghanistan et de la guerre contre le terrorisme a été limité par la réduction mondiale des dépenses d'armement, liée à la fin de la « guerre froide », de la course aux armements entre les deux blocs concurrents.

Aujourd'hui, l'impasse de la production capitaliste signifie que la nature autodestructrice des dépenses militaires a un impact direct et immédiat. La politique américaine consistant à ruiner ses rivaux est l'expression de cette destruction. L'impérialisme américain ne peut maintenir sa domination qu'en écrasant ses rivaux, que ce soit sur le plan économique ou militaire. Dès lors, son besoin de financer sa machine de guerre l'oblige à pomper le capital du reste de l'économie mondiale, laquelle est alors contrainte de se battre pour ce qui en reste.

La classe dirigeante aux États-Unis, en Europe[11] et ailleurs présente l'augmentation de ses dépenses d'armement comme un moyen de stimuler l'économie. Elle invoque l'impact des dépenses d'armement dans les années 1930 pour justifier leurs affirmations. Il y a 45 ans, nous avions déjà dénoncé ce mensonge : « *Dans la situation actuelle, de tels budgets pour l'armement, et cela non seulement aux États-Unis mais dans tout le bloc (en particulier en RFA et au Japon) n'ont aucun effet, même immédiat, comme dans les années 30 ou après-guerre, de soutien d'un certain niveau de la production industrielle mais au contraire, accélèrent très rapidement la baisse de cette production. Ainsi, aujourd'hui, le développement de l'armement ne peut plus masquer la crise générale de surproduction et, de plus, l'inflation que provoque l'investissement dans l'armement est à son tour un facteur accélérateur de la crise économique du capitalisme* » [12]. Dans ce contexte d'impasse historique de l'économie capitaliste, les dépenses d'armement ne conduiront pas à une augmentation de l'emploi ni à la croissance comme dans les années 1930, mais les détruiront.

Pour financer ces dépenses, les États vont s'endetter davantage, augmenter les impôts, réduire les dépenses sociales, détourner les investissements, les ressources matérielles et humaines du reste de l'économie. Un processus de destruction accélérée des structures du capitalisme est en cours ; les secteurs non-productifs de l'économie tels que l'environnement, la santé, l'éducation, le logement, etc., sont tous pris pour cible afin de financer les armements. Ces attaques ont et auront un impact profond car, après 60 ans de crise, le capitalisme est déjà profondément délabré. En Europe, la bourgeoisie dit à la classe ouvrière qu'elle doit accepter des sacrifices au nom de l'économie de guerre. Un tel lien direct entre les besoins de l'économie de guerre et les sacrifices n'avait pas été établi depuis les années 1930 et 1940. Entre 1968 et 2020, il s'agissait d'accepter les attaques, etc., au nom d'un avenir pour tous. Aujourd'hui, on ne parle plus d'un avenir meilleur, mais uniquement de la nécessité pour la classe ouvrière de souffrir au nom de la préparation de la guerre.

- Le mur de la dette

Face à la résurgence de la crise dans les années 1970 et 1980, c'est la dette publique américaine qui a permis à ce pays de jouer le rôle de locomotive pour l'économie mondiale. À la fin du 20ième siècle, le recours à l'endettement a été l'un des moteurs de la mondialisation[13] et dès lors, son impact destructeur à long terme – qui revient à hypothéquer l'avenir pour le présent – a été masqué par la croissance rendue possible après l'effondrement du bloc de l'Est. L'intégration des marchés extra-capitalistes, entre autres de la Chine, a marqué un nouveau tournant dans la crise. Après 2008, les vannes de la dette ont été ouvertes simplement pour empêcher l'effondrement du système financier international et sa descente vers une dépression de l'ampleur de celle des années 1930. Les flux massifs de dette et d'autres instruments financiers dans les années 2010 ont alimenté une spéculation boursière massive, mais la production a stagné, malgré les efforts de la Chine pour jouer un rôle moteur dans la relance de l'économie mondiale.

Depuis les années 1970, le capitalisme s'est de plus en plus appuyé sur la dette pour maintenir à flot les secteurs non rentables de l'économie. « Cela a donné naissance à des entreprises « zombies », qui survivent parce

10. « Les conditions de la révolution : crise de surproduction, capitalisme d'État et économie de guerre », *Revue Internationale* 31, 1982.

11. Les dépenses militaires de l'UE atteindront **454 milliards d'euros en 2026** contre 204 milliards en 2022.

12. « Les conditions de la révolution : crise de surpro*duction, capitalisme d'Ètat et économie de guerre* », Revue Internationale 31, 1982,

13. En d'autres termes, « *l'extension à l'échelle mondiale des tricheries avec la loi de la valeur en généralisant à l'échelle planétaire les mesures et mécanismes qui avaient commencé à être développés sous l'égide des États-Unis dans le cadre du bloc occidental dans la dernière décennie de son existence, en vue de combattre - au moyen d'une demande artificiellement financée par l'endettement - les conséquences de l'étroitesse des marchés affectant la profitabilité du Capital.* » *(Cette crise va devenir la plus grave de toute la période de décadence ; Revue internationale 172)*

qu'elles sont autorisées à rembourser leurs dettes en s'endettant davantage. Ces entreprises ne représentaient que 1,5 % des 20 premières économies ; en 2021, ce chiffre était passé à 6,5 %. Aux États-Unis et au Japon, ces chiffres s'élèvent respectivement à 20 % et 14,3 %, illustrant l'ampleur réelle de la crise. Une entreprise américaine sur cinq est maintenue en vie en s'endettant davantage ! Loin d'être débarrassée de ses branches mortes, la forêt en est encombrée.

Le financement de la dette publique colossale à l'échelle de l'économie mondiale exacerbe l'instabilité. D'ici fin 2026, les États-Unis devront refinancer un tiers de leur dette de 38 000 milliards de dollars, ce qui signifie s'endetter davantage pour rembourser la dette existante. Tous les autres pays doivent financer leur dette, ce qui conduit à une bataille acharnée pour vendre des titres de créance sur les marchés obligataires.

À l'apogée du capitalisme, la dette a joué un rôle significatif dans la stimulation de la production et dans le financement de l'ouverture du marché mondial. Dans son déclin, elle a lentement fait pourrir le capitalisme de l'intérieur. Elle maintient ce cadavre gonflé debout, à la fois en stimulant la surproduction et en la détruisant.

- Le vandalisme populiste et le népotisme de Trump accentuent le chaos

Le capitalisme américain est confronté d'une manière radicale à son pire échec militaire et aux conséquences de celui-ci avec à sa tête l'administration la plus irrationnelle, irresponsable et incohérente qui soit. L'équipe Trump est embourbée dans le conflit guerrier et n'a ni la cohérence politique ni la capacité d'en sortir en causant le moins de dommages possible aux intérêts nationaux des États-Unis. La destruction de décennies d'expérience, d'expertise et de connaissances causée par la purge du Département d'État a été catastrophique. Des amateurs, des copains de Trump et des aventuriers agissent à tâtons dans le Golfe, sapant encore davantage les intérêts nationaux des États-Unis, tout en cherchant à se remplir les poches, et bien sûr celles de Trump. Les conséquences économiques de la guerre ne cessent de s'accumuler.

En outre, l'instabilité des marchés boursiers internationaux et des cours du pétrole est manipulée par le clan Trump. Chaque semaine, Trump a pour habitude de faire grimper les marchés et les cours du pétrole le jeudi ou le vendredi par une déclaration belliqueuse, puis de les faire chuter le dimanche. La classe dirigeante sait à quel point cela est déstabilisant, mais elle est tout à fait disposée à manipuler de la façon la plus rentable possible les marchés pour leur propre profit personnel, sans scrupules, sans se soucier d'éventuelles conséquences désastreuses pour l'économie.

Les menaces de Trump à l'encontre d'autres pays, les droits de douane et les menaces ouvertes visant à déstabiliser ses « ennemis » achèvent de démanteler les alliances, les structures commerciales et financières qui, jusqu'à présent, avaient permis au moins une certaine forme de coopération internationale face à la crise économique. Même ce minimum de coopération a presque tout à fait disparu.

2. Une crise financière se profile, d'une ampleur bien supérieure à celle de 2008

Depuis plusieurs années, de nombreux économistes reconnaissent que la question n'est plus de savoir si une nouvelle crise financière va se produire, mais de savoir quand et où ***;*** ils affirment qu'une « *cocotte-minute enfouie dans les bas-fonds de la finance dérégulée menace d'exploser* »[14]. Et précisément, les bouleversements produits par la guerre en Iran sont en train d'engendrer une onde de choc qui, par la persistance d'une crise énergétique sans précédent, affecte un système financier dont les fragilités accrues risquent de provoquer une catastrophe bien plus grave, bien plus ample et plus profonde que la crise de 2008, qui était déjà catastrophique

Dans le contexte d'une économie capitaliste soutenue par une dette qui tue le patient et d'un système financier extrêmement fragile et instable, l'une des premières conséquences de la guerre en Iran, au-delà même des incertitudes quant à sa durée et de l'impossibilité de revenir au *statu quo* d'avant, c'est l'effritement de la confiance de la classe dirigeante dans la supercherie qu'elle a elle-même mise en place pour prolonger son règne, en raison des doutes sur la solvabilité des États eux-mêmes et, avant tout, de la puissance dominante, les États-Unis. Ceux-ci, pierre angulaire même de l'architecture du système décadent, ont vu leur dette doubler en dix ans, tandis qu'ils se lancent dans un programme de réarmement sans précédent (sans financement réel assuré alors que Washington est soupçonné de se préparer à un défaut de paiement). Il en va de même pour les puissances les plus endettées, dont le Japon, mais aussi la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Cette réalité se reflète dans la hausse spectaculaire des taux d'emprunt à long terme (supérieurs à 5 %), qui atteignent leurs plus hauts niveaux depuis 2007 pour la dette américaine : « *Maintenant que le génie est sorti de la lampe, il ne sera pas forcément facile de l'y remettre. La dette publique a explosé partout – en particulier aux États-Unis – et il est clair que le temps de la complaisance sur les marchés obligataires est révolu. [...] J. Dimon, l'influent PDG de JPMorgan Chase, a averti que, selon lui, les taux pourraient grimper bien plus haut. [...]. La hausse des rendements souverains fait grimper les coûts de financement pour les entreprises. Cela met sous pression les acteurs les plus vulnérables, qui doivent déjà faire face à la hausse des coûts énergétiques et à un ralentissement de la croissance* »[15].

2.1. Les prémices de la crise

Différents indicateurs économiques et financiers sont passés au rouge ces derniers mois et confirment la menace d'une « bombe financière » :

- L'ampleur de la dette, exacerbée par l'aggravation des turbulences, commence à affecter la stabilité des monnaies, comme par exemple la roupie indienne[16]. C'est pour cela que La Banque Centrale Européenne (BCE) « *a appelé à une plus grande responsabilité budgétaire de la part des États membres, condition préalable à la préservation de la marge de manœuvre de la politique monétaire.*

14. « Une bombe financière sur le point d'éclater ? ». « La crise scélérate », Le Monde Diplomatique, mai 2026.

15. Les Échos, 22-23 mai 2026

16. *« Une monnaie qui ne cesse de chuter alors que les prix des hydrocarbures continuent de grimper. Face à cet « effet de ciseaux », qui menace aussi bien la croissance, l'inflation que la balance des paiements, l'Inde est contrainte une nouvelle fois de venir à la rescousse de la roupie, en chute libre depuis le début de la guerre en Iran. »*, Les Échos, 22-23 mai 2026

» [17]. De nombreuses banques centrales augmentent leurs réserves d'or pour soutenir la base monétaire de l'économie et réduire leur dépendance vis-à-vis du dollar, dont le rôle de monnaie de réserve est tombé en dessous de 60 % et pourrait encore baisser jusqu'à 40 ou 50 %.

- Des signaux d'alerte sont émis simultanément par plusieurs secteurs du système financier mondial : il s'agit de l'immobilier commercial, du crédit à la consommation ou encore du financement de l'intelligence artificielle. D'après les rapports d'institutions financières comme la Federal Reserve Bank de New York, le taux d'emprunteurs en défaut de paiement aux États-Unis — défini comme un retard de deux mois — s'élève à 8 % pour les prêts automobiles. Rappel : encours total des prêts automobiles : 1 600 milliards de dollars. Le même taux s'applique aux cartes de crédit, également à 8 % — sur un encours total de 1 200 milliards de dollars. Et la dette étudiante ? Encours : 1 600 milliards de dollars ; taux de défaillance (retard de paiement supérieur à 90 jours) : 14 %. Dans le secteur des prêts immobiliers commerciaux titrisés – 1 800 milliards de dollars d'encours – le taux de défaillance a atteint 12 %, son plus haut niveau depuis la crise de 2008. Il s'élevait à moins de 2 % il y a trois ans.

- Le crédit privé est la composante du système financier mondial qui inquiète le plus la bourgeoisie. Ainsi l'organe international du G20 chargé de surveiller les vulnérabilités du système financier a lancé, début mai, un avertissement concernant « *les risques croissants du crédit privé* » [18] qui « représente désormais une part significative du système financier », « *en particulier aux États-Unis, pour financer les PME (petites et moyennes entreprises) et les entreprises de taille intermédiaire, qui se trouvent actuellement dans l'œil du cyclone* ». Cette inquiétude découle, d'une part, de la hausse des défauts de paiement et des faillites aux États-Unis, ainsi que de l'existence de « l'endettement souvent massif des emprunteurs sur le marché du crédit privé, ce qui les rend plus vulnérables aux « ralentissements économiques » et aux « *interconnexions entre le crédit privé et les banques, les assureurs et le capital-investissement* » [19], et, d'autre part, de ceux « *entre les banques et les institutions non bancaires* » [20].

Ainsi, « *À l'abri des regards, le chaudron du « crédit privé » mijote depuis des années. Pourtant, les créanciers commencent à paniquer. Une crise dans ce secteur déclencherait une réaction en chaîne dévastatrice pour une économie déjà affaiblie par la hausse des prix de l'énergie* »[21].

- L'augmentation des défauts de paiement. Les signes négatifs sur ce plan des défauts de paiement se multiplient depuis 2025, en particulier parce qu'une partie significative des fonds a exposé ses actifs par des prêts à des entreprises du secteur informatique qui se trouvent extrêmement fragilisées par les dévastations qu'elles subissent du fait de l'introduction de l'IA, qui menace de conduire à la faillite bon nombre des entreprises mêmes qui constituent les actifs de ces fonds. Livrées aux mains d'apprentis sorciers hypnotisés par les illusions que génère la nouvelle bulle cachée de l'IA et prêts à tous les risques pour tenter de maximiser d'hypothétiques profits, ces entreprises font souvent faillite et provoquent ainsi de nouvelles catastrophes. Une situation grave qui menace les entreprises encore restantes de se retrouver de nouveau à cours de liquidités et sans solution.

- La bulle de financement des technologies et de l'IA. Ces secteurs, alimentés par le crédit privé, ont des besoins financiers futurs colossaux alors qu'ils ne dégagent pas encore ou pas du tout de bénéfices. Cette situation est d'autant plus préoccupante que : « Les investissements prévus dans le secteur de l'intelligence artificielle pour la période 2025-2029 sont estimés à 3 000 milliards de dollars »(source : Morgan Stanley). Des entreprises évaluées entre 800 et 900 milliards de dollars n'ont encore réalisé aucun bénéfice. On prévoyait qu'OpenAI commencerait à dégager des bénéfices à partir de 2030, mais une analyse de Hongkong and Shanghai Banking Corporation (HSBC) datant de novembre 2025 a anéanti ces espoirs, estimant qu'à ce moment-là, OpenAI aurait encore besoin de lever 207 milliards de dollars et continuerait à fonctionner à perte.

Une part croissante du crédit privé finance des secteurs hautement spécialisés, notamment les centres de données liés au développement de l'IA : « *On estime que plusieurs centaines de milliards de dollars sont engagés dans ces projets, dont les rendements dépendront de la concrétisation effective de la demande en services d'IA. Une surcapacité dans ce secteur pourrait entraîner des pertes*

---

17. Les Échos 29-30/05

18. « Le crédit privé est une forme de financement *dans laquelle des institutions non bancaires (fonds d'investissement, hedge funds, fonds de pension, compagnies d'assurance, etc.) prêtent directement de l'argent à des entreprises non cotées, sans passer par les marchés réglementés ni par le circuit bancaire traditionnel. Il s'agit donc d'une relation de dette entre deux entités privées non financières, opérant en dehors du champ d'action des régulateurs. À la suite de la crise des subprimes, les banques ont été contraintes d'assainir leurs bilans (dans une certaine mesure) et de se montrer plus sélectives. Résultat : une multitude d'entreprises se sont retrouvées privées d'accès au crédit, soit parce qu'elles étaient trop petites pour accéder aux marchés obligataires, soit parce qu'elles étaient trop fragiles financièrement pour convaincre un banquier de leur prêter.*

C'est dans ce vide que le crédit privé est né. Le modèle économique est très simple : d'un côté, des investisseurs à la recherche de rendements dans un contexte de taux d'intérêt historiquement bas ; de l'autre, des entreprises que les banques refusent de financer. Entre les deux, il y a des fonds promettant aux investisseurs un rendement annuel de 10 %, un rendement très attractif. Les fonds prêtent ensuite à ces entreprises sur 5 à 7 ans à des taux de 13 à 14 %, ce qui leur permet à la fois de rémunérer les investisseurs et de générer leur propre marge. Cette structure présente deux faiblesses structurelles majeures. La première concerne les emprunteurs. Il s'agit pour la plupart d'entreprises en situation financière précaire – ce qui, d'ailleurs, justifie des taux de 13 à 14 %. [...] lorsque les défauts de paiement augmentent et que la confiance s'érode, les investisseurs veulent récupérer leur mise. C'est là qu'intervient la deuxième faiblesse : l'indisponibilité des liquidités. L'argent prêté aux entreprises est immobilisé pendant 5 à 7 ans, il n'est donc pas disponible en espèces. »

19. « Les fonds de dette privée ne prêtent pas un*iquement leurs capitaux propres. Ils empruntent eux-mêmes auprès des banques, environ 30 % de leur exposition, pour amplifier leurs rendements. Ce mécanisme crée un lien indirect entre les banques et le marché du crédit privé.* » (Cf. Crise du crédit privé : ce que révèle la turbulence américaine et pourquoi l'Europe résiste mieux - Rhétorès Finance)

20. Les Échos, 7, 8 et 9 mai 2026

21. « Une bombe financière sur le point d'éclater ? La crise scélérate. » Le Monde Diplomatique, mai 2026

importantes » [22].

2.2. Une crise du crédit se profile-t-elle à l'horizon ?

Aujourd'hui, la bulle du crédit de 2 000 milliards de dollars commence à éclater et, à mesure qu'elle se propage dans l'ensemble du secteur bancaire, elle représente une menace potentiellement plus grave que la crise des subprimes de 2008. Car entre-temps, l'ordre de grandeur a complètement changé. L'encours de la dette des subprimes s'élevait à 700 - 800 milliards de dollars. Aujourd'hui, celle du crédit privé se situe entre 1 500 et 2 000 milliards de dollars. À cela s'ajoute le volume des prêts bancaires - 1 800 milliards supplémentaires - accordés à des institutions non-dépositaires, c'est-à-dire des institutions financières non-bancaires – nom respectable de ce que l'on appelle par ailleurs le système bancaire parallèle.

Cependant, si les banques commencent à subir de lourdes pertes, l'ensemble du système financier vacillera, et avec lui l'économie réelle. Les banques privées contrôlent les dépôts, les prêts et les systèmes de paiement : des outils fondamentaux pour le bon fonctionnement de l'économie. Lorsqu'elles sont affaiblies, leur réaction instinctive est de fermer le robinet du crédit, ce que l'on appelle un resserrement du crédit.

Bref, dans le cadre de la crise historique de surproduction se développent d'une part une déstabilisation économique et une crise énergétique liées à la multiplication d'affrontements guerriers entre impérialismes de tous bords et à l'explosion du militarisme, et d'autre part une crise financière en lien avec le poids de plus en plus intenable de la dette. Et ce qui rend la situation aujourd'hui encore pire, c'est l'impact explosif de leur interaction.

3. Au bord du précipice économique, les conséquences pour la classe ouvrière

En conclusion, pour l'avenir, ce qui est clair pour certaines franges de la bourgeoisie elle-même, c'est que la crise économique actuelle ouvre les portes de l'inconnu. Et en effet, la crise économique actuelle va entraîner des bouleversements inimaginables, des attaques massives qui ne feront que plonger une part croissante de l'humanité dans la pauvreté absolue.

La classe dirigeante est bien consciente de la déstabilisation croissante de son système. Le Fond Monétaire International (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont tous publié des rapports mettant en garde contre la menace qui pèse sur l'économie mondiale. Déjà en 2025, un rapport du FMI pointait l'instabilité financière en perspective « *À l'échelle mondiale, les risques d'instabilité financière restent élevés. Le système financier mondial est aujourd'hui confronté à la guerre en cours au Moyen-Orient, à de possibles tensions inflationnistes, à des risques croissants de nouveau resserrement des conditions financières, ainsi qu'à plusieurs canaux d'amplification susceptibles de transformer les turbulences sur les marchés en instabilité financière* »[23]. Pour certaines franges de la bourgeoisie elle-même, il est clair que « nous allons vers de l'inédit », vers quelque chose de comparable à « *Une crise nucléaire, sans mauvais jeu de mots, dont toutes les composantes se potentialisent mutuellement dans une réaction en chaîne, mais sans barre de graphite. Les dimensions de l'épreuve sociale sont difficilement imaginables. Les licenciements en masse, les faillites, personnelles et d'entreprises, l'inflation, pire : les pénuries* »[24].

Si la bourgeoisie elle-même, dans ses factions les plus lucides, entrevoit la perspective effrayante d'une « crise nucléaire », elle n'a pas d'autres solutions à avancer que celle d'attaques encore plus impitoyables contre la classe ouvrière : « *Les répercussions de la crise actuelle seront les plus profondes et les plus brutales de toute la période de la décadence sous les effets cumulés de l'inflation, des coupes budgétaires, des plans de licenciements (aggravés notamment par l'introduction de l'Intelligence artificielle dans l'appareil de production) et de la baisse drastique des salaires* »[25].

L'émergence probable de turbulences majeures, sans précédent dans l'histoire, qui révèlent de plus en plus clairement la perte de contrôle de la classe dirigeante sur son propre système en putréfaction, exige des organisations révolutionnaires un effort théorique pour renforcer leur cadre d'analyse afin de pouvoir assumer leurs responsabilités en matière d'intervention : en particulier en ce qui concerne la nécessaire compréhension des facteurs qui sapent la capacité du système capitaliste dans son ensemble à faire face à la crise qui se déroule, mais aussi par rapport à l'incurie croissante de la classe dominante à faire face de manière coordonnée à la catastrophe annoncée. Tous les modes de production du passé ont connu une phase de déclin et des moments de crises liées aux contradictions et aux propres limites de leurs rapports sociaux. Il en va de même pour le système capitaliste. Mais contrairement à ceux du passé, où de nouveaux rapports de production pouvaient s'instaurer et prendre le relais pour donner un nouveau souffle à la société, le capitalisme, lui, en tant que dernier système d'exploitation de l'histoire, ne peut que continuer à pourrir sur pied aussi longtemps que son renversement révolutionnaire n'a pas eu lieu. Il menace donc sans cesse davantage le monde entier par ses convulsions mortifères.

Le CCI, comme la tradition marxiste n'a cessé de le défendre, affirme que les effets de la crise économique restent malgré cela le terreau privilégié sur lequel les luttes du prolétariat seront amenées à se développer, même si des obstacles et des difficultés immenses restent à venir. La crise économique, dans le cadre du déclin historique d'un système en décomposition, est bien un socle primordial sur lequel le prolétariat est amené à défendre ses conditions de vie, parce qu'il n'aura pas d'autre choix que de lutter ! Une nécessité qui devra le pousser à terme à généraliser son combat, qu'il faudra politiser de façon à affirmer de nouveau, de manière consciente et unie, la perspective révolutionnaire chère à la cause communiste.

Syl & W juillet 2026

22. Le Private Credit : source d'une prochaine crise financière. », La finance pour tous, 22 mai 2026.

23. Rapport sur la stabilité financière dans le monde, avril 2025, FMI.

24. « Une bombe financière sur le point d'éclater ? La crise scélérate, Le Monde Diplomatique, mai 2026.

25. Rapport sur la lutte de classe (mai 2025),

Il y a 20 ans, la lutte des étudiants contre le « Contrat Première Embauche » en France

Des leçons importantes pour le combat de la classe ouvrière

Face au déluge d'attaques contre les conditions de vie de la classe ouvrière, la dynamique de « rupture », ouverte en 2022 se confirme et s'approfondit. La colère est immense et la réflexion mûrit, surtout chez les jeunes. Ce qui se passe n'est pas un feu de paille mais une tendance de fond, liée à l'impasse du capitalisme. L'« été de la colère » au Royaume-Uni en 2022 a mis fin à des décennies de passivité, dans le pays même qui en était l'exemple le plus frappant. À l'époque nous l'avions souligné ces attaques n'étaient pas ponctuelles ; elles exprimaient une évolution de la situation mondiale, avec la succession de mouvements parallèles aux États-Unis, en France, en Belgique, etc. La multiplication des luttes aujourd'hui, comme les mobilisations chez Airbus en Espagne, confirme une fois de plus que ce n'était pas une colère sans lendemain.

Dans ses luttes, la classe ouvrière bute toutefois sur deux obstacles : un sentiment d'impuissance face à des mesures présentées comme « inévitables » par la bourgeoisie et l'enfermement du combat dans le secteur, tandis que les syndicats et les gauchistes s'activent pour saboter toute maturation parmi les travailleurs. Le précédent britannique de 2022 l'illustre bien : nombre de secteurs sont en grève en même temps, mais les uns à côté des autres enfermés dans « l'esprit de boite », corporatiste, entretenu par les syndicats. Or, la simultanéité est totalement insuffisante. L'enjeu central est l'extension et l'unification des luttes, ce qui exige un certain niveau de politisation de celles-ci. Il s'agit de transformer la solidarité platonique, dont les syndicats sont les spécialistes, en solidarité active : des AG souveraines et ouvertes aux autres secteurs, aux chômeurs, aux retraités, aux étudiants ; des délégations massives vers les entreprises, hôpitaux et écoles voisins pour appeler à rejoindre la lutte ; des revendications communes (salaires, vie chère) plutôt que des revendications catégorielles qui divisent ; des délégués élus et révocables, sous le contrôle des AG.

En 2006, les mobilisations des jeunes générations de la classe ouvrière en France avaient obtenu le retrait d'une attaque du gouvernement visant à aggraver les conditions d'exploitation lors de l'accès à un premier emploi (CPE) en prenant en main l'organisation de la lutte et son extension. Ceci impliquait en particulier :

- La tenue d'assemblées générales souveraines élisant des délégués révocables, ouvertes aux autres secteurs de la classe ouvrière et non sous emprise syndicale.

« *Du 8 au 18 mars, "dix jours vont ébranler le monde" de la bourgeoisie française. Les étudiants s'organisent de plus en plus pour élargir la riposte dans une seule direction : SOLIDARITÉ et UNITÉ de toute la classe ouvrière. Dans la capitale, cette dynamique est partie du parvis de la fac de Censier qui sera aux avant-postes du mouvement vers l'extension et la centralisation de la riposte.*

Dans les AG, les travailleurs qui "passaient par là" sont en général accueillis à bras ouverts. Ils sont invités à venir participer aux débats, à apporter leur expérience. Tous les travailleurs qui ont assisté aux AG à Paris comme dans plusieurs villes de province (notamment Toulouse) ont été sidérés par la capacité de cette jeune génération à mettre son imagination créatrice au service de la lutte de classe. A la fac de Censier, notamment, la richesse des débats, le sens des responsabilités des étudiants élus dans le comité de grève, leur capacité à organiser le mouvement, à tenir la tribune, à distribuer la parole à tous ceux qui veulent exprimer leur point de vue, à convaincre et à démasquer les saboteurs à travers la confrontation des arguments donnés dans la discussion, toute cette dynamique a vérifié toute la vitalité et la puissance des jeunes générations de la classe ouvrière.

Les étudiants ont défendu en permanence le caractère souverain des AG, avec leurs délégués élus et révocables (sur la base de mandats et remises de mandat), à travers le vote à main levée. Tous les jours, ce sont des équipes différentes qui organisent le débat à la tribune. Dans ces équipes, sont représentés des étudiants syndiqués et non syndiqués. Pour pouvoir répartir les tâches, centraliser, coordonner et garder la maîtrise du mouvement, le comité de grève de Paris 3 - Censier avait décidé d'élire différentes commissions : presse, animation et réflexion, accueil et information, etc.

C'est grâce à cette véritable "démocratie" des AG et à la centralisation de la lutte que les étudiants ont pu décider des actions à mener, avec comme principale préoccupation l'extension du mouvement aux entreprises » (supplément à RI 366, 2006).

- L'envoi de délégations mandatées vers les autres foyers de mobilisation.

« *Les étudiants ont parfaitement compris que l'issue de leur combat est entre les mains des travailleurs salariés (comme l'a dit un étudiant dans une réunion de la coordination francilienne du 8 mars "si on reste isolés, on va se faire manger tout cru"). (...). Et cette dynamique vers l'extension du mouvement, vers la grève de masse, a démarré dès le début de la mobilisation des étudiants qui ont envoyé partout, aux quatre coins du pays, des délégations massives vers les travailleurs des entreprises proches de leurs lieux d'études. Ils se sont heurtés au "blocage" syndical : les travailleurs sont restés enfermés dans leurs entreprises sans possibilité de discuter avec les délégations d'étudiants. Les "petits sioux" des facs de Paris ont dû imaginer un autre moyen de contourner le barrage syndical.*

Pour mobiliser les travailleurs, les étudiants ont fait preuve d'une riche

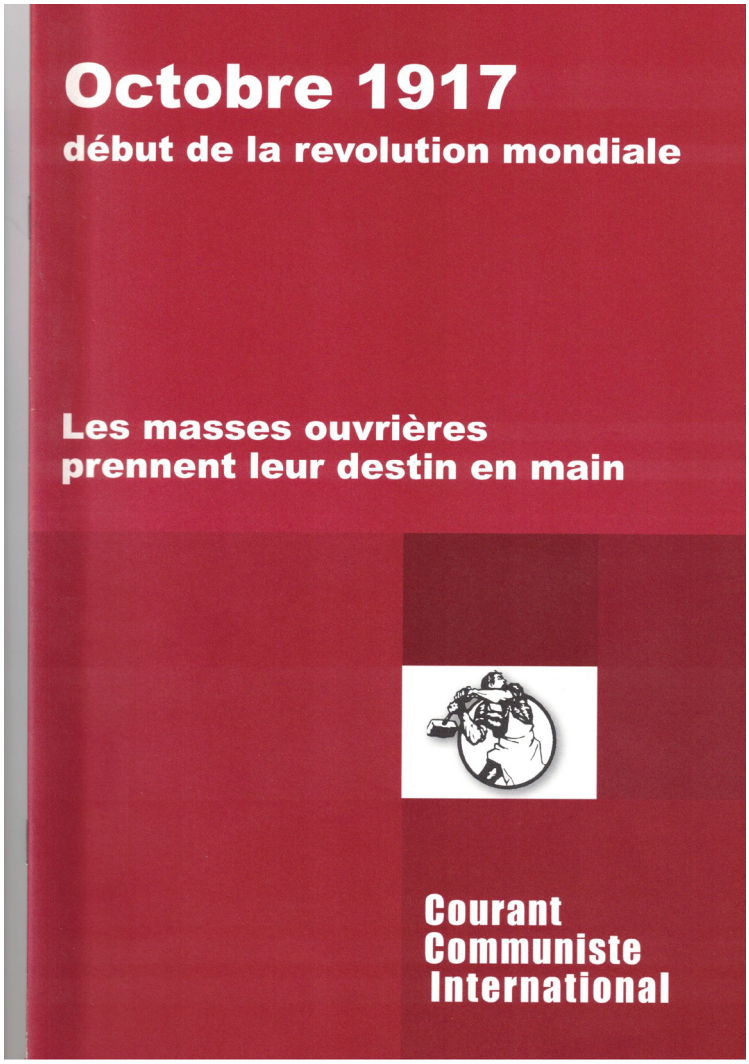
imagination. Ainsi, à Censier ils ont fabriqué une urne en carton appelée « boîte à idées ». Dans certaines universités (comme celle de Jussieu à Paris), ils ont eu aussi l'idée de bavarder tranquillement dans la rue, de s'adresser aux passants afin de leur expliquer sans agressivité les raisons de leur colère. Ils ont demandé à tous les "badauds" s'ils avaient des idées à leur proposer car "toutes les idées sont bonnes à prendre". C'est notamment grâce au respect des travailleurs qui passaient par là ou étaient venus leur apporter leur solidarité, que les étudiants ont pu récolter dans leur "urne" des idées qu'ils ont mises en pratique. Grâce à leur expérience, ils ont vu quelles étaient les "bonnes idées" (celles qui vont dans le sens du renforcement du mouvement) et les "mauvaises idées" (celles qui vont dans le sens de l'affaiblir, de le saboter afin de livrer les étudiants à la répression, comme on l'a vu avec « l'occupation de la Sorbonne »).

Les étudiants de beaucoup de facultés, celles qui étaient les plus en pointe, ont ouvert les amphithéâtres dans lesquels se tiennent leurs AG, aux travailleurs salariés et même à des retraités. Ils leur ont demandé de leur transmettre leur expérience du monde du travail. Ils avaient soif d'apprendre des vieilles générations. Et les "vieux" avaient soif d'apprendre des "jeunes". Tandis que les "jeunes" gagnaient en maturité, les "vieux" étaient en train de rajeunir ! C'est cette osmose entre toutes les générations de la classe ouvrière qui a donné une impulsion nouvelle au mouvement. La plus grande force de la lutte, la plus belle victoire du mouvement, c'est bien la lutte elle-même ! C'est la solidarité et l'unité de la classe ouvrière, tous secteurs et toutes générations confondues ! » (Idem).

Si depuis lors aucune mobilisation de ce type ne s'est reproduite, c'est parce que l'ambiance sociale encore profondément marquée par les campagnes de la bourgeoisie sur la prétendue « fin de la classe ouvrière » y faisait obstacle. Le poids de telles campagnes, s'il n'a pas complètement disparu, n'a plus aujourd'hui la même efficacité contre la classe ouvrière et, face à des attaques bien plus dures qu'il y a 20 ans, la lutte contre le CPE doit pourvoir constituer une source d'inspiration pour notre classe.

Le tract ci-après, que nous diffusons aujourd'hui, avec son insistance centrale sur la prise en charge et l'extension de la lutte par les ouvriers eux-mêmes, se veut une contribution au développement de la réflexion au sein de la classe ouvrière sur les moyens de renforcer son combat.

Brochure du CCI



Tract du CCI diffusé en septembre 2026

Le Mouvement contre le CPE en France, une riche expérience pour les luttes futures

Il y a vingt ans, en 2006, en France, les amphithéâtres, hauts lieux de l'ennui magistral, étaient brutalement sortis de leur torpeur par le retentissement de discussions enflammées sur le chômage, la précarité, l'exploitation et l'avenir. La jeunesse ouvrière (lycéens et étudiants) se dressait unie contre une énième attaque de l'État, le Contrat Première Embauche, malicieusement rebaptisé Contrat Poubelle Embauche. Après trois mois de lutte effervescente, devant la massivité de la mobilisation, le gouvernement français devait plier et retirer son projet de loi inique alors même qu'il avait déclaré au préalable : « Ce n'est pas la rue qui gouverne ».

Pourtant, malgré la force de ce mouvement et cette victoire, la lutte contre le CPE a vite été oubliée, au point de ne laisser presque aucune trace.

Trois mois qui ont fait trembler la bourgeoisie française

Le 16 janvier, le CPE est annoncé. Il s'agit d'un contrat de travail pour les moins de 26 ans qui permet au patron de licencier sans motif. Cette attaque honteuse, qui signifie que les jeunes sont des kleenex pouvant être utilisés et jetés comme bon semble au patron, déclenche une véritable vague de colère et d'indignation.

Dès le 19 janvier, un collectif d'étudiants se monte et décide d'une journée de manifestation dans la rue. Ce sera le 7 février. Ce jour là, non seulement la mobilisation de la jeunesse est massive mais se joignent aussi par dizaines de milliers, de façon inattendue, des salariés, des retraités, des chômeurs qui viennent exprimer dans la lutte leur solidarité avec la nouvelle génération.

Forts de ce succès spontané, dès le lendemain, le 8 février, dans toutes les facultés de France, les étudiants organisent des blocages et des assemblées générales. Les amphithéâtres où se tiennent les AG sont pleins à craquer. Les débats sont effervescents. Une petite partie, dont les syndiqués de l'UNEF, pousse à des mots d'ordre purement étudiants, quand la majorité veut mettre en avant ce qui unit tous les travailleurs : la lutte contre la précarité. Ces deux camps s'affrontent aussi sur la question de l'ouverture des AG à d'autres participants. En toute logique, les premiers veulent réserver les assemblées aux seuls détenteurs de cartes étudiantes quand tous les autres veulent que se joignent aux discussions les salariés, les chômeurs et les retraités. Ce qui va faire la force de ce mouvement, c'est justement que la jeunesse en lutte ne va pas laisser la direction des assemblées aux syndicats étudiants, à ceux qui veulent isoler et diviser. Au contraire, les AG deviennent de véritables lieux de confrontation d'idées et de véritables organes de décisions. Résultat : les mots d'ordre finalement choisis sont ceux qui concernent toute la classe ouvrière et les AG s'ouvrent à toutes et tous. Les travailleurs qui « passent par-là » sont accueillis à bras ouverts et invités à venir participer aux débats, à apporter leur expérience.

Courant mars, un document interne de l'UNEF fuite. Ce document explique comment noyauter les AG. Dans de nombreuses facultés, les syndiqués de l'UNEF sont alors hués, parfois même expulsés des AG, au cri de « UNEF, MEDEF ! » (le syndicat des patrons). Les étudiants livrent ici un combat pour défendre le caractère souverain des AG, avec leurs délégués élus et révocables (sur la base de mandats et remises de mandat), à travers le vote à main levée. Tous les jours, ce sont des équipes différentes qui organisent le débat à la tribune. Pour pouvoir répartir les tâches, centraliser, coordonner et garder la maîtrise du mouvement, de nombreuses AG décident d'élire différentes commissions : presse, animation et réflexion, accueil et information, etc. Toutes ces AG se relient peu à peu entre elles par des délégués mandatés afin de pouvoir prendre des décisions à une échelle de plus en plus large. Ces AG souveraines sont le véritable poumon de la lutte. C'est grâce à ces AG vivantes et centralisées que les étudiants décident des actions à mener, avec comme principale préoccupation l'extension du mouvement aux entreprises.

Les étudiants ont parfaitement compris que l'issue de leur combat est entre les mains des travailleurs salariés. Comme l'a dit un étudiant dans une réunion de la coordination francilienne du 8 mars : « Si on reste isolés, on va se faire manger tout cru ». Les AG étudiantes envoient ainsi partout des délégations massives vers les travailleurs des entreprises proches de leurs lieux d'études.

Et là encore, évidemment, ils se heurtent au blocage syndical : les travailleurs restent enfermés dans leurs entreprises sans possibilité de discuter avec les délégations d'étudiants. Mais les « petits Sioux » des facs, refusant d'abdiquer, imaginent d'autres moyens de contourner le barrage syndical : interpeler et bavarder dans la rue, inviter par pancartes et tracts à venir dans les AG, mettre en place des « boites à idées » pour que les « badauds » participent à l'élaboration collective.

Le mouvement de 2006 va ainsi bien au-delà d'une simple protestation contre le CPE. Comme l'a dit un professeur de l'université de Paris-Tolbiac à la manifestation du 7 mars : « Le CPE n'est pas seulement une attaque économique réelle et ponctuelle. C'est aussi un symbole. » Effectivement, c'est le symbole de la faillite de l'économie capitaliste.

Puisque les syndicats ne déclarent pas de journées de grève et afin de permettre au maximum de salariés de pouvoir rejoindre le mouvement malgré tout, les AG étudiantes décident d'une journée de manifestation chaque samedi. Ainsi, de fin février à début avril, chaque semaine, les rangs des cortèges grossissent. D'abord quelques dizaines de milliers, nous serons près de trois millions dans les rues lors de la sixième manifestation. Quand les syndicats veulent prendre symboliquement la direction du mouvement en se

plaçant en tête des cortèges, les étudiants par milliers courent, doublent, passent par les rues parallèles pour reprendre la tête. À Paris, le 4 avril, les étudiants se mettent devant la CGT et déplient une immense banderole unitaire : « Étudiants, lycéens, chômeurs, travailleurs précaires, du public et du privé, même combat contre le chômage et la précarité ! » Quel contraste avec les bannières de la CGT, désormais derrière, et qui affichent « CGT de la métallurgie », « CGT de la RATP », « CGT de l'hôpital de la Pitié Salpêtrière », « CGT de la ville de Pantin », « CGT de la Seine-Saint-Denis », etc.

Et cette jeunesse va déjouer d'autres pièges encore. Quand le gouvernement envoie ses flics provoquer, nasser (notamment dans les locaux de la Sorbonne), tabasser… les AG étudiantes décident de ne pas répondre pour que le mouvement ne pourrisse pas dans une violence stérile qui diviserait et ferait fuir de nombreux travailleurs. Au contraire, elles décident d'aller voir les robocops pour essayer de les convaincre d'arrêter leur répression.

Le 5 avril, les blocages s'étendent aux gares, avec l'aide des cheminots. Les lieux de débats s'étendent. La prochaine manifestation s'annonce donc d'une ampleur encore plus grande.

Face à cette dynamique d'extension et de prise en main des luttes par les travailleurs eux-mêmes, le gouvernement cède. Le 10 avril, le CPE est officiellement enterré. Si la bourgeoisie cède ainsi, c'est parce qu'elle voit dans ce mouvement un vrai danger, celui de la généralisation de la lutte à toute la classe ouvrière. Les étudiants ont redécouvert l'importance vitale des assemblées générales souveraines et de la force de l'extension !

Pourquoi ce mouvement est-il tombé dans l'oubli ?

Il y a une réponse évidente : l'action de la bourgeoisie. Pendant le mouvement, la presse internationale a réalisé un véritable black-out, ne disant presque rien de ce mouvement social. Et même en France, pas un mot sur les assemblées générales, les journalistes se focalisant sur les blocages et les interviews des quelques étudiants déplorant de ne pouvoir étudier tranquillement. Après le mouvement, la bourgeoisie française a tout fait pour que soient effacés les points forts de cette lutte : les AG et l'extension. En 2007, 2008 et 2010, ses syndicats ont organisé toute une série de « journées d'actions » impuissantes, pour que rentre bien dans les têtes ouvrières que, non, ce n'est pas la rue qui gouverne.

Mais il y a une raison beaucoup plus profonde et historique. En 1991, quand l'URSS s'est effondrée, une immense campagne mondiale a martelé le plus gros mensonge de l'histoire : « stalinisme = communisme ». L'effondrement de l'URSS signifiait ainsi la fin de l'histoire, la victoire définitive du capitalisme. Pire encore : toute lutte, tout espoir révolutionnaire de la classe ouvrière ne pouvait que conduire à ce désastre et à cette barbarie qu'avait été le stalinisme.

Résultat : être ouvrier était une honte. Impossible alors de se référer aux luttes précédentes. La mémoire ouvrière devait être effacée.

Toute la décennie des années 1990 a ainsi été, au niveau mondial, une morne plaine du point de vue de la lutte de classe. Ce n'est qu'en 2003 que, timidement, les ouvriers, en l'occurrence les enseignants en France, ont commencé à retrouver le chemin de la lutte et de la rue. En 2006 donc, la nouvelle génération, parce qu'elle n'avait pas été écrasée par le rouleau compresseur idéologique des années 1990, a eu le courage d'entrer en lutte. Mais elle l'a fait de façon instinctive, en se sentant solidaire de tous les travailleurs, sans avoir conscience qu'elle reprenait là des méthodes de mondial, une morne plaine du point de vue de la lutte de classe. Ce n'est qu'en 2003 que, timidement, les ouvriers, en l'occurrence les enseignants en France, ont commencé à retrouver le chemin de la lutte et de la rue. En 2006 donc, la nouvelle génération, parce qu'elle n'avait pas été écrasée par le rouleau compresseur idéologique des années 1990, a eu le courage d'entrer en lutte. Mais elle l'a fait de façon instinctive, en se sentant solidaire de tous les travailleurs, sans avoir conscience qu'elle reprenait là des méthodes de luttes développées par les générations précédentes depuis un siècle et demi, sans avoir conscience qu'elle menait une lutte appartenant à la classe ouvrière, sans avoir conscience qu'elle était le maillon d'une longue chaîne, sans avoir conscience qu'elle était un moment du long combat historique vers la révolution. C'est pourquoi, quand le mouvement s'est éteint, il n'y a pas eu de groupes de discussions, de nouvelles organisations, de livres de témoignage. Sans racine, cette génération n'a pas pu résister aux vents contraires.

Est-ce à dire que ce précieux mouvement de 2006 a définitivement disparu dans les limbes ? Que ces leçons sont oubliées à jamais ? Absolument pas ! Depuis 2022 et « l'été de la colère » au Royaume-Uni, la classe ouvrière dans le monde entier redresse la tête et se réfère de plus en plus explicitement à l'idée que « nous sommes tous dans le même bateau, nous sommes tous des travailleurs ». Ce n'est pas par hasard si, lors du mouvement de 2003 contre la réforme des retraites en France, dans les cortèges, de nombreux manifestants ont brandi des pancartes sur Mai 68.

Il y a un sentiment qui grandit au sein de notre classe : nous ne voulons plus nous laisser faire, « trop c'est trop », comme le montre en ce moment même la grève qui se développe chez Airbus en Espagne. Et avec cette combativité qui se développe, monte aussi l'idée qu'il nous faut nous réapproprier notre passé pour préparer l'avenir !

CCI, septembre 2026

50 ans du Courant Communiste International

Comment contribuer à la formation du futur parti des révolutionnaires ?

Introduction

Il y a 50 ans, en janvier 1975, était constitué le Courant Communiste International. C'est une durée de vie importante pour une organisation révolutionnaire internationale du prolétariat si l'on songe, par exemple, que l'Association internationale des Travailleurs n'avait vécu que douze ans (1864-1876), l'Internationale Socialiste vingt-cinq ans (1889-1914) et l'Internationale Communiste neuf ans (1919-1928). Ce demi-siècle d'existence du CCI appartient pleinement à l'histoire du prolétariat, dont notre organisation est une émanation, au même titre que toutes les organisations révolutionnaires du passé. Si cet anniversaire est une occasion de livrer les principaux enseignements que nous tirons de ces cinq décennies de combat, c'est aussi et surtout l'occasion de mettre en évidence pour notre classe les enjeux et les défis auxquels elle sera confrontée dans les décennies à venir. Face à la spirale de destruction et de chaos à laquelle le capitalisme condamne inexorablement la société humaine, il appartient à ceux qui combattent pour le renversement révolutionnaire de ce système, les communistes, de forger les outils théoriques et politiques afin d'armer la seule force de la société capable de mener à bien cette révolution : le prolétariat mondial. Oui, la révolution est toujours possible ! Oui, l'avènement de la société communiste est plus que jamais une nécessité pour le devenir de la civilisation humaine !

I - La classe ouvrière est la seule classe capable d'abolir le capitalisme

Au lendemain de l'effondrement du bloc de l'Est et de la disparition de l'URSS, la bourgeoisie allait déchaîner, dans le monde entier, une campagne idéologique assourdissante. S'appuyant sur un déploiement médiatique considérable et au moyen d'un bourrage de crâne intensif, elle cherchait à faire passer l'idée mensongère selon laquelle l'effondrement des régimes staliniens constituait « la mort du communisme ».

C'était donc la « fin de l'histoire » affirmait la propagande bourgeoise, la victoire de la démocratie et du capitalisme libéral était sensée mener l'humanité vers le bien-être et le progrès. Les trente-cinq dernières années ont apporté un clair démenti à cette tragique farce. Partout et chaque jour, l'actualité nous ~~en~~ rappelle l'évidence. Le seul avenir que le capitalisme nous promet se résume à ces trois mots : misère, barbarie et chaos.

Mais en lançant la campagne sur la mort du communisme, la classe dominante ne s'y trompait pas. Elle ciblait les deux armes les plus redoutables que le prolétariat possède pour abolir l'exploitation capitaliste : son organisation et sa conscience de classe. Et c'est bien cette conscience historique, que la bourgeoisie, dans sa lutte acharnée contre « son propre fossoyeur » s'est toujours efforcée de saper et de détruire en déformant, dénaturant l'histoire, la mémoire et l'expérience de notre classe, pour mieux la duper et lui faire croire en définitive qu'elle n'existe pas, que la lutte de classes n'est plus qu'un mythe lointain qu'il s'agit d'oublier. Mais comme l'affirmaient déjà Marx et Engels dans le *Manifeste communiste* de 1848 : *« Notre époque, celle de la bourgeoisie, se distingue des autres par un trait particulier : elle a simplifié les antagonismes de classes. De plus en plus, la société se divise en deux grands camps ennemis, en deux grandes classes qui s'affrontent directement : la bourgeoisie et le prolétariat ».* Près de deux siècles après, cette sentence demeure plus que jamais d'actualité pour les exploités et les révolutionnaires du monde entier.

Tout au long de ces deux siècles de luttes et de combat, le prolétariat s'est battu pour forger une vision claire du but et des moyens qui lui permettront de libérer la société humaine de ses propres chaînes. Seulement, au sein des masses ouvrières, cette conscience n'a jamais été un processus linéaire et continu. Au contraire, elle fluctue en fonction des avancées et des reculs de la lutte de classes. Mais comme l'énonçait Marx en 1844 alors qu'il venait d'être gagné au communisme : *« Ce qui importe, ce n'est pas ce que tel ou tel prolétaire, voire le prolétariat tout entier, se figure comme but aux différents moments. Ce qui importe, c'est ce qu'il est et ce qu'il doit faire historiquement, conformément à sa nature : son but et son action historiques lui sont tracés de manière tangible et irrévocable [donc définitive et non révisable] dans sa situation d'existence comme dans toute l'organisation de l'actuelle société bourgeoise. Le prolétariat exécute le jugement que, par la production du prolétariat, la propriété privée bourgeoise prononce contre elle-même.»*[1]

Autrement dit, le prolétariat ne représente absolument pas une force ponctuelle surgissant ou disparaissant au gré des vicissitudes de l'histoire. Au contraire, il constitue une force politique permanente, une seule et même classe, un même « être historique ». Le seul capable d'abolir le capitalisme !

1. Karl Marx, *La Sainte famille*, 1844.

II- Le besoin permanent de l'organisation des révolutionnaires

C'est d'ailleurs pour cela qu'à toutes les périodes de l'histoire, le prolétariat a toujours éprouvé le besoin de faire surgir des organisations capables de s'engager dans le combat pour la révolution, d'incarner et de défendre en permanence la constance et la continuité historiques du projet révolutionnaire du prolétariat. Ce principe cardinal était déjà défendu dans Le *Manifeste Communiste* : *« Quelle est la position des communistes par rapport à l'ensemble des prolétaires ? Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat. Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier. Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : 1. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. 2. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité. Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres ; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien ».*

Mais si la formation et la construction d'organisations politiques constituent un besoin permanent, le rôle et la fonction précises qu'elles sont amenées à assumer peuvent différer en fonction du développement de la lutte de classe. Leur histoire est indissociablement liée à celle du mouvement général de la classe, jalonné de luttes héroïques, mais aussi de défaites sanglantes et de reculs momentanés. Il y a notamment trois moments charnières qui vont s'avérer déterminants dans l'évolution de ces organes politiques sécrétés par la classe :

- L'enfance du mouvement ouvrier et l'affirmation du prolétariat comme classe révolutionnaire (Ligue des communistes, AIT).

- La période de sa maturité caractérisée par la formation des partis de masse et des syndicats (IIe Internationale).

- L'entrée du capitalisme dans la période de décadence où la perspective révolutionnaire est résolument posée. (IIIe Internationale).

III – La relation entre le parti et l'organisation de type fraction

D'autre part, comme a pu le mettre en évidence la Fraction italienne de la Gauche Communiste dans sa revue théorique Bilan, il existe une différence qualitative concernant la forme prise par l'organisation des révolutionnaires et les tâches correspondantes selon les périodes ; celle de développement de la lutte de classe et celle de ses défaites et de ses reculs. « Dans le premier cas la forme du parti, pouvant exercer une influence directe et immédiate dans la lutte de classe ; dans le second cas, celle d'une organisation numériquement réduite, dont l'influence est bien plus faible et peu opérante dans la vie immédiate de la classe. À ce type d'organisation, elle a donné le nom distinctif de Fraction qui, entre deux périodes de développement de la lutte de classe, c'est-à-dire deux moments de l'existence du Parti, constitue un lien et une charnière, un pont organique entre l'ancien et le futur Parti. »[2]

C'est la raison pour laquelle les différentes organisations ayant eu comme tâche historique d'assumer la fonction du parti de classe ont toujours eu un caractère intermittent, avec une phase de formation, une phase de développement – construction et enfin une phase de disparition en tant qu'organisme prolétarien. Ce fut aussi bien le cas de la Ligue des Communistes, que des partis de la social-démocratie membres de la IIe Internationale ou encore du Komintern.

D'autre part, la fonction et la forme de l'organisation dépendent non seulement du rapport de force entre le prolétariat et la bourgeoisie mais également des conditions historiques générales dans lesquelles celui-ci se déroule. Par exemple, lorsque se constitua l'Association internationale des travailleurs (AIT) en 1864, le mouvement ouvrier international avait considérablement grandi. La période d'ascendance du capitalisme permettait au prolétariat de lutter afin d'améliorer de façon substantielle ses conditions de vie et de travail. Mais en même temps, le développement de sa conscience restait en retard sur la petite avant-garde révolutionnaire de 1848. Par conséquent, ces caractéristiques historiques particulières déterminèrent la forme hybride de l'AIT où coexistaient aussi bien différentes tendances politiques mais aussi des coopératives, des syndicats et des partis. La tendance marxiste dut donc assumer la défense résolue des principes communistes tout en s'adaptant au niveau du combat de la classe ouvrière.

De même, le dernier quart du XIXe siècle, marqué par l'apogée du capitalisme, vit surgir les organisations de masse de la social-démocratie dotées d'un programme minimum et d'un programme maximum. La possibilité de réformes immédiates, tant économiques que politiques, déplaçait le champ d'action de l'organisation socialiste. La lutte immédiate et gradualiste tendait à primer sur la vaste perspective du communisme, défendue déjà dans le Manifeste Communiste.

L'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence a signifié un profond changement, irréversible, de la fonction et de la forme de l'organisation des révolutionnaires :

- Dans « l'ère des guerres et des révolutions », la lutte pour les réformes n'a plus de raison d'être. L'organisation défend exclusivement la nécessité de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat en vue de l'instauration du communisme.

- Elle se dote d'une structure beaucoup plus « étroite » que par le passé avec des critères d'adhésion stricts sur la base d'un programme et des principes clairs.

En définitive, nous pouvons dire que le rôle et la forme des organisations révolutionnaires depuis le milieu du XIXe siècle, contiennent à la fois des caractères « permanents » alors que d'autres restent déterminés par les conditions historiques dans lesquelles ces forces politiques surgissent et se développent.

2. « Sur le parti et ses relations avec la classe », *Revue internationale* n°35, 4e trimestre 1983.

IV – La formation du Courant communiste international et la lutte pour le futur parti

Notre organisation, le Courant Communiste international, ne fait absolument pas exception à cette règle. Sa fondation, en janvier 1975, constitua un des évèénements majeurs de la période qui marqua la fin de quatre décennies de contre-révolution [3] : *« La terrible contre-révolution qui a écrasé la classe ouvrière après ses combats glorieux du premier après-guerre s'est prolongée pendant près de 40 ans. Mais lorsque les derniers feux de la reconstruction du second après-guerre se sont éteints et que le capitalisme a de nouveau été confronté à la crise ouverte de son économie, à la fin des années 1960, le prolétariat a redressé la tête. Mai 1968 en France, le « Mai rampant » de 1969 en Italie, les combats ouvriers de l'hiver 1970 en Pologne et toute une série de luttes ouvrières en Europe et sur d'autres continents : c'en était fini de la contre-révolution. Et la meilleure preuve de ce changement fondamental du cours historique a été le surgissement et le développement en de nombreux endroits du monde de groupes se rattachant, souvent de façon confuse, à la tradition et aux positions de la Gauche communiste. Le CCI s'est constitué en 1975 comme regroupement d'un certain nombre de ces formations que la reprise historique du prolétariat avait fait surgir. »*[4]

Si d'emblée le CCI a été en mesure de saisir son rôle historique fondamental, à savoir œuvrer au regroupement des forces révolutionnaires. Il a également été en mesure de considérer que ce défi ne se posait pas exactement dans les mêmes termes qu'auparavant : *« Le CCI n'ignore pas les énormes difficultés que va rencontrer la réalisation de cette tâche.* ***Ces difficultés sont liées en grande partie au poids de la terrible contre-révolution subie par la classe ouvrière pendant plus de 40 ans, contre-révolution qui est venue à bout des fractions de gauche issues de l'Internationale Communiste et à rompre la continuité organique ayant existé entre les différentes organisations politiques prolétariennes depuis le milieu du siècle dernier***[5]*. Du fait de cette rupture de la continuité organique, le futur Parti ne pourra pas se constituer suivant le processus mis en évidence par la Fraction italienne, processus dans lequel la Fraction constituait un pont entre l'ancien et le nouveau Parti. »*[6]. La situation du combat prolétarien a changé considérablement au cours du demi-siècle écoulé.[7] Les obstacles rencontrés par la classe ouvrière sur son chemin vers la révolution se sont révélés bien plus importants qu'on ne pouvait le soupçonner lors de la fondation de notre organisation, tout particulièrement en raison de la rupture de la continuité organique qui liait, depuis le XIXe siècle, les différentes organisations révolutionnaires. Par conséquent, soyons conscients que le combat historique de notre classe pour le renversement du capitalisme va encore être très long. Sur sa route, va se dresser une succession d'embûches, de pièges et de défaites. Pour être finalement victorieux, ce combat révolutionnaire va nécessiter une élévation générale de la conscience et de l'organisation de toute la classe ouvrière, au niveau mondial. Si le processus en vue de la formation du parti reste encore un horizon très lointain nous devons être convaincus qu'il s'avère d'une nécessité vitale. Comme nous l'avons toujours défendu, **sans la formation du parti de classe, pas de révolution prolétarienne victorieuse** !

Afin d'être pleinement en mesure d'assumer ce combat difficile mais tellement enthousiasmant, la future génération de révolutionnaires devra faire sienne la vision défendue par Lénine dans *Que faire ?* : *« la formation du futur parti sera le résultat d'un effort conscient, délibéré. [...] Cet effort nécessite une compréhension claire tant des caractéristiques générales, valables à toutes les époques, du processus de formation du parti, que des conditions spécifiques, inédites dans l'histoire, qui président au surgissement de celui de demain. »* [8]

Tel est l'objectif de cette série d'articles : exposer et défendre la méthode avec laquelle le CCI envisage de poursuivre son rôle consistant à contribuer à la création des conditions politiques qui permettront de former le futur parti révolutionnaire mondial. Cette tâche repose sur plusieurs piliers que nous développerons dans les articles à venir, parmi lesquels :

- La capacité à se doter d'un programme et de principes clairs permettant de forger une organisation capable d'assumer son rôle à long terme alors que les révolutionnaires nagent encore à « contre-courant » de la société.

- La défense intransigeante de l'organisation et des principes prolétariens face aux assauts permanents des idéologies étrangères à la classe ouvrière.

- La capacité à se doter d'un cadre de fonctionnement solide permettant à l'organisation d'intervenir à l'échelle internationale de manière unitaire.

- la capacité à relier le passé, le présent et le futur afin de s'inscrire dans la continuité historique des organisations de manière critique et être en mesure de transmettre les leçons essentielles pour les générations de révolutionnaires à venir.

Le premier article consistera à exposer les principales leçons léguées par l'expérience des organisations révolutionnaires du passé. Le deuxième article, quant à lui, dressera un bilan des 50 ans d'expérience et de vie politique du Courant communiste international. Enfin, le troisième article aura pour objectif d'exposer les principaux enjeux et la méthode organisationnelle que notre courant devra faire vivre et mettre en œuvre dans les années et décennies à venir afin de préparer le futur.

---

3. Voir sur notre site les articles retraçant l'histoire du CCI :

- « Construction de l'organisation révolutionnaire : les 20 ans du Courant Communiste International. »

- « Les trente ans du CCI : s'approprier le passé pour construire l'avenir. »

4. « Construction de l'organisation révolutionnaire : les 20 ans du Courant Communiste International. »

5. Il s'agit du XIXe siècle.

6. « Sur le Parti et ses rapports avec la classe », *Revue internationale* n°35, 4e trimestre 1983.

7. Lire sur le site internet du CCI : « Manifeste des 50 ans du Courant Communiste International. Le capitalisme menace l'humanité, la révolution mondiale est la seule solution réaliste ».

8. « Sur le parti et ses rapports avec la classe », Revue internationale n°35, 4e trimestre 1983.

Tirer les leçons des expériences du passé (I)

Depuis sa fondation en 1975, le CCI s'est efforcé de défendre ses positions programmatiques et organisationnelles en restant fermement ancré aux acquis de la lutte historique de la classe ouvrière. Notre Revue internationale contient de nombreuses séries d'articles abordant les principales expériences de l'histoire de notre classe et de ses organisations. Au cours des années 1980 et 1990, le CCI a même publié plusieurs livres et brochures sur l'histoire de la Gauche communiste.[9] Cette approche incarnait l'axe autour duquel s'est constitué le Courant Communiste International : la continuité entre le mouvement révolutionnaire tel qu'il s'est développé à partir de la fin des années 1960 et celui du passé, marquant ainsi l'unité historique de la lutte prolétarienne au-delà de la terrible période de contre-révolution débutée à la fin des années 1920 et de la rupture organique qui en a résulté avec le mouvement révolutionnaire du passé. Alors qu'un grand nombre de courants « modernistes » prétendaient vouloir faire du « neuf » en rejetant cette continuité, le CCI s'en est toujours hautement réclamé ; non pas pour en faire l'apologie ou la sanctuariser mais pour l'examiner avec esprit critique afin d'en tirer les leçons les plus essentielles en vue d'armer théoriquement et politiquement la classe ouvrière pour les luttes futures.

Le CCI n'a fait ici que reprendre à son compte la méthode déjà mise en œuvre par la Gauche communiste d'Italie lorsqu'elle entreprit de tirer les leçons de la vague révolutionnaire des années 1920 et de la formation de la IIIe internationale.[9] Comme elle le déclarait explicitement dès le premier numéro de la revue *Bilan*[10] : « *certes notre fraction se réclame d'un long passé politique, d'une tradition profonde dans le mouvement italien et international, d'un ensemble de positions politiques fondamentales. Mais elle n'entend pas se prévaloir de ses antécédents politiques pour demander des adhésions aux solutions qu'elle préconise pour la situation actuelle. Bien au contraire, elle convie tous les révolutionnaires à soumettre à la vérification des évènements les positions politiques qu'elle défend actuellement aussi bien que les positions politiques contenues dans ses documents de base.* »

Mais la Gauche italienne elle-même ne faisait que puiser aux sources de la méthode d'analyse énoncée par Marx au lendemain de l'épisode révolutionnaire de 1848 : *« Les révolutions prolétariennes, au contraire, comme celles du XIXe siècle, « se critiquent constamment elles-mêmes, s'interrompent sans cesse dans leur propre marche, reviennent sur ce qui semblait acquis, pour le recommencer à nouveau, raillent cruellement les demi-mesures, les faiblesses et les misères de leurs premiers essais, semblent n'abattre leur adversaire que pour mieux lui permettre, une fois à terre, de puiser de nouvelles forces et de se redresser à nouveau face à elles, plus colossal encore, et ne cessent chaque fois de reculer d'effroi face à l'énormité indéterminée de leurs propres fins, jusqu'à ce qu'il se crée une situation où toute marche arrière est devenue impossible et où les conditions elles-mêmes crient : Hic Rhodus, hic salta ! »* [11].

La construction du futur parti de classe ne se mènera pas sans la capacité et l'effort des révolutionnaires d'aujourd'hui à poursuivre la tâche inlassable de bilan critique de l'expérience des organisations du passé, « sans tabou, ni ostracisme » comme proclamait la Gauche italienne. Il s'agit de la seule voie permettant d'éviter de répéter sans cesse les mêmes erreurs et de transmettre ainsi aux futures générations de révolutionnaires le meilleur de cette expérience. Tel est l'objectif de cet article, exposer les principales leçons tirées par le CCI de l'histoire du mouvement ouvrier au sujet de la construction et la défense de l'organisation des révolutionnaires.

I. Quelle méthode pour la formation de l'organisation ?

À l'été 1847, se tint à Londres le congrès de fondation de la première véritable organisation communiste de l'histoire : La Ligue des communistes. Cet épisode signifiait un changement profond dans l'histoire du mouvement ouvrier. Le passage d'un socialisme utopique à une approche matérialiste de la transformation sociale [12]. Jusqu'alors, les premières organisations du prolétariat restaient profondément marquées par l'immaturité de la classe ouvrière à la fois sur le plan numérique, politique et organisationnel. L'une d'entre elles, La Ligue des Justes, fondée en 1836 à Paris par des socialistes allemands en exil, entra en contacts avec Marx et Engels en 1847[13]. Ce rapprochement était le pro-

9. Il s'agit notamment des deux livres sur la Gauche communiste d'Italie et sur la Gauche germano-hollandaise et aussi sur la Gauche communiste russe, anglaise et française.

10. Il s'agit de la revue théorique de la Fraction de gauche du Parti communiste d'Italie qui parut entre 1933 et 1938.

11. Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte*, 1852.

12. Il n'est pas possible dans cet article d'expliquer en détail la différence entre le socialisme utopique et la vision matérialiste de l'histoire développée par Marx et Engels. Pour cela, voir : « Le communisme n'est pas un bel idéal mais une nécessité matérielle [1° partie] », *Revue internationale* n°68, 1er trimestre 1992 ainsi que l'ouvrage d'Engels "Socialisme Utopique et Socialisme Scientifique"..

13. Ces derniers s'étaient déjà engagés dans une entreprise d'organisation politique sous la forme de comités de correspondances en vue de coordonner les forces militantes com-

duit de débats et de vives polémiques, animés par Marx et Engels qui, depuis 1844, menaient eux-mêmes un travail intense de regroupement et de coordination des principales forces communistes à l'échelle européenne. Par ce long et patient travail, ils finirent par gagner à leur cause une partie du milieu socialiste de l'époque : *« Au printemps 1847, Moll s'en fut trouver Marx à Bruxelles et vint ensuite me voir à Paris, pour nous inviter au nom de ses compagnons, à entrer dans la Ligue. Ils étaient, nous disait-il, convaincus de l'exactitude absolue de notre conception autant que de la nécessité de soustraire la Ligue aux anciennes formes et traditions de conspiration. [...] Ce que nous avions jusqu'alors critiqué dans la Ligue, les représentants de la Ligue en reconnaissaient actuellement le côté défectueux et le sacrifiaient. Et l'on nous invitait nous-mêmes à collaborer à la réorganisation. Pouvions-nous refuser ? Évidemment non. Nous entrâmes donc dans la Ligue. »*[14]

La première tâche à laquelle s'attela la « fraction de Marx » au sein de la Ligue fut d'œuvrer à l'élaboration de principes organisationnels et de statuts en mesure d'établir une claire démarcation entre le camp prolétarien et le camp de la bourgeoisie. D'ailleurs, le premier point des statuts formulait nettement l'idée essentielle du communisme révolutionnaire : *« Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, la suppression de l'ancienne société bourgeoise, basée sur l'antagonisme des classes, et la fondation d'une nouvelle société sans classes ni propriété individuelle. »* [15] Ces mêmes statuts garantissaient le principe de l'unité internationale et dotaient la Ligue d'un cadre de fonctionnement centralisé avec la nomination d'un comité central[16]. *Last but not least*, ces statuts énonçaient une idée fondamentale : celle de la conviction et de l'engagement profond de chacun des membres de l'organisation à respecter et appliquer ces principes et les décisions prises collectivement et de manière unitaire lors de chaque congrès[17]. C'est dans ce contexte que la Ligue des Justes fut rebaptisée « Ligue des communistes ».

Le deuxième congrès, qui se déroula à la fin novembre 1847, allait permettre de faire un nouveau pas en avant. Après de longues discussions et des débats acharnés, Marx parvint à gagner la majorité de l'organisation à la conception matérialiste de l'histoire et donc à la nécessité d'un nouveau programme : *« ce dernier fut adopté dans ses traits fondamentaux, et le congrès chargea spécialement Marx d'écrire au nom de la Ligue des Communistes non pas une profession de foi, mais un manifeste comme l'avait proposé Engels. »*[18] Le Manifeste communiste fut achevé en février 1848. S'il ne fut pas en mesure d'influencer le cours des journées révolutionnaires du printemps et de l'été 1848 en France et en Allemagne, il proclamait publiquement à la face du monde le programme historique du prolétariat. En cela, la Ligue des communistes se débarrassait de ses tendances sectaires héritées du passé. L'élaboration et la publication du Manifeste posaient les jalons d'une perspective historique à long terme sur laquelle allaient pouvoir s'appuyer les organisations révolutionnaires dans les décennies suivantes.

Quinze ans plus tard, en 1864, la question de l'organisation fut le point de départ de la formation de l'Association internationale des travailleurs (la I^{ère} Internationale). La tâche de l'heure consistait à rassembler, dans une même organisation, des courants politiques du prolétariat très hétéroclites (proudhoniens, lassaliens, blanquistes, trade-unionistes…). Devant cette situation, les éléments véritablement prolétariens, avec Marx à leur tête, plaidèrent pour repousser temporairement la clarification théorique. Après avoir rédigé l'*Adresse inaugurale,* Marx s'attela donc à la rédaction des Statuts permettant à l'AIT de fonctionner sur la base de principes organisationnels clairs, acceptables par tous. L'unité internationale de cette organisation, garantie par son caractère centralisé au moyen d'un conseil général, permettait à l'AIT de clarifier, pas à pas, les divergences politiques en vue d'atteindre un point de vue unifié. La contribution la plus décisive du marxisme à la fondation de l'AIT réside donc clairement au niveau de la question organisationnelle.

Malgré de nombreux apports et une plus forte homogénéité théorique et politique, la II^{e} Internationale, fondée en 1889, ne sera pas en mesure de reprendre à son compte cette méthode organisationnelle. Sa structure fédéraliste, composée de partis nationaux, constituait un mode d'organisation antagonique à la centralisation internationale, malgré la mise en place très tardive du Bureau socialiste international en 1900 et l'adoption de statuts des congrès internationaux et du fonctionnement du BSI à partir de 1907.

En s'appuyant sur l'expérience du parti Bolchevik entre 1903 et 1917 ainsi que sur l'examen critique de la formation de l'Internationale Communiste en 1919, la Gauche communiste d'Italie, dès sa constitution au cours des années 1920, s'est notamment distinguée des autres courants politiques du mouvement révolutionnaire de l'époque par ses positions sur la question de l'organisation. Alors que l'Opposition de Gauche amenée par Trotsky tendait à réduire essentiellement la construction du parti à la bonne volonté des militants, la Gauche italienne défendait au contraire que cette construction restait *« soumise et déterminée par les conditions de la lutte de classe telles qu'elles se trouvent données contingentement par le développement historique et le rapport de forces des classes existantes ».* Ces deux approches illustraient deux méthodes politiques résolument différentes. La première, marquée du sceau de l'opportunisme, était animée par la volonté frénétique de rassembler immédiatement le plus grand nombre aux dépens de la précision programmatique, principielle et

munistes en Europe.

14. F. Engels, « Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes », 1885.

15. Ibidem

16. Ainsi, dès ses premiers pas, le mouvement ouvrier a fait sien le principe de la centralisation qui exprime l'unité fondamentale et indispensable du prolétariat à l'échelle internationale. Les critiques de ce principe par les courants anarchistes, qui lui opposent le fédéralisme, sont un indice significatif de la nature petite-bourgeoise de ces courants. Le centralisme prolétarien n'a évidemment rien à voir avec le centralisme tel qu'il est pratiqué par la bourgeoisie, notamment par ses variantes staliniennes, qui relève du contrôle totalitaire de l'État sur la société, un phénomène qui s'est déployé à grande échelle dans la décadence du capitalisme.

17. Pour plus de détails voir : « Les statuts des organisations internationales du prolétariat », *Revue internationale* n°5, 2^{e} trimestre 1976.

18. David Riazanov, *Marx et Engels. Conférences faites au cours de marxisme près l'Académie Socialiste en 1922*, Les Bons caractères, 2004.

organisationnelle. La seconde, incarnant la conception marxiste, préconisait la discussion la plus large sur les principes et le programme afin d'établir une claire définition des critères d'adhésion sans la moindre concession aux visions bourgeoises et petite-bourgeoises. C'est effectivement cette dernière méthode que les Bolcheviks avaient défendu lors du IIe congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) en 1903 et durant toute la période qui précéda l'édification du parti qui allait mener la classe ouvrière en Russie à prendre le pouvoir en octobre 1917. En revanche, c'est la première qui s'imposa au sein de l'Internationale Communiste et qui fit le lit de sa dégénérescence opportuniste au cours des années 1920[19]. En 1946, la Gauche communiste de France, dans un article polémique sur la fondation prématurée du Parti communiste internationaliste d'Italie, résumait la question en ces termes : *« En somme, la méthode qui servira à l'IC pour "la construction" des Partis Communistes sera partout à l'opposé de la méthode qui a servi et qui a fait ses preuves dans l'édification du Parti bolchevique. Ce n'est plus la lutte idéologique autour du programme, l'élimination progressive des positions opportunistes qui, par le triomphe de la Fraction révolutionnaire conséquente, servira de base à la construction du Parti mais c'est l'addition de différentes tendances, leur amalgame autour d'un programme volontairement laissé inachevé qui serviront de base. La sélection sera abandonnée pour l'addition, les principes sacrifiés pour la masse numérique. »*[20]

En résumé, le principe directeur qui doit guider la fondation d'une organisation, réside, évidemment, dans l'élaboration d'un programme que l'organisation et ses militants s'engagent à pleinement assumer et défendre au sein de la classe ouvrière mais également, de façon fondamentale, d'un cadre organisationnel basé sur des principes clairs, incarnés par les Statuts.

II – Le combat pour la défense des principes organisationnels

Les organisations des révolutionnaires, en tant qu'organes incarnant en permanence l'antagonisme historique entre la classe ouvrière et la société bourgeoise, constituent un véritable « corps étranger » dans cette même société. Par conséquent, les militants qui s'engagent dans une organisation communiste doivent assumer leur engagement en rompant radicalement avec les mœurs de la société bourgeoise et de toutes ses couches sociales sans devenir historique (notamment la petite-bourgeoisie et le lumpen). Mais cette « rupture » ne va pas de soi, elle nécessite une vigilance et une lutte continues et répétées contre la pression constante des idéologies bourgeoises et petite-bourgeoises sur l'organisation et ses militants.

La construction de l'organisation nécessite donc un combat implacable et déterminé pour la défense des principes et de la morale prolétarienne. Deux épisodes de l'histoire du mouvement ouvrier ont permis de tirer des leçons particulièrement importantes sur ce plan-là :

- Le combat contre l'Alliance de la démocratie Socialiste au sein de l'AIT.

- Le deuxième congrès du POSDR en 1903.

Malgré le combat mené par le « parti de Marx » en faveur de l'unité et de la centralisation, l'AIT restait soumise au poids de certaines faiblesses résultant de l'immaturité du prolétariat de l'époque qui ne s'était pas encore totalement dégagé des vestiges de la période précédente, notamment des mouvements sectaires et conspiratifs. Cette faiblesse était particulièrement prononcée dans les secteurs les plus arriérés du prolétariat européen, là où il sortait à peine de l'artisanat et de la paysannerie, comme dans les pays latins. En 1868, Bakounine entra dans l'AIT et profita de ses faiblesses pour essayer de la soumettre à ses conceptions « anarchistes » et en prendre le contrôle. L'instrument de cette opération était L'Alliance de la démocratie socialiste, fondée en 1868, utilisée pour pénétrer les rangs de l'organisation [21]. En fait, l'Alliance était une société à la fois publique et secrète. En soi, l'existence au sein de l'AIT de plusieurs courants de pensée n'était pas un problème. En revanche, les agissements de l'Alliance, qui visait à se substituer à la structure officielle de l'Internationale, à former « une internationale dans l'Internationale », constituait un véritable danger de mort pour celle-ci. L'Alliance avait tenté de prendre le contrôle de l'Internationale lors du Congrès de Bâle, en septembre 1869 en essayant de faire adopter, contre la motion proposée par le Conseil général, une motion en faveur de la suppression du droit d'héritage. Mais ayant échoué, l'Alliance a commencé à faire campagne contre la prétendue "dictature" du Conseil général qu'elle voulait réduire au rôle "d'un bureau de correspondance et de statistiques" (suivant les termes des alliancistes), d'une "boîte aux lettres" (comme leur répondait Marx). Ouvertement hostile au principe de centralisation exprimant l'unité internationale de l'AIT, l'Alliance préconisait le "fédéralisme", la complète "autonomie des sections" et le caractère non obligatoire des décisions des congrès. En fait, elle voulait pouvoir faire ce qu'elle voulait dans les sections dont elle avait pris le contrôle. C'est à ce danger que devait parer le congrès de la Haye de 1872. Il fut le théâtre d'un véritable combat pour démasquer et soustraire l'AIT à la mainmise de l'Alliance. À la suite du rapport de la commission d'enquête qui permit de prouver la sinistre politique de l'Alliance, le congrès décida d'exclure Bakounine et J. Guillaume[22]. En revanche aucune mesure ne fut requise à l'encontre des membres de la délégation espagnole ayant appartenu à l'Alliance, mais qui assura ne plus en faire partie. Le congrès de la Haye fut toutefois le chant du cygne de l'AIT. Bien conscients de la démoralisation que provoqua la terrible répression de la Commune dans les rangs du prolétariat, Marx et Engels proposèrent également le transfert du Conseil général de Londres à New York, loin des

19. Voir notamment : « Centenaire de la fondation de l'Internationale Communiste - Quelles leçons tirer pour les combats du futur ? », *Revue internationale* n°162

20. « À propos du 1er congrès du Parti communiste internationaliste d'Italie », *Internationalisme* n°7, 1946, in *Revue internationale* n°162.

21. Pour de plus amples développements sur la lutte contre l'Alliance au sein de l'AIT voir :

- « La Première Internationale et la lutte contre le sectarisme », *Revue internationale* n°84, 1er trimestre 1996.

- « La lutte de la première internationale contre « l'Alliance » de Bakounine, *Revue internationale* n°85, 2e trimestre 1996.

22. Principal responsable de la fédération jurassienne de l'AIT qui se trouvait sous le contrôle de l'Alliance.

conflits qui divisaient de plus en plus l'Internationale. Ce moyen permit à l'AIT de mourir de sa belle mort (entérinée par la conférence de Philadelphie en 1876), sans que sa réputation soit récupérée et souillée par les intrigants bakouninistes. La lutte entre la fraction prolétarienne de l'AIT et l'Alliance est le plus souvent présenté comme une querelle personnelle entre Marx et Bakounine, ou encore, d'après les anarchistes, comme une opposition entre les versions « autoritaires » et « libertaires » du socialisme. Ces explications masquent la véritable signification de ce combat. En fait, l'AIT fut la première organisation à être confrontée à la menace du parasitisme politique. C'est-à-dire une mouvance qui, tout en prétendant adhérer et défendre le programme communiste, concentre tous ses efforts dans le dénigrement et les manœuvres en vue d'affaiblir, voire de détruire les organisations du prolétariat [23]. En ayant été en mesure d'identifier et de mener un combat intransigeant contre ce fléau, l'AIT a fourni une contribution très importante sur laquelle le CCI a pu s'appuyer à partir des années 1980, face à la résurgence du danger parasite [24].

En 1903, le deuxième congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) allait être l'occasion d'un affrontement similaire entre les tenants d'une conception prolétarienne de l'organisation révolutionnaire et les tenants d'une conception petite-bourgeoise. L'enjeu de ce congrès consistait à unifier les différents comités, groupes et cercles se réclamant de la Social-démocratie qui s'était développée en Russie et en exil. Si plusieurs divergences s'exprimèrent au cours des discussions, en particulier celle sur les différentes définitions du membre du parti, la scission entre Mencheviks et Bolcheviks eut lieu sur une question apparemment bien plus triviale : la composition du comité de rédaction de l'*Iskra*, le journal du POSDR. Jusqu'en 1903, celui-ci était composé de six militants (Lénine, Martov, Plekhanov, Axelrod, Zassoulitch, Potressov). A la suite d'une proposition de Lénine, le congrès décida de réduire l'équipe à trois membres (Lénine, Martov, Plekhanov) [25]. La réaction hystérique d'une partie du congrès, à commencer par Martov, permit de prendre la mesure du poids de l'esprit de cercle au sein du parti. Un des ressorts de la fronde dirigée par Martov reposait sur l'attachement sentimental de ce dernier à ses amis et camarades de l'ancienne *Iskra*. Mais aussi de sa méfiance grandissante et infondée envers les véritables motivations de Lénine qui consistaient à se donner des moyens de répondre aux besoins nouveaux de l'organisation. Mais le comportement inacceptable de Martov et ses soutiens se prolongea après le congrès. Bien qu'après le départ des économistes et du Bund, ils se trouvèrent en minorité à la fin du congrès[26], ils refusèrent de se soumettre à la décision de celui-ci. Martov, par solidarité et sympathie avec ses amis « évincés », refusa de faire partie du nouveau comité et mena par la suite une politique de boycott de tous les organes centraux tant qu'ils restèrent en minorité. Lénine fut soumis à une véritable campagne de calomnie de la part des mencheviks et de tous ceux qui les soutenaient dans le mouvement socialiste international, l'accusant de vouloir substituer un organe central tout puissant à la vie « démocratique » au sein du parti. Ainsi, la « fraction bolchevique » amenée par Lénine, dut assumer la tâche de construction du parti, en menant une lutte inlassable contre l'influence du menchevisme.

Le congrès de la Haye en 1872 et le IIe congrès du POSDR en 1903 soulignent à quel point la défense de l'organisation et de ses principes de fonctionnement a toujours fait l'objet de la plus grande vigilance de la part des marxistes révolutionnaires. Dans les deux cas, c'est précisément sur la question organisationnelle que s'effectua une décantation décisive entre le courant prolétarien et les courants bourgeois et petits-bourgeois.

III – Le combat inlassable contre l'opportunisme

Ces épisodes furent deux expressions d'un problème beaucoup plus large au sein du mouvement ouvrier : l'opportunisme et sa variante, le centrisme. [27] Deux sources sont à la base de l'apparition de ces deux tendances dans la classe ouvrière et ses organisations. D'une part, la pression de l'influence des idéologies bourgeoise et petite bourgeoise, comme nous l'avons exposé plus haut. D'autre part, le difficile procès de la maturation et du développement de la conscience de classe par le prolétariat. L'opportunisme s'exprime essentiellement dans la séparation nette entre le but du mouvement prolétarien, la révolution, et les moyens pour y parvenir, pour finir par les opposer. Si la tendance à l'abandon des positions prolétariennes n'est pas stoppée, elle peut mener une organisation à trahir la classe et passer définitivement dans le camp de la bourgeoisie. L'opportunisme et le centrisme sont donc des dangers permanents auxquels toutes les organisations ont dû faire face. C'est notamment dans la IIe Internationale que ce problème s'est posé dans toute son amplitude avec la théorisation du révisionnisme développée par Edouard Bernstein au sein du Parti Social-démocrate allemand (SPD). Dans sa brochure parue en 1898 et intitulée les *Préconditions du socialisme et les tâches de la social-démocratie*, Bernstein appelait ouvertement à remettre en cause la nécessité de la révolution prolétarienne comme phase préalable à la construction du socialisme : *« pratiquement parlant,* écrivait-il en 1896 à Kautsky, *nous ne sommes qu'un parti radical ; nous ne*

23. "*Il est grand temps, une fois pour toutes, de mettre fin aux luttes internes quotidiennement provoquées dans notre Association par la présence de ce corps parasite. Ces querelles ne servent qu'à gaspiller l'énergie qui devrait être utilisée à combattre le régime de la bourgeoisie. En paralysant l'activité de l'Internationale contre les ennemis de la classe ouvrière, l'Alliance sert admirablement la bourgeoisie et les gouvernements.*" (Engels, "Le Conseil général à tous les membres de l'Internationale", avertissement contre l'Alliance de Bakounine).

24. Voir : « Construction de l'organisation des révolutionnaires : thèses sur le parasitisme », *Revue internationale* n°94, 3e trimestre 1998.

25. Cette proposition de Lénine résultait du fait que les trois militants qui n'ont pas été reconduits à la rédaction de l'Iskra n'avaient pas assumé un travail de rédacteur dans la période précédente. Mais la façon dont Lénine a présenté sa proposition visait à ménager leur amour-propre. En particulier, elle ouvrait la possibilité de réintégrer par cooptation ces militants dans la rédaction.

26. D'où le nom de « mencheviks, » signifiant « minoritaires ».

27. Le CCI a publié, notamment au cours des années 1980, plusieurs articles traitant de l'opportunisme et du centrisme. On peut se référer en particulier à la seconde partie du texte "Discussion : opportunisme et centrisme dans la classe ouvrière et ses organisations" dans notre *Revue Internationale* n° 43 de même qu'à la résolution adoptée à notre 6e congrès intitulée "L'opportunisme et le centrisme dans la période de décadence" dans la *Revue Internationale* n° 44.

faisons que ce que font tous les partis bourgeois radicaux, si ce n'est que nous le dissimulons sous un langage entièrement disproportionné à nos actions et à nos moyens ». Les positions théoriques de Bernstein attaquaient les fondements mêmes du marxisme en ce sens qu'elles rejetaient le caractère inévitable du déclin du capitalisme et de son effondrement final. En se fondant sur la prospérité que connaissait le capitalisme au cours des années 1890, couplée avec sa rapide expansion colonialiste à travers la planète, Bernstein faisait valoir que ce système avait surmonté sa tendance vers des crises autodestructives. Dans ces conditions, « le but n'était rien, le mouvement était tout », l'antagonisme entre l'État et la classe ouvrière devait pouvoir être surmonté. Bernstein proclamait ouvertement que le principe fondamental du *Manifeste communiste*, selon lequel les travailleurs n'ont pas de patrie, était "obsolète". Il appelait les travailleurs allemands à apporter leur soutien à la politique coloniale de l'Empereur en Afrique et en Asie.

En réalité, le révisionnisme de Bernstein n'était en aucun cas une exception ou un cas isolé. En France, le socialiste Millerand rejoignait le gouvernement Waldeck-Rousseau, aux côtés du général Gallifet, le bourreau de la Commune de Paris ; une tendance similaire existait en Belgique. Au Royaume-Uni, le mouvement travailliste britannique était complètement dominé par le réformisme et un syndicalisme nationaliste borné. En fait, la tendance vers l'abandon des positions prolétariennes gagnait de plus en plus les rangs de l'Internationale. Cette expérience « *confirme l'impossibilité de maintenir au prolétariat son parti dans une période prolongée d'une situation non révolutionnaire. La participation finale des partis de la Deuxième Internationale à la guerre impérialiste de 1914 n'a fait que révéler la longue corruption de l'organisation. La perméabilité et pénétrabilité, toujours possibles, de l'organisation politique du prolétariat par l'idéologie de la classe capitaliste régnante, prennent dans des périodes prolongées de stagnation et de reflux de la lutte de classe, une ampleur telle que l'idéologie de la bourgeoisie finit par se substituer à celle du prolétariat, qu'inévitablement le parti se vide de son contenu de classe primitif pour devenir l'instrument de classe de l'ennemi. »*[28]

C'est dans ce contexte que des minorités de gauche menèrent une lutte acharnée et intransigeante durant la période qui précéda l'éclatement du premier conflit mondial afin de défendre le caractère révolutionnaire de l'organisation et l'internationalisme prolétarien :

- Au sein du SPD, la minorité groupée autour de Rosa Luxemburg s'opposa, durant près de deux décennies, au courant révisionniste ainsi qu'au centrisme incarné par K. Kautsky.

- En Hollande, le courant marxiste du SDAP, groupé autour de la revue *De Tribune*, engagea le combat à partir de 1907 contre la dérive réformiste représentée par la fraction parlementaire emmenée par Troelstra.

- En Russie, au lendemain du IIe congrès du POSDR de 1903, la fraction bolchevique entreprit la lutte contre l'opportunisme, d'abord sur les questions d'organisation puis sur les questions de tactique.

- En Italie, c'est sur le tard, en décembre 1918, que se constitua la fraction « abstentionniste » au sein du Parti socialiste italien (PSI). Celle-ci devait par la suite former l'ossature sur laquelle fut fondé le Parti communiste d'Italie en 1921.

Quels enseignements pouvons-nous tirer de ce combat ?

- D'abord, ces différents groupes eurent véritablement la volonté de défendre les principes révolutionnaires au sein d'une organisation en dégénérescence. A l'exception des scissions prématurées de la part des gauches allemande et hollandaise[29], ils menèrent le combat jusqu'au bout, c'est-à-dire, tant qu'exista une vie prolétarienne et la possibilité de débattre à l'intérieur du parti. Ce qui témoignait d'une force de conviction et d'un réel esprit de combat.

Mais cette lutte fut également entachée de faiblesses importantes :

- une activité politique dispersée et le plus souvent repliée sur son propre parti au détriment d'un regroupement international des gauches permettant un travail en commun. Ce fut particulièrement le cas de la gauche du SPD qui fut incapable de s'organiser comme un corps collectif au sein du parti, sous-estimant complètement le contact la collaboration avec les autres groupes.

- Cette première faiblesse explique en grande partie le fait que ces groupes se sont réduits à une poignée de pays (Allemagne, Russie, Hollande, Bulgarie, Italie), tandis que dans d'autres pays (comme la France, la Grande-Bretagne ou les États-Unis) ils n'existaient pas ou étaient particulièrement faibles. Ce défaut d'unité internationale des minorités de gauche a désarmé complètement le courant marxiste pour faire face à la faillite de la IIe Internationale et la trahison de la social-démocratie lors du déclenchement de la Première Guerre mondiale.

- Mais la principale faiblesse résida dans l'incapacité de la plupart des groupes à saisir en profondeur le rôle politique qu'ils devaient assumer, c'est-à-dire un travail de fraction. Seuls les bolcheviks furent en mesure de comprendre leur tâche dans le moment présent, c'est-à-dire assumer un travail de pont entre la IIe internationale ayant failli et le nouveau parti qu'il s'agissait de préparer.

IV – La nécessité d'une claire vision du rôle et de la fonction de l'organisation

Comme nous l'avons rappelé dans la partie introductive de cette série, il revient à la fraction de gauche du Parti communiste d'Italie d'avoir démontré :

- que l'existence du parti est déterminée par un rapport de forces entre les deux classes principales de la société en faveur du prolétariat ;

- qu'entre deux moments de l'existence du Parti, la fraction constitue, un pont organique entre l'ancien et le futur Parti.

Ainsi, l'aptitude d'une organisation à assumer le rôle pour lequel la classe l'a faite surgir dépend notamment de sa capacité à comprendre en profondeur la période historique (en particulier les principales dynamiques de l'évolution de la société capitaliste) afin de saisir

28. « Sur la nature et la fonction du parti politique du prolétariat », *Internationalisme* n°37, septembre 1948.

29. Après l'exclusion des « tribunistes » lors du congrès extraordinaire du SDAP en 1909, la majorité du groupe décide de fonder, dans la précipitation, un nouveau parti (le Parti social-démocrate). En Allemagne, après l'exclusion de la gauche du SPD en 1917, la « gauche radicale » resta autonome et refusa, contrairement au groupe Spartacus, d'intégrer l'USPD afin de poursuivre un travail de fraction en son sein.

les tâches précises qu'il s'agit d'assumer dans une période donnée.

Après l'échec des mouvements révolutionnaires de 1848, Marx et Engels comprirent que la lutte de classe allait connaître un profond recul. Ils en conclurent que les conditions n'étaient plus réunies pour maintenir la Ligue, dans sa forme et sa fonction, telle qu'elle existait dans la période précédente. Ils durent mener un combat déterminé contre la tendance Willich-Schapper qui, très marquée par l'immédiatisme, incapable d'entrevoir la période de recul et de réaction, voulait précipiter l'organisation dans des actions aventuristes. La scission au sein de la Ligue s'effectua précisément sur cette question. *« Pendant les premières années, la tendance Willich-Schapper semblait avoir remporté la victoire non seulement du fait qu'elle avait gardé la majorité et maintenu l'organisation de la Ligue, mais aussi par toutes les manifestations bruyantes et tapageuses qu'elle suscitait [...] tandis que la fraction de Marx et Engels semblait être réduite au silence ou ne pas exister. Mais treize ans après, [...] lors de la fondation de la Première internationale nous retrouvons Marx, Engels et leurs camarades occupant les premières places du mouvement prenant une place prépondérante dans le travail de constitution des nouveaux partis du prolétariat, alors que la tendance Willich-Schapper sera complètement volatilisée, ne laissant derrière elle aucune trace et dont l'apport théorique et pratique à la nouvelle organisation de la classe aura été nul »* [30].

Les différents courants qui s'opposèrent à la dégénérescence opportuniste au sein de l'Internationale communiste allaient être confrontés au même défi, comprendre en profondeur les « tâches de l'heure ». Il revient à la fraction de gauche du Parti communiste d'Italie (qui se concevait d'abord et avant tout comme une fraction de l'IC) d'avoir su saisir les conséquences sur le rôle des révolutionnaires de la défaite de la vague révolutionnaire. Ayant compris que la contre-révolution, (se manifestant notamment par la prise de pouvoir de Staline en URSS et l'instauration dans l'IC de la thèse frauduleuse du « socialisme dans un seul pays ») éloignait momentanément la perspective de formation d'un nouveau parti, la Gauche italienne s'engagea avec détermination dans un véritable travail de fraction. Ceci consistait notamment en la mise en œuvre d'un bilan critique, « sans tabou, ni ostracisme », des raisons de l'échec de la vague révolutionnaire et de la dégénérescence opportuniste de l'IC. Tout comme la tendance animée par Marx et Engels dans la Ligue des communistes, la démarche rigoureuse et intransigeante de la Gauche italienne sur le plan de la défense des principes lui permit d'apporter une contribution solide et durable au mouvement révolutionnaire. Pour autant, cela ne l'empêcha pas de vaciller elle aussi face aux convulsions imposées par la situation historique. L'éclatement de la guerre d'Espagne en 1936, allait provoquer une grave crise au sein de la fraction après qu'une minorité se soit engagée aux côtés du camp républicain au nom de l'antifascisme. Par la suite, c'est la majorité elle-même qui, reprenant à son compte les dérives de son principal théoricien, Vercesi, a analysé la situation comme propice à la révolution (sa revue prenant le nom de "Octobre" au lieu de "Bilan") et a totalement ignoré la perspective de la guerre mondiale. De ce fait, elle s'est trouvée dispersée et incapable de développer une véritable vie politique organisée lorsque la Deuxième Guerre mondiale a éclaté. Seule une petite minorité de militants dans le Sud de la France a maintenu les positions classiques de la Fraction et a poursuivi son travail politique dans des conditions particulièrement difficiles. Mais cette fraction reconstituée a fini par se dissoudre en 1945 lorsque la presque totalité de ses membres, apprenant la constitution en Italie du Partito Comunista Internazionalista animé par Onorato Damen, a décidé, sans même examiner ses bases politiques, de rejoindre individuellement cette organisation. [31] Seul Marc Chirik s'est opposé à cette décision considérant que c'était là une remise en cause de toute la démarche de la Fraction italienne depuis la fin des années 1920, comme l'avait été, auparavant, la position de la minorité de la Fraction qui avait rejoint les milices antifascistes en Espagne et la dérive politique de Vercesi après 1937. Seul le petit noyau animé par Marc Chirik, qui devait par la suite prendre le nom de "Gauche Communiste de France" (1944-1952), est resté dans la continuité de la Fraction italienne, continuité qui, de façon ouverte ou honteuse, a été rejetée par les différents groupes qui se réclament de celle-ci. Pour sa part, la GCF, s'appuyant solidement sur les acquis théoriques et politiques de la Fraction italienne, sera en mesure d'aller plus loin et approfondira le travail de la Fraction sur toute une série de questions.

On ne peut en dire autant de la gauche du parti communiste d'Allemagne qui, après son exclusion en 1920, forma le Parti communiste ouvrier d'Allemagne (*Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands*, KAPD). La fondation de cette organisation s'effectua sans une véritable réflexion sur le rôle spécifique qu'il s'agissait d'assumer au regard des conditions historiques et de la dynamique opportuniste de l'IC. Cette absence de clarté provoqua une forte hétérogénéité en son sein et des conceptions organisationnelles totalement erronées telles que le putschisme et l'activisme. En juillet 1921, après l'ultimatum adressé par l'IC au KAPD de fusionner avec le VKPD, la direction du parti, avec le soutien de Gorter, adopta une résolution visant à couper les ponts avec l'IC et appelant à la constitution d'une "Internationale communiste ouvrière" (KAI)[32] : *« Les groupes participants sont en petit nombre et représentent des forces très limitées : outre la tendance d'Essen, il y a le KAPN, les communistes de Gauche bulgares, le Communist Workers Party (CWP) de Sylvia Pankhurst, le KAP d'Autriche, qualifié de "village Potemkine" par le KAPD de Berlin. Finalement, cette "Internationale" croupion va disparaître avec la disparition ou le retrait progressif de ses constituants. C'est ainsi que la tendance d'Essen connaît de multiples scissions et que le KAPN se désagrège, d'abord par l'apparition en son sein d'un courant qui se rattache à la tendance de Berlin, hostile à la formation de la KAI, puis par des luttes intestines d'ordre clanique plus que principielles. »*[33] Alors que le reflux de

30. « Les conditions historiques de la formation du parti », *Internationalisme*, n°19, février 1947.

31. Voir la critique de la Gauche communiste de France : « À propos du 1er congrès du Parti communiste internationaliste d'Italie », *Internationalisme* n°7, 1946, in *Revue internationale* n°162.

32. La "tendance de Berlin", majoritaire au sein du KAPD resta hostile à la formation de cette nouvelle internationale.

33. « Rapport sur le rôle du CCI en tant que

la vague révolutionnaire était d'ores et déjà engagé, et que subsistaient dans l'IC des fractions de gauche qui auraient pu être regroupées au sein d'un même courant communiste de gauche international, la formation artificielle de cette « nouvelle internationale », eut des répercussions désastreuses pour le mouvement révolutionnaire. La désagrégation de la KAI, et de ses principales composantes le KAPD et le KAPN, plongea des milliers de militants dans la passivité et la désorientation politique la plus totale. Cette déconfiture illustre de façon saisissante que les organisations qui ne sont pas capables d'établir une compréhension profonde de la période et de ses enjeux restent démunies, sans boussole, incapables d'apporter une contribution politique durable et cohérente au dével ppement de la conscience de classe ainsi qu'à la compréhension de la construction de l'organisation des révolutionnaires.

V – Le combat de Lénine pour la construction du parti bolchevique

A - Une démarche consciente et à long terme

Le retard avec lequel se forma l'Internationale communiste, en mars 1919, plus d'un an après l'éclatement de la révolution en octobre 1917, près de deux mois après l'échec de l'insurrection en Allemagne en janvier 1919, constitua une faiblesse majeure de la dernière vague révolutionnaire. Cette situation d'urgence ne permit pas à l'IC de clarifier en amont toutes les implications programmatiques et tactiques de l'entrée du capitalisme dans « l'ère des guerres et des révolutions ». De plus, la formation des nouveaux partis communistes dans le feu des combats révolutionnaires empêcha leur construction sur la base d'une lutte politique franche et intransigeante permettant d'éliminer les courants opportunistes et les résidus de l'idéologie bourgeoise. La leçon qu'il faut en tirer c'est que la constitution du futur parti ne pourra s'effectuer de façon spontanée et empirique mais devra être préparée patiemment, de façon à ce qu'il surgisse avant les premiers assauts révolutionnaires. Plus globalement, comme le CCI l'affirmait dès avril 1975, dans le premier numéro de notre *Revue Internationale* : *« l'idée qu'une organisation révolutionnaire se construit volontairement, consciemment, avec préméditation, loin d'être une idée volontariste est au contraire un des aboutissements concrets de toute praxis marxiste. ».*

Notre organisation reprenait ici à son compte la conception défendue par Lénine dans la brochure *Que faire ?* publiée en 1902. À ce moment-là, le mouvement ouvrier en Russie était marqué par une forme particulière d'opportunisme connue sous le nom « d'économisme » : *« De même que les adeptes de Bernstein pour qui "Le mouvement est tout, le but n'est rien", les économistes tels que ceux qui étaient regroupés autour du journal Rabotchaïa Mysl vénéraient aussi le mouvement immédiat de la classe ; mais comme il n'y avait pas en Russie de tribune parlementaire à défendre, cet immédiatisme se restreignait essentiellement à la lutte quotidienne dans les usines. Pour les économistes, les ouvriers étaient principalement intéressés par les besoins matériels, avoir du pain. Pour ce courant, l'orientation politique se réduisait essentiellement à réaliser un régime parlementaire bourgeois et était principalement considérée comme une tâche d'opposition libérale. [...] Dans cette vision extrêmement étroite et mécanique du mouvement prolétarien, la conscience de classe, si elle devait se développer à l'échelle mondiale, surgirait de toutes façons d'un accroissement des luttes économiques. Et puisque c'était l'usine, ou la localité, qui constituait le terrain principal de ces escarmouches immédiates, la meilleure forme pour y intervenir était celle du cercle local. C'était aussi une façon de s'incliner devant les faits immédiats puisque le mouvement socialiste russe avait, pendant les premières décennies de son existence, été dispersé dans une pléthore de cercles locaux, amateurs, souvent éphémères avec des relations très lâches et n'ayant entre eux que des liens très vagues. » [(34)]* Le but principal du *Que faire ?* consistait précisément à démontrer l'impasse constituée par l'économisme pour le mouvement ouvrier et la construction d'une organisation de combat révolutionnaire en Russie. Si Lénine énonça dans cette brochure plusieurs erreurs théoriques [(35)], qu'il rectifia d'ailleurs après l'expérience de la grève de masse en 1905, le sens de sa polémique fut profondément juste. : *« Ces dernières années, la question : « Que faire ? » se pose avec force aux social-démocrates russes. Il ne s'agit plus de choisir une route (comme c'était le cas à la fin des années 1880 et début des années 1890), mais de déterminer ce que nous devons faire pratiquement sur une route connue, et de quelle façon. Il s'agit du système et du plan d'activité pratique. Il faut avouer que cette question, essentielle pour un parti d'action, [...] est toujours sans solution et suscite encore parmi nous de sérieuses divergences ». [(36)]*

À rebours de la vision localiste, immédiatiste et spontanée véhiculée par l'économisme ou encore l'éclectisme du Rabotchéié Diélo (ainsi que la tendance menchevique à partir du IIe congrès de 1903), Lénine s'attela à mener un combat de longue haleine visant à faire prévaloir l'approche consciente et à long terme de la construction de l'organisation. Ce lien indissoluble entre la conscience et le futur touche au

"Fraction" », *Revue internationale* n°156.

34. « Histoire du mouvement ouvrier. 1903-1904 : la naissance du bolchevisme (1e partie) », *Revue internationale* n°116, 1er trimestre 2004.

35. Notamment, celle de la conscience importée du dehors de la classe ouvrière.

36. « Par où commencer », *Iskra* n°4, mai 1901, in *Que faire ?*, Éditions Science marxiste, 2004.

plus profond de ce que constitue le prolétariat en tant qu'être historique qui, « *démuni de tout pouvoir économique au sein de la société, classe exploitée au sein de la production, ne doit compter que sur lui-même pour se libérer, ne possède que sa solidarité et sa conscience à opposer au capitalisme : deux armes clés qui rejoignent précisément les caractéristiques de la société future.*»[37] Il en va de même pour l'avant-garde révolutionnaire. Seul le futur comme boussole peut véritablement lui permettre d'assumer sa fonction et ses tâches sans être en permanence ballotée par les évènements : *« moins nous compterons sur l'inattendu, plus nous aurons de chance de n'être jamais pris de court par les "tournants historiques" »* affirmait Lénine. Ce travail patient, méthodique, planifié, permit justement à la fraction bolchevique de forger le parti capable de contribuer à la prise du pouvoir de la classe ouvrière en octobre 1917.

B- Pas de construction sans l'assimilation profonde de l'esprit de parti

Mais le combat organisationnel qu'entreprit Lénine à partir de 1902 – 1903 contenait une autre dimension indissociablement liée à celle développée juste avant. Alors que le POSDR était encore une somme de cercles et de groupes, Lénine déplorait la dispersion et le manque profond de préoccupation d'une large partie de ses rangs à l'égard des besoins généraux de l'organisation dans son ensemble. Sa détermination visant à faire primer l'esprit de parti contre les visions héritées de l'esprit de cercle s'exprima tout particulièrement dans la conception du militant qu'il défendit lors du IIe congrès du parti. A la différence de la formulation proposée par Martov, celle de Lénine se distinguait par le fait que le militant se devait de respecter les décisions du congrès et du parti et de jouer une part active à leur mise en œuvre. Autrement dit, aux yeux de Lénine, un militant est un individu appartenant à un corps collectif, dont la responsabilité est de défendre le tout, de participer aux débats, aux orientations, aux prises de décisions du tout et à l'application de ces décisions. D'ailleurs, après le congrès de 1903, Lénine ne va pas cesser de fustiger ses camarades bolcheviks pour leurs accords platoniques, en répétant dans des lettres, textes, résolutions, encore et encore, que chaque militant doit s'engager pleinement dans la totalité du combat. Cette attitude active à laquelle Lénine exhortait chaque militant devait se manifester dans tous les domaines de la vie de l'organisation comme il le rappelait encore en 1905, quelques mois avant le IVe congrès du parti qui fut celui de l'unification entre bolcheviks et mencheviks : *« Il y aurait eu danger au cas où des gens qui ne sont pas social-démocrates adhéreraient en masse au parti. Alors le parti se résorberait dans la masse, cesserait d'être le détachement avancé et conscient de la classe, se traînerait à la remorque. Ce serait sans nul doute une triste période. Et il est incontestable que ce danger aurait pu devenir extrêmement sérieux si nous étions enclins à la démagogie, si les fondements de l'esprit de parti (Programme, règles tactiques, expérience en matière d'organisation) n'existaient pas du tout, ou bien s'ils étaient faibles et incertains. Mais justement il n'y a pas de « si ». Tout est là. Parmi nous, les bolcheviks, il n'y a pas eu de penchant à la démagogie ; bien au contraire, nous avons toujours lutté ouvertement, avec fermeté et sans détours contre les moindres velléités de démagogie, exigé des adhérents une attitude consciente, insisté sur la portée considérable de la filiation dans le développement du parti, préconisé la discipline et l'éducation de tous les membres du parti dans une de ses organisations. Nous avons notre programme, fermement établi, reconnu officiellement par tous les social-démocrates, et qui n'a soulevé aucune critique quant au fond, en ce qui concerne ses principes majeurs (la critique de certains points et formulations est parfaitement légitime et nécessaire dans tout parti vivant). Nous avons des résolutions tactiques, élaborées méthodiquement et avec esprit de suite au IIe aussi bien qu'au IIIe congrès et grâce à la presse social-démocrate qui existe depuis de longues années. Nous avons aussi une certaine expérience en matière d'organisation et une organisation effective qui a joué un rôle éducatif et qui a porté certainement des fruits qu'on n'aperçoit pas aussitôt mais qui ne pouvaient être niés que par des aveugles ou des gens aveuglés. »* [38] Loin de la vision autoritaire et dictatoriale que la plupart des universitaires et penseurs de la bourgeoisie n'ont de cesse de lui accoler, toute la conception organisationnelle de Lénin**e r**epose sur la volonté d'action organisée, basée sur la conscience et la conviction révolutionnaire de chaque militant.

Conclusion

Au terme de cette première partie, les principales leçons que le CCI tire de l'expérience du mouvement révolutionnaire du passé sont donc les suivantes :

- La construction de l'organisation révolutionnaire procède d'une démarche consciente permettant à celle-ci d'assumer son rôle sur le long terme.

- Sa formation repose sur un pro-

37. *Organisation communiste et conscience de classe*, brochure du CCI.

38 La réorganisation du parti

À suivre

50 ans du Courant Communiste International

Tirer les leçons des expériences du passé (II)

gramme, ainsi que sur des principes et un cadre de fonctionnement centralisé à l'échelle internationale, clairement définis.

- La défense de l'organisation, face à toutes les formes d'intrusion des idéologies bourgeoises et petites-bourgeoises, constitue un combat implacable et permanent.

- La capacité d'une organisation à assumer le rôle pour lequel la classe l'a fait surgir ne peut reposer sur une minorité de militants. Au contraire, cela nécessite l'implication résolue et convaincue de tous les militants dans l'ensemble des tâches politiques.

- Afin d'éviter de reproduire sans cesse les mêmes erreurs et pouvoir transmettre le meilleur de son expérience, l'organisation doit développer un effort constant pour établir des bilans critiques sur sa propre vie politique et en tirer les leçons essentielles. Il en va de même de l'examen de l'expérience du mouvement ouvrier et de ses organisations unitaires.

... Le crépuscule du leadership américain (suite de la page 10)

sur les plans économique et militaire, qui constituent le principal facteur du chaos présage des plongées inimaginables dans la barbarie. Sur la radio *France Inter*, Dominique de Villepin, l'ancien premier ministre français, se fait le porte-parole des bourgeois les plus lucides mais tout aussi impuissants que les autres : « *Nous sommes dans un monde plus dangereux sans droit parce que nous sommes désormais dans un monde sans règles et sans droit international. C'est-à-dire que la loi de la jungle, la loi du plus fort, c'est ce qui prévaut partout dans notre monde.* »

A. Elberg, 25 octobre 2026

Brochure du CCI





SOUSCRIPTION PERMANENTE DE SOUTIEN A LA PRESSE REVOLUTIONNAIRE

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre presse et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants et aux souscriptions de ses sympathisants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

Abonnements (tous les prix sont en Euros)	ZONES POSTALES				
	France	Belgique	Europe	Monde	Monde Par avion
Révolution Internationale (11 n°s)	18,50			20,50	21,50
Revue Internationale (4 n°s)	18,50	18,50		18,50	18,50
Internationalisme (11 n°s)		13,80	17,50	18,60	24,80
ABONNEMENTS COUPLÉS					
Révolution Internationale / Revue Internationale	35			38	38
Internationalisme / Revue Internationale		28,80	32,25	33,50	44,65

ABONNEMENTS DIFFUSEURS	France	Belgique
Journal seul (RI ou Internationalisme)	45,80 (3 n°s) 73,80 (5 n°s)	0,65 par n° supplémentaire
Revue Internationale	31,80 (3 n°s) 45,80 (3 n°s)	3,50 par n° supplémentaire

ABONNEMENTS DE SOUTIEN	France	Belgique
Internationalisme OU Revue Internationale		34,80
Internationalisme ET Revue Internationale		50,00

Paiement en France	RI – CCP523544Y – Rouen à l'adresse : Mail Boxes 153, 108 rue Damrémont, 75018 Paris
Paiement en Belgique	Internationalisme, BP 94, 2600, Berchem BELGIQUE

LISEZ NOS LIVRES ET BROCHURES

Dans la série "Contributions à une histoire du mouvement révolutionnaire"

LA Gauche communiste D'ITALIE

LA GAUCHE HOLLANDAISE

LA Gauche communiste DE FRANCE

BROCHURES

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(€2,5 +frais d'envoi :
France €1,5 / Etranger €3).

La décadence du capitalisme
(€2,5 + €1,5 / €3)

Les syndicats contre la classe ouvrière (€2,5 + €1,5 / €3)

Nation ou classe (€2,5 + €1,5 / €3)

Le trotskisme contre la classe ouvrière (€4,5 + €1,5 / €3)

Organisation communiste et conscience de classe
(€4 + €1,5 / €3)

L'État dans la période de transition (€3 + €1,5 / €3)

Guerre du Golfe (€2,5 + €1,5 / €3)

La Gauche communiste d'Italie
(€8 + €3,5 / €5)

La Gauche hollandaise
(€12 + €3,5 / €5)

La Gauche communiste de France
(€6,5 + €1,5 / €3)

L'effondrement du stalinisme
(€3 + €1,5 / €3)

La Révolution russe (€2,5 + €1,5 / €3)

Bilan de la lutte des infirmières Octobre 1988 (€3 + €1,5 / €3)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats,
une défaite pour la classe ouvrière
(€3 + €1,5 / €3)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital (€4,5 + €1,5 / €3)

Comment le PCF est passé au service du capital (€3 + €1,5 / €3)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme (€3 + €1,5 / €3)

Les élections : un piège pour la classe ouvrière
(€2 + €1,5 / €3)

Le communisme n'est pas un bel idéal
(€3 + €1,5 / €3)

Octobre 1917 début de la révolution mondiale (€3,5 + €1,5 / €3)

N° 169 Deuxième semestre 2022
Face à la guerre et à l'accélération de la crise du capitalisme, les révolutionnaires ....
Troisième Manifeste du CCI
Le capitalisme mène à la destruction de l'humanité
Seule la révolution mondiale du prolétariat peut y mettre fin
L'accélération de la décomposition capitaliste pose ouvertement la question de la destruction de l'humanité
"L'été de la colère" au Royaume-Uni
Le retour de la combativité du prolétariat mondial
Les États-Unis - Superpuissance dans la décadence du capitalisme - Aujourd'hui épicentre de la décomposition sociale
Critique des soi-disant "communisateurs"(I et II)
100 ans après la fondation de l'IC, quelles leçons ....?

N° 171 Deuxième semestre 2023
Face à la fuite en avant dans le chaos et la guerre..
Résolution sur la situation internationale (déc. 2023)
Massacres et guerres en Israël, à Gaza, en Ukraine, en Azerbaïdjan… Le capitalisme sème la mort !
Appel de la Gauche communiste
Guerre en Ukraine : Deux ans de confrontation impérialiste, de barbarie et de destruction
Spirale d'atrocités au Moyen-Orient : la terrifiante réalité de la décomposition du capitalisme
Les atrocités de la guerre utilisées pour justifier de nouvelles atrocités
Les USA : Superpuissance dans la décadence du capitalisme, aujourd'hui épicentre de la décomposition sociale (Partie II)
Après la rupture dans la lutte de classe, la nécessité de la politisation des luttes
Critique des soi-disant "communisateurs" (Troisième partie) : Jacques Camatte, ...

N° 173 Mars 2025
Quel monde allons-nous devoir affronter ?
Avec Trump 2, une nouvelle étape du chaos capitaliste
Après 3 ans de guerre en Ukraine : chaos, massacres et militarisme
La dynamique de la lutte des classes depuis 2022
La question nationale selon la légende bordiguiste
Antisémitisme, sionisme, antisionisme, tous ennemis du prolétariat
Débat dans le milieu politique prolétarien sur la période de décomposition du capitalisme
En défense de notre organisation et de la véritable tradition de la gauche communiste
Andreas Malm : la rhétorique "écologique" en défense de l'État capitaliste --- Le "trotskisme vert"

N° 170 Premier semestre 2023
25e congrès du CCI
Révolution communiste ou destruction de l'humanité La responsabilité cruciale des organisations révolutionnaires
Résolution sur la situation internationale
Rapport sur la décomposition
Rapport sur la lutte de classe
Rapport sur les tensions impérialistes
Rapport sur la crise économique

N° 172 Premier semestre 2024
Face au chaos et à la barbarie, les responsabilités des révolutionnaires
Les campagnes démocratiques .....
Face à la marée montante du populisme, la gauche du capital ne peut pas sauver ce système à l'agonie
L'approfondissement et l'extension des conflits guerrierstraduisent l'impasse croissante du capitalisme
Plus d'un siècle d'affrontements israélo-palestiniens
"Action Week" à Prague : ...
Deux ans après la déclaration commune de la gauche communiste
Manifeste de la Gauche communiste aux prolétaires d'Europe (Juin 1944)
La lutte contre la guerre impérialiste ne peut être menée qu'avec les positions de la gauche communiste
Comment la bourgeoisie s'organise
Cette crise économique va devenir la plus grave de toute la période de décadence
Critique des soi-disant communisateurs

N° 174 Novembre 2025
La fraude de la « paix » et la véritable prolifération des guerres
Allons-nous vers une troisième guerre mondiale ?
26e congrès du CCI
Résolution sur la situation internationale
Rapport sur la lutte de classe
Rapport sur la crise économique
Des guerres qui ne finissent pas
Bilan de six mois de Trump
Comment expliquer le chaos de la politique bourgeoise
Sionisme II
Le piège de la lutte pour la démocratie bourgeoise contre le populisme
Contribution à une histoire du mouvement ouvrier en Egypte

REVUE INTERNATIONALE
organe théorique du
Courant Communiste International

NOS POSITIONS

● Depuis la 1re guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 1980, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative à ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

● La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec les conditions données par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

● Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.

● Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place sur l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

● Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

● Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

● Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

● Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

● Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des Conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

● La transformation communiste de la société par les Conseils ouvriers ne signifie ni "auto-gestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

● L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

● La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

● L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

● Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

● Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-1852), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-1872, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-1928), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-1930 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Pour écrire au C.C.I.
Aux adresses suivantes
en fonction du pays

Espagne, France, Brésil, Venezuela
Revue Internationale
BP 30605
31006 Toulouse Cedex 6

Mexico, Pérou, Équateur
Apartado Postal 15-024,
C.P 02600,
Distrito Federal, Mexico, Mexique

Belgique, Hollande
PB 102, 2018 Antwerpen (Centraal Station) Belgique-België

Grande-Bretagne, Australie, États-Unis
BM Box 869,
LONDON WC1 N 3 XX
Grande-Bretagne

Inde, Philippines
POB 25, NIT, Faridabad, 121001,
Haryana, Inde

Italie
CP 469, 80100 NAPOLI, Italie

Allemagne, Suisse, Suède,
Internationale Revue
Postfach 367
8021 Zurich, Suisse